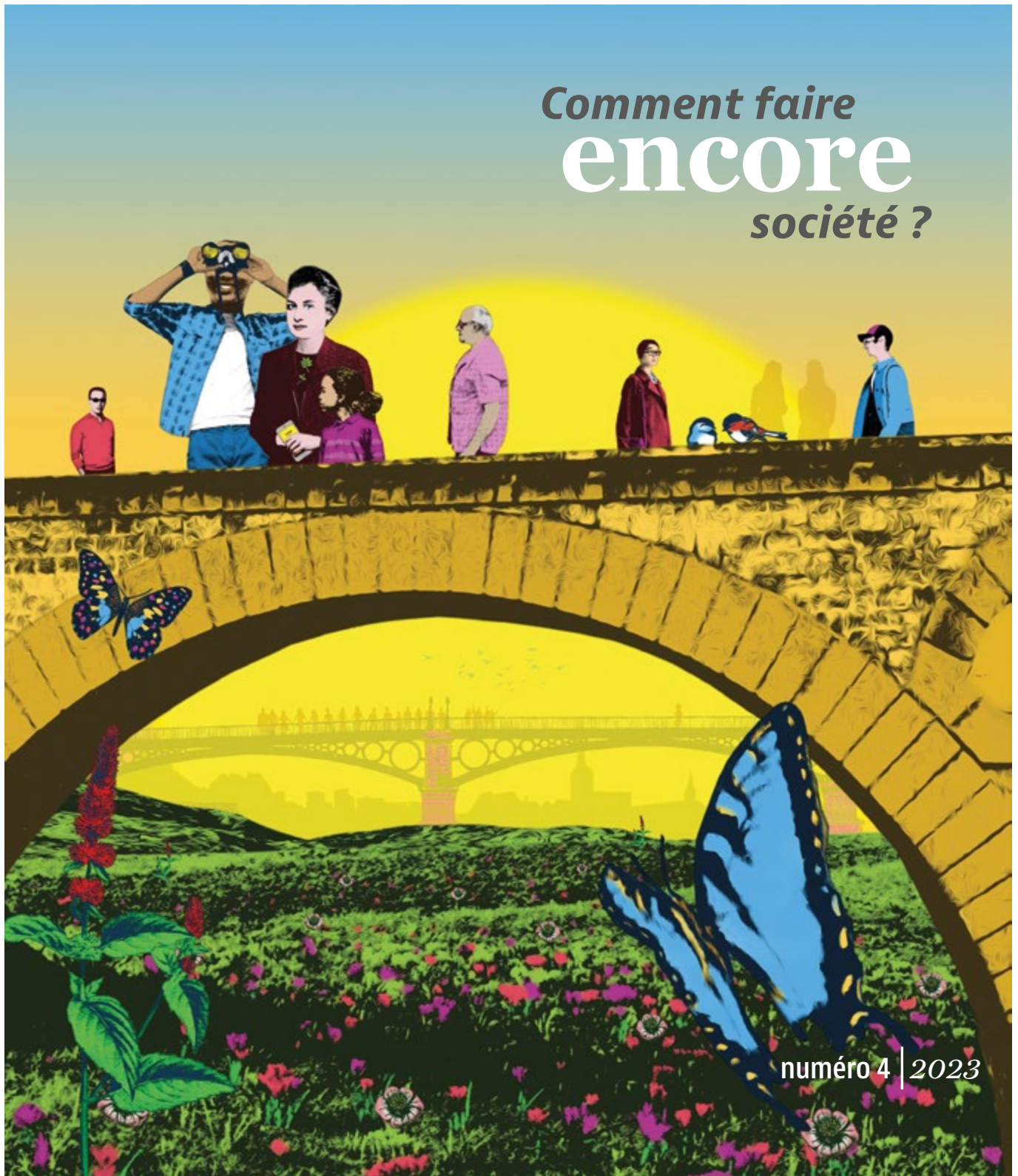


Questions de transition(s)

Magazine sociétal pour agir en territoires

Aquitanis & Axanis

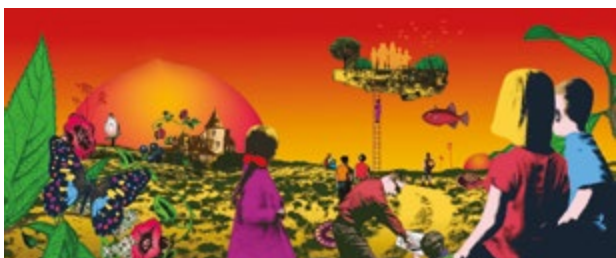
Comment faire
encore
société ?



numéro 4 | 2023

3 *édito*

P.6-17



*S'ouvrir à l'ailleurs
et à l'autrement*

- 6 Ces logements où l'on devient citoyen
- 8 Voyage en ESS
- 12 Quand échanger va de pair
- 14 Des salariés se mettent au vert
- 16 À Tonneins, le passé rencontre l'avenir

P.30-43



*Tisser des repères et
des références communes*

- 30 Le sport école de la vie
- 32 Quartiers sensibles... à l'environnement
- 34 Des savoirs co-construits
- 37 Cultiver le partage
- 40 À travers les plafonds de verre
- 42 La chasse à la désinformation

4 *en ouverture*

Faire société, l'impératif conditionnel

P.18-29



*Faire vivre des espaces
de partage*

- 18 La Maison Popote, du lien et du bien
- 20 Faire vivre l'en commun
- 22 Enquête d'usages entre voisins
- 24 L'appel de la forêt
- 26 Occupation temporaire XXL
- 28 Paroles d'habitantes engagées

P.44-57



*Laisser la place
à l'imaginaire*

- 44 L'art et la manière
- 47 Marque-pages
- 50 L'envers est l'endroit
- 52 Ainsi son son son
- 54 Comment s'exerce votre créativité ?
- 56 Beutre prend le Parti de la fête



- 58 **Grand entretien** avec Fabienne Brugère, philosophe, spécialiste du « care », du « prendre soin »
- 62 **Tribunes libres**
- 65 **Pour aller plus loin...**
- 67 **Fenêtre**

édito

Chez Aquitanis et Axanis, nous croyons au pouvoir d'agir collectivement et à la dynamique de la coopération. Cette dernière participe depuis toujours de notre ADN. Elle se matérialise au quotidien dans les projets que nous portons sur notre territoire métropolitain mais aussi girondin, et plus largement néo-aquitain.

Pour Aquitanis, la coopération s'incarne depuis plus de cent ans dans ses missions historiques d'utilité sociale et de service public de l'habitat. Elle s'inscrit plus encore dans notre engagement en Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) encadrée par une raison d'être¹ forte qui guide nos choix. Pour Axanis, fondée il y a plus de soixante-dix ans, elle prend source dans ses valeurs coopératives².

Dans une société où les ressources naturelles et financières se raréfient, où les conséquences du changement climatique se font chaque jour davantage ressentir, où les crises se succèdent attisant les craintes et générant parfois le repli sur soi, il n'est pas toujours aisé de se mobiliser afin de s'accorder et de faire consensus. Cela demande souvent du temps, des efforts et de la hauteur de vue.

Coopérer, c'est se rassembler pour réfléchir, se confronter parfois, dialoguer et mieux agir ensemble. C'est mobiliser les compétences et les aptitudes de chacune et de chacun pour créer des réponses solidaires et responsables aux multiples enjeux sociétaux qui s'imposent à nous. Les justes décisions découlent souvent de ces démarches de plus en plus plébiscitées par nos concitoyennes et nos concitoyens et que l'on voit actives sur nos territoires.

La coopération peut être une des réponses à la question que soulève ce quatrième et nouveau numéro de notre magazine sociétal *Questions de transition(s)* : « Comment faire encore société ? ».

Comme chaque année, cette publication donne la parole à celles et ceux qui s'engagent avec nous ou tracent la voie pour agir dans les nécessaires transitions écologiques, économiques et sociales. Elle invite au recul, à la réflexion et insuffle une ouverture. Par ces témoignages d'acteurs, par des récits de projets innovants, des éclairages sur des thèmes variés, elle propose des éléments de solution, des sources d'inspiration... pour toutes et tous quelle que soit notre place.

Nous vous invitons à nous faire part de votre avis sur cette publication. Et nous proposons de répondre à un questionnaire accessible par le QR code qui figure au dos de ce magazine. Vos ressentis, vos suggestions sont précieux et nous aideront à le rendre toujours plus en lien avec vos attentes.

Bonne lecture à toutes et tous. Bonne réflexion.

Nordine Guendez
Président d'Aquitanis
Maire d'Ambarès-et-Lagrave
Conseiller métropolitain délégué

Jean-Luc Gorce
Directeur Général d'Aquitanis
Président d'Axanis

Stéphane Callegaro
Directeur Général d'Axanis

Stéphane Callegaro a pris la succession d'Isabelle Roudil à la direction générale d'Axanis en mai 2023. Nous la remercions pour son investissement durant ses années à la tête d'Axanis et pour ses contributions précieuses à la réalisation de ce magazine.

1- Démarche évaluée Engagé RSE « exemplaire » depuis 2016 par AFNOR certification selon le modèle AFAQ 26000 - Notre raison d'être : « Parce que nous, équipes d'Aquitanis, sommes convaincues qu'habiter le monde en respect des humains et du vivant est possible, nous nous engageons en coopération avec celles et ceux qui vivent et font vivre les territoires à créer des réponses solidaires et responsables. Nous faisons le choix de l'essentiel et nous croyons au pouvoir d'agir collectivement. »
2- Axanis est une Société coopérative d'intérêt collectif - Coop HLM fondée en 1952.

Faire société, l'impératif conditionnel



« Faire société », être unis face aux défis immenses qui attendent l'humanité, c'est aujourd'hui une impérieuse exigence. Mais elle est conditionnée à notre capacité à nous accorder, à dépasser les clivages pour avancer ensemble.

« Comment faire encore société ? » Voilà la question que pose ce quatrième numéro de *Questions de transition(s)*. Une question difficile, tout sauf rhétorique qu'il convient pourtant de préciser. En particulier le choix du terme « encore » : a-t-on vraiment plus « fait société » dans le passé ? Vivait-on mieux ensemble au temps des Trente Glorieuses, par exemple, quand la France connaissait une croissance exponentielle ? Une partie de la population sans doute. Mais les droits des femmes et de tant d'autres étaient-ils mieux respectés qu'aujourd'hui ? Il convient donc, en s'interrogeant, de se garder de verser dans des considérations passéistes. De tout temps, les sociétés ont eu du mal à faire exister sans exclusion, et aucune ne peut être vraiment considérée comme une sorte « d'âge d'or » du vivre-ensemble. L'interpellation de cette édition n'a pas pour propos de regarder dans le rétroviseur mais de se situer aujourd'hui pour tourner son regard vers demain en se demandant non pas si faire société est toujours mais bien encore

possible. Un autre point, consiste en l'acceptation du faire société. De quelle ambition parle-t-on ? Est-ce tendre vers un modèle utopique qui contentera tous les individus ? Le plus grand nombre, au détriment d'une minorité ? Ce qui est porté ici, c'est le vivre ensemble dans une société imparfaite, bancale, parfois, mais dans laquelle on s'entend collectivement à garantir les droits fondamentaux, une place soutenable pour toutes et tous sans renoncer à faire mieux et plus pour rediriger le modèle sociétal actuel. Mais comment faire quand l'on peine à s'entendre sur ce que doivent être les valeurs communes et le progrès, avec une légitimité des institutions remise en question ?

Bien sûr, nous n'avons pas la prétention de nous poser en détenteur de solutions mais nous souhaitons mettre en avant quatre axes majeurs, qui représentent autant de leviers permettant d'espérer encore faire société. Quatre chemins pour avoir envie, donner l'appétence d'encre construire ensemble. Le premier concerne la nécessité de sortir de l'entre-soi, de s'ouvrir pour

se nourrir des autres. La pandémie de Covid a sans doute accentué une forme de repli, d'enfermement dans une bulle, contre lesquels il faut lutter pour vivre avec et non à côté. C'est le goût de l'autrement et de l'ailleurs. L'un des exemples retenus dans ces pages est le dialogue nourri entre des organismes de logement social de France métropolitaine et de Nouvelle-Calédonie notamment. Étudier ce qui se fait en d'autres lieux, savoir pourquoi cela fonctionne ou pourquoi c'est un échec, c'est être mieux armé pour réfléchir à son propre modèle. Le deuxième levier met en lumière l'instauration d'espaces de partage, d'échanges, de coopération des actions pour se frotter aux autres, lever les préjugés et les peurs, apprendre à s'écouter et à s'entendre. Des initiatives parfois mises en place par les pouvoirs publics, parfois par des associations ou des habitants eux-mêmes, comme au Tuyau de Claveau que nous évoquons plus loin. Depuis 2019, ils travaillent ensemble sur un projet artistique et mémoriel. Durant de longs mois, des archives et témoignages de résidents ont été recueillis



lis pour retracer l'histoire de ce quartier de Bacalan. C'est ici le goût du collectif qui est mis à l'honneur.

Le troisième levier réside dans le fait d'avoir des clefs de compréhension, d'appréhension objectivées du monde et de la société. C'est le goût d'apprendre et de comprendre. Respecter l'époque, c'est aussi être capable de reconnaître quels en sont les aspects les plus sombres. À ce titre, il convient de regarder en face la manière dont la technologie peut avoir à la fois la meilleure et la pire influence sur notre manière d'appréhender le monde, sur notre capacité à faire société. Là encore, pourtant, il serait malvenu d'attribuer la montée des haines, des peurs et des antagonismes à la circulation des idées permise par la technologie et par les réseaux sociaux, car quelques médias traditionnels, eux aussi, jouent un rôle. Bien s'informer pour comprendre le monde, et mieux y vivre, est donc essentiel.

Enfin le quatrième levier consiste à faire place à l'art qui transcende les différences en offrant d'autres approches jouant sur l'émotion, le ressenti et qui peut proposer d'autres

lectures, d'autres récits dans un décalage et une prise de hauteur indispensables. C'est le goût d'autres imaginaires, illustré par le Parti Collectif à Mérignac, à qui nous consacrons un reportage. On y suit la résidence d'artistes qui ont impliqué tout un quartier dans divers événements, fédérant des habitants autour de la fête, du théâtre, de la musique et des arts du cirque notamment.

Ces chemins prennent d'autant plus d'importance que le temps est compté : les ressources s'amenuisent, le climat se dégrade, la faune et la flore disparaissent à toute vitesse. Dans ce contexte, une partie de la population choisit de détourner le regard de l'incendie. Quand une autre partie est sans doute plus active que jamais, pour essayer de prouver qu'un autre modèle est possible. Qu'une croissance effrénée n'est ni réaliste, ni le modèle à poursuivre. Que la tyrannie de l'instant, de l'hyperconnexion, du productivisme doit laisser la place au temps long, au sens donné au travail, à la reconnexion avec la terre, avec l'autre comme l'ensemble du vivant. À la solidarité aussi.

Ce qui pouvait ressembler à des valeurs surannées s'impose désormais à nous : demain, pour que la société demeure, il faudra véritablement « faire société », plus que jamais, c'est-à-dire coordonner nos efforts pour permettre à l'humanité de demeurer sur une planète vivable. Difficile de l'imaginer à grande échelle tant les obstacles sont nombreux. Ce sont au contraire des citoyens, des acteurs locaux, des collectivités à des échelles plus réduites, plus saisissables qui s'emparent de ces thématiques et les font leurs. Ce sont eux qui ébauchent des solutions et construisent un modèle imparfait mais volontariste, solidaire, empli d'espoirs. Ce magazine vous emmène à la rencontre de quelques-unes des initiatives modestes et nécessaires qui s'attèlent à faire vivre une société plus juste, plus respectueuse et qui s'efforcent chaque jour de « *faire du commun avec du pluriel* », comme l'écrivait la philosophe Hannah Arendt.

S'ouvrir à l'ailleurs et à l'autrement



Sortir de son pré carré local ou hexagonal, se nourrir de l'expérience d'autres territoires, d'autres acteurs tout près ou plus loin, explorer d'autres manières d'être au monde pour reconsidérer les regards, faire voler des préjugés, se donner du souffle.

Ces logements où l'on devient citoyen

Pour lutter contre l'envolée des prix de l'immobilier à Genève, qui fragilise les étudiants, la coopérative La Ciguë propose depuis presque quarante ans des chambres bon marché. Un modèle de logements communautaires pour personnes en formation fonctionnant selon les principes de l'autogestion dans une optique écologique. Des résidences estudiantines à part, où l'on fait ses études autant que société.

Il existe des lieux qui rebattent les cartes. Dans le paysage immobilier genevois, La Ciguë est le refuge inespéré des étudiants précaires. Alors que la ville suisse a été désignée comme la troisième plus chère au monde en 2022, le loyer y est d'environ 370 euros. « On est bien en dessous de ce qui se pratique à Genève », assure Saskia Zürcher, coresponsable des projets de constructions au sein de la Coopérative immobilière genevoise universitaire et estudiantine. La Ciguë propose des centaines de chambres aménagées dédiées aux étudiants. Individuelles, elles sont réparties dans huit résidences (4 à 15 chambres par immeuble), dans lesquelles des espaces collectifs fonctionnels sont mis à disposition : cuisines, séjours, terrasses, bibliothèques, etc.



Vue de la coursive, premier immeuble de La Ciguë rue MontBrillant achevé en 1998.

Un concept en avance sur son temps

Cette coopérative participative existe depuis 1986. Année où des étudiants syndiqués ont occupé une salle de l'Université de Genève, en pleine crise du logement. En quelques semaines, ils ont obtenu un bâtiment situé rue de Montbrillant, qui accueille encore des jeunes en formation. Ce sont ces pionniers qui ont décidé de fonctionner en autogestion. « *Ce modèle de vie est unique en son genre* », souligne Saskia Zürcher.

À l'origine, des propriétaires immobiliers ont mis leur bien vide, voué à la destruction, à la disposition de la coopérative, grâce à un contrat de prêt-à-usage. Ce système perdure encore et permet la location de chambres via un contrat de bail simplifié et temporaire aux étudiants pour une durée de 2 ou 3 ans. La Ciguë a ensuite voulu diversifier ses offres pour les pérenniser en réinvestissant ses bénéfices dans des projets de construction ou de rénovation de bâtiments. C'est en agissant sur le coût des travaux, en misant sur les espaces collectifs et l'autogestion des habitants, qu'elle fait fondre le prix du loyer. La maîtrise de l'énergie permet également de faire des économies. Chauffe-eau et panneaux solaires, isolation renforcée, béton recyclé, système de raccordement avec chauffage à distance, réemploi de matériaux... La Ciguë est attachée à l'écologie dans les modes de vie comme de construction.

Droits de cité

Empreinte de valeurs fortes, La Ciguë est à la fois un foyer et un laboratoire citoyen. Près de 750 étudiants - de 50 nationalités différentes - s'y côtoient. Ils étudient et travaillent ensemble au bon fonctionnement de la communauté : achat de nourriture et équipements, tâches ménagères, relations avec le voisinage. Parmi eux, Joan Gesti, logé depuis cinq ans.

Ce jeune homme plein de convictions étudie la philosophie et l'histoire. « *La Ciguë est un espace de socialisation dans une ville de plus en plus atomisée où le chacun pour soi prime* », pointe-t-il, avec un léger accent qui témoigne de ses origines ibériques. Ce dernier est aussi en charge des relations internes de la coopérative.

Car cette dernière, contrôlée et dirigée par ses coopératrices ou coopérateurs, suscite l'engagement de ses membres. Elle est composée de commissions spécifiques : médiation de conflits, organisation d'événements, discussion sur les immeubles en cours de construction, etc. Les résidents choisissent leurs nouveaux colocataires via un système de liste d'attente et de visites-entretiens. Des droits qui s'accompagnent de devoirs, comme la participation aux assemblées générales ou le respect des règles de la coopérative. Chaque immeuble compte ainsi des délégués élus, qui assurent le lien entre le conseil d'administration et les habitants. « *Nous essayons d'avoir une vie collective qui nous permet de nous extraire de l'aliénation de l'individualisme* », se satisfait l'étudiant.

Communautés éphémères

Près de quatre décennies après la création de La Ciguë, les coopérateurs peaufinent le concept. Tout n'est pas parfait, les étudiants ne s'investissent pas avec le même volontarisme. Pour autant, chacun compte. « *Nous connaissons des problèmes que nous retrouvons dans nos sociétés, constate Joan Gesti. Mais vivre à la coopérative enrichit. On y grandit.* » À la fin de ses études, le jeune homme devra quitter La Ciguë. « *Il faut que chacun puisse bénéficier de ce dont d'autres ont pu disposer. Le lieu aura toujours cette utilité publique.* » Chaque année, de nouveaux logements sont identifiés, de nouveaux locataires, accueillis. Et discrètement, nos démocraties se renouvellent.



© La Ciguë

Assemblée générale de La Ciguë.

Voyage en

ESS

18 avril 2023, une résolution votée à l'unanimité par l'Assemblée des Nations Unies fait une place majeure à la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Ces derniers visant à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Ici, en Nouvelle-Aquitaine, terre privilégiée de l'ESS, nous proposons d'aller au-devant de différentes facettes et coopérations qui œuvrent à leur manière à changer de modèle.

ESS, kézako ?

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est un mode d'entreprendre, regroupant en France les associations employeuses, les coopératives, les mutuelles, les fondations et des entreprises commerciales, basé sur des valeurs et un mode de gouvernance spécifiques.

L'ESS apparaît comme une alternative pertinente au mode de production actuel, en proposant une autre façon de faire de l'économie. Par le souci de ses responsabilités sociétales, du partage des richesses qu'elle produit, de la qualité des emplois qu'elle crée, de la transition écologique qu'elle emprunte et de l'implication des citoyens dans le pilotage des projets, elle vise à concilier performance économique, utilité sociale et responsabilité environnementale.

Sans le savoir, tout le monde bénéficie collectivement et quotidiennement des services et des produits issus de l'ESS. De l'action sociale aux activités financières et d'assurance, elle intervient dans tous les secteurs économiques : réinsertion, culture, lutte contre l'exclusion, protection de l'environnement, santé, sports, loisirs, tourisme, initiatives de développement local, solidarité internationale, activités industrielles...

Des noms sont bien connus de tous comme par exemple, la MAIF, le Crédit Mutuel, le Up - tickets restaurant, le journal Nice Matin ou encore l'UCPA ou le réseau Biocoop. D'autres sont moins connus, mais *Questions de transition(s)* les met en lumière au fil des pages, qu'il s'agisse de structures locales - ou non - : Ricochet Sonore, Drop de Béton, VRAC Bordeaux Métropole, La Ciguë, etc.

L'ESS en chiffres-clés

En France :

- 2,4 millions de salariés
- 10,5 % de l'emploi
- 222 000 établissements répartis sur l'ensemble du territoire

En Nouvelle-Aquitaine :

- 220 000 salariés
- 11,5 % de l'emploi
- 21 000 établissements répartis sur l'ensemble du territoire

Sources : CRESS Nouvelle-Aquitaine - ESS France

La Nouvelle-Aquitaine est la 3^e région de France au niveau de l'emploi ESS, en volume comme en pourcentage d'emploi.





© Olivia Bonne

À la rencontre des COOP'HLM

Les coopératives agricoles ou de consommateurs... évoquent toujours quelque chose à celles et ceux à qui on en parle. Mais quand on interroge sur les coopératives immobilières et plus particulièrement sur les coopératives HLM, cela suscite souvent un « je ne connais pas ». Isabelle Roudil, directrice générale de la coopérative HLM Axanis¹, donne des clés pour mieux comprendre ces actrices méconnues et indispensables de l'Économie Sociale et Solidaire.

Quel est votre parcours dans les coopératives HLM ?

J'ai d'abord travaillé dans le secteur HLM au sein duquel l'alliance entre l'économie, le social et le politique a tout de suite fait sens pour moi. En 2007, j'ai rejoint la Fédération des Coop HLM et là, j'ai trouvé avec ces sociétés coopératives qui existent depuis plus d'un siècle, un alignement entre les valeurs portées, le mode de gouvernance, le fonctionnement économique et l'intérêt général poursuivi. J'ai découvert avec elles l'Économie Sociale et Solidaire et pour moi, c'est ça le vrai entrepreneuriat, celui qui fait primer l'humain sur le profit. Comme on dit « il n'y a pas d'amour sans preuve d'amour », et le statut coopératif est celui qui permet une économie d'abord sociale et solidaire.

En quoi les Coop HLM ont-elles une ambition sociétale, au-delà de leur rôle social ?

C'est dans notre ADN d'avancer avec nos salariés, nos clients-usagers et les acteurs de notre territoire. Et agir de manière collective, c'est déjà faire société. Il ne s'agit pas d'une simple déclaration d'intention car nos statuts démontrent cette implication de nos parties prenantes. Je crois d'ailleurs beaucoup à l'influence de la forme sur le fond.

Pour rappel, il existe deux types de sociétariat selon le statut adopté par la Coop HLM - Société Coopérative de Production (SCP) ou Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Avec les SCIC comme Axanis, la gouvernance s'ouvre largement avec obligatoirement des collègues de salariés, de collectivités, d'accédants usagers, de partenaires financiers...

Notre mode de gouvernance est inséparable de notre ambition à faire société.

Parlez-nous de cette coopérative HLM.

La raison d'être d'Axanis est de permettre au plus grand nombre d'accéder à la propriété dans les meilleures conditions. Si son expression en est simple, cela relève pour la mettre en œuvre d'une vraie complexité, en particulier sur des territoires tendus avec un prix du foncier très élevé et aujourd'hui des prix de construction à la hausse. Qui plus est, nous travaillons beaucoup sur la qualité de l'habitat, pour que les personnes qui vivent dans nos appartements ou nos maisons s'y sentent bien. Par exemple, tous nos logements sont plus grands que la norme de ceux du marché libre.

Il faut se dire qu'avec nos collègues des Coop HLM si nous n'étions pas là, toute une population ne pourrait pas acheter. C'est ainsi enthousiasmant pour Axanis de travailler sur la métropole bordelaise ou sur d'autres territoires devenus difficiles d'accès à des foyers aux salaires modestes ou moyens. Il y a un vrai besoin, nous sommes utiles. Autre point très important, nous nous adressons à de potentiels propriétaires occupants et pas à des investisseurs. En somme, nous ne vendons pas des produits immobiliers mais bien un habitat, qui comprend les espaces intérieurs comme extérieurs, la situation... permettant « l'habiter », c'est-à-dire la manière de bien y vivre.

Les coopératives HLM - aussi appelées

Coop HLM - sont en charge d'une mission d'intérêt général : **assurer un accès au logement pour toutes et tous**, en particulier pour les personnes à revenus modestes. Elles font partie du mouvement HLM, représentées par la Fédération des Coop'HLM qui trouve sa place au sein de l'Union Sociale pour l'Habitat.

Elles représentent des acteurs économiques à part entière devant répondre à un modèle économique viable. Elles assurent trois activités principales :

- **L'accession sociale à la propriété**
- **La construction et la gestion de logements locatifs sociaux**
- **La gestion immobilière** (syndic de copropriété et administrateur de bien).

Ces trois activités ne sont pas pour autant mises en œuvre par toutes les entreprises. Axanis est ainsi dédiée à la seule accession sociale à la propriété et Aquitanis, son « grand frère » office public de l'habitat, assure les autres activités.

Chiffres-clés

En France

- 160 Coop HLM en 2021*
- 4 585 logements mis en chantier
- 164 770 logements locatifs sociaux gérés
- 3 820 salariés
- 88 530 coopérateurs usagers

Axanis

- + de 4 500 familles devenues propriétaires avec Axanis
- + de 500 logements vendus ces 5 dernières années
- 20 salariés

*Source : Les Coop'HLM



1 - Le 1^{er} mai 2023, Stéphane Callegaro a pris la succession d'Isabelle Roudil à la tête d'Axanis, suite au départ à la retraite de cette dernière.

Mise en « valeurs » de la **commande** publique

Qu'en est-il des achats responsables des acheteurs publics dont on attend une certaine exemplarité face aux enjeux environnementaux et sociaux ? Pour les accompagner à aller plus loin dans leur réponse aux objectifs de développement durable, le législateur a prévu un cadre et des outils pour redonner du sens à l'achat public. Décodage et usage.

L'achat responsable, c'est quoi ?

L'achat responsable, ou achat durable, consiste à trouver le meilleur équilibre entre performance économique, environnementale et sociale des services ou produits dont on se porte acquéreur. En clair, avec lui le commanditaire sélectionne ses prestataires ou fournisseurs selon leur capacité à « *minimiser les impacts environnementaux et sociétaux, et favoriser les bonnes pratiques en termes d'éthique et de droits humains* », comme l'énonce l'AFNOR dans sa définition. Cela couvre les spécificités des produits et des matériaux utilisés comme les pratiques sociales.

Des achats publics plus responsables, pourquoi ?

Les achats publics représentent environ 200 milliards d'euros d'achats annuels, soit environ 8 % du PIB de la France ! Les amener à être responsables représente aussi un levier très puissant pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux. De plus, l'intégration de critères durables dans les politiques d'achats contraint l'ensemble des acteurs de la chaîne (fournisseurs et prestataires) à s'adapter pour pouvoir répondre aux marchés, créant alors un cercle vertueux bénéfique à tous.

Des achats publics plus responsables, comment ?

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) est un outil qui fixe des objectifs en matière de commande publique responsable et doit être rendu public. Depuis près de dix ans, le cadre législatif devient de plus en plus exigeant. La troisième édition du Plan National pour des Achats Durables (PNAD) pour 2022-2025, qui accompagne les avancées de la loi Climat et Résilience de 2021, fixe un cap ambitieux : 100% des marchés publics doivent comprendre une disposition environnementale et 30% une disposition sociale. Le SPASER est désormais obligatoire pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique (les services de l'État, les collectivités et autres organismes publics ou parapublics) dont les dépenses annuelles s'élèvent à plus de 50 millions d'euros.



Un SPASER qui formalise

Aquitanis de par ses activités d'aménageur, de bailleur et constructeur de logements sociaux est un donneur d'ordres qui compte et qui est soumis aux principes de la commande publique. En 2022, les achats ont représenté 76 millions d'euros ! Historiquement déjà, en lien avec la mission sociale de l'Office public de l'habitat, la prise en considération de certains critères existait. Mais c'est vraiment à partir de 2008, avec la démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) que s'est peu à peu construite une politique d'achat intégrant des critères sociaux et environnementaux dans leurs choix d'entreprises, partenaires, prestataires ou fournisseurs.

Le 1^{er} janvier 2023, Aquitanis a publié conformément à la loi son premier Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables auquel sont intégrés les 17 Objectifs de Développement Durable. Il est le fruit d'une co-construction, menée durant l'année 2022, avec l'ensemble des acheteurs de l'entreprise qui ont participé à « définir les chantiers en adéquation avec les Objectifs de Développement Durable et nos 4 axes stratégiques RSE », explique Isabelle Sainte-Marie, responsable du pôle juridique, commande publique, foncier, ressources documentaires chez Aquitanis. Des indicateurs ont ensuite été choisis tels que le délai de paiement des fournisseurs ou la mise en œuvre des clauses d'insertion dans les contrats.

« En 2022, 41% de nos consultations intégraient cette clause, ce qui représente plus de 70 000 heures de travail pour des personnes éloignées de l'emploi. De bons résultats » précise Grégoire Lalle, responsable accompagnement projets développement durable & RSE. Celui-ci se félicite que « le SPASER étant basé sur notre démarche RSE et notre raison d'être qui sont bien intégrées et incarnées au sein de l'entreprise, il a été bien compris et accepté. Car finalement, il n'a fait que formaliser ce qu'on faisait déjà ». Le schéma sera amené à évoluer selon une logique d'amélioration continue, grâce à un suivi régulier des indicateurs.

Bordeaux, capitale mondiale de l'ESS

Depuis janvier 2022, la Ville de Bordeaux assure la coprésidence du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire - GSEF - avec la CRESS Nouvelle-Aquitaine (Chambre Régionale de l'ESS), tandis que la Région est devenue coprésidente continentale Europe. Un événement qui place le territoire en figure de proue pour la promotion de cette « économie autrement ». Et ce n'est pas fini !

Le GSEF est une organisation internationale formée de gouvernements locaux, c'est-à-dire de collectivités, et de réseaux de la société civile engagés dans la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en tant que moyen de parvenir à un développement local durable et bénéficiant à toutes et tous. Créée en 2013 à Séoul (Corée du Sud), elle considère que les changements de modèle commencent d'abord au niveau local, sur la base d'un partenariat entre la société civile et les secteurs publics et privés.

En 2021, un appel à candidatures international est lancé pour l'implantation du siège de l'organisation jusqu'à présent en Corée du Sud et c'est la Ville de Bordeaux avec la Région, le Département, la Métropole et la CRESS qui s'est vue choisie par l'Assemblée générale. Nouvelle gouvernance mais aussi secrétariat permanent entièrement renouvelé. Très vite une équipe s'est ainsi constituée autour d'Aude Saldana, la secrétaire générale, pour assurer les différentes missions du GSEF : plaidoyer à l'échelle internationale, nationale et locale, valorisation des initiatives et échanges d'expériences, appui au développement de réseaux d'acteurs publics/privés, formation et recherche appliquée.

Rentrée dans l'histoire

Et, les chantiers ne manquaient pas avec notamment un travail de conviction à continuer auprès des organisations internationales pour accélérer la dynamique de reconnaissance de l'ESS. Dans le cadre de sa mission, le GSEF organise tous les deux ans, un Forum mondial de l'économie sociale et solidaire coconstruit avec des villes membres à travers les continents. C'est devenu un rendez-vous incontournable pour l'ESS rendant compte de sa vitalité à travers une programmation riche en temps de réflexion, d'échanges et de rencontres. Après Dakar en mai 2023 qui a reçu 6 000 participants, ce sera à Bordeaux d'accueillir le monde et de faire date à son tour ! Une belle opportunité pour le territoire et pour les partenaires locaux de l'Économie Sociale et Solidaire de faire société.

Quand échanger va de pair

Alors que les questions de transition, environnementales comme sociales, se font de plus en plus présentes, s'adapter aux enjeux de demain devient pour tous les acteurs une nécessité. Et cela ne peut s'imaginer en restant isolé. C'est bien en tissant des coopérations, en ménageant des temps de respiration pour s'inspirer, en nouant des solidarités entre pairs que l'on peut à la fois faire face et anticiper. Aquitanis en est convaincu et développe avec d'autres organismes de logement social des relations fertiles profitables à tous.

« **T**out groupe humain prend sa richesse dans la communication, l'entraide visant à un but commun. » affirme la psychanalyste Françoise Dolto. En partage avec cette conviction, chaque année Aquitanis est sollicité ou organise des rencontres à domicile comme à l'extérieur. En 2022, des échanges se sont construits avec des organismes des métropoles de Lyon, de Nantes et même... de Nouvelle-Calédonie, permettant de s'acculturer et de progresser ensemble. « *C'est une approche traditionnelle dans le logement social, qui se renforce depuis quelques années* », explique Jean-Luc Gorce, directeur général d'Aquitanis. Et pour cause, de grands défis sont bien là.

En Nouvelle-Calédonie, s'imprégner d'ailleurs

Pour réhabiliter un patrimoine immobilier ancien, la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie a sollicité l'expertise d'Aquitanis en mars 2022. Jean-Luc Gorce s'y est ainsi rendu dans le but d'accompagner ce territoire en alimentant ses politiques publiques de renouvellement urbain et sa stratégie patrimoniale du logement social. Dix jours d'observation sur le terrain, mais aussi de discussions avec des associations, des locaux, des élus, ainsi qu'avec les équipes de la SEM Agglo, du Fonds Social de l'Habitat (FSH) et de la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC). Principal bailleur de l'île et consciente des vertus des échanges entre pairs, la SIC a fait des partenariats et de la gouvernance collaborative l'un des quatre axes de sa stratégie « lien social durable » développée en 2022. « *La Nouvelle-Calédonie est un jeune pays d'Outre-mer. Jean-Luc Gorce a pu apporter un regard expert sur nos pratiques et répondre à nos problématiques, sans condescendance* », détaille Benoît Naturel, directeur général de la SIC. Se rendre sur place a permis à Aquitanis de conforter le lien à cultiver entre habitat

et alimentation. « *En Nouvelle-Calédonie, le moindre m² est utilisé afin de planter des légumes, pour vivre. Ce que nous avons vu là-bas est révélateur de ce que nous avons commencé à toucher du doigt ici : les jardins partagés, l'agriculture urbaine* », assure Jean-Luc Gorce. Benoît Naturel a apprécié cette démarche. « *Des rencontres comme celles-ci sont plus importantes que n'importe quelle littérature.* »

Le bailleur calédonien est à son tour venu à Bordeaux. Il a été notamment inspiré par la raison d'être, manifeste résumant la philosophie écoresponsable d'Aquitanis. « *Au-delà de la formulation, c'est le cheminement qui m'a intéressé. Tout le modèle de l'entreprise est construit autour de cette valeur forte* », souligne Benoît Naturel.



« *Nous avons tous besoin de donner un sens à ce que nous faisons* », confirme Pierre Bambou, directeur communication, développement durable & accompagnement des transitions d'Aquitanis. Depuis, les relations sont toujours actives entre les deux bailleurs, même à distance. Car « *l'habitat demeure une préoccupation commune, partout dans le monde* », appuie Jean-Luc Gorce.

Dans la métropole lyonnaise pour coopérer autrement

Des rencontres similaires ont été engagées dans l'Hexagone. À l'été 2022, une équipe d'Aquitanis s'est rendue à Villeurbanne, chez Est Métropole Habitat (EMH). « Ils étaient avancés sur des sujets comme le logement pour les jeunes et le logement d'abord destiné à des personnes sans abri ou vivant dans des conditions indignes », identifie Claire Gelain, directrice habitats solidaires d'Aquitanis. Céline Reynaud, directrice générale d'EMH, affirme que les deux organismes développent des projets avec une optique proche : « De cette manière, rencontrer des personnes qui pouvaient enrichir ou critiquer nos points de vue nous semblait intéressant ». Aquitanis a pu également profiter de l'expérience de La Ville Autrement, un groupement d'intérêt économique (GIE) qui réunit des organismes de logement social et des associations, pour gérer des occupations temporaires et transitoires. « Nous voulons décroïsonner, essayer de nouvelles réponses », avance Étienne Fabris, directeur général du GIE.

Les équipes lyonnaises et bordelaises ne se sont pas contentées de réunions dans des bureaux. « Nous avons échangé dans un jardin, sur des tables, simplement sans Powerpoint. Ils nous racontaient leur histoire, qui faisait écho à la nôtre », relate Claire Gelain. « Nous voulions faire ressortir le fond par la forme », analyse Céline Reynaud. L'objectif est désormais de « cultiver cette cousinade », de mutualiser les réflexions sur des projets à venir. Au-delà de l'émulation professionnelle, les équipes d'Aquitanis et d'EMH ont la conviction d'œuvrer pour le bien commun.

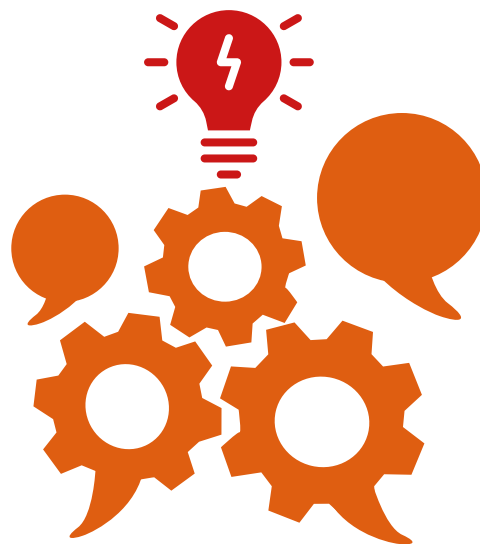


« Nous sommes des établissements publics. Nous avons intérêt à ce que nos bonnes pratiques soient partagées », assure Céline Reynaud. « Ce sont deux offices qui ont compris qu'il fallait aller au-delà de leur mission de base, construire et gérer des logements, pour se mettre au service des autres », conclut Étienne Fabris.

À Nantes pour changer d'échelle

« On s'enrichit mutuellement ». Par ces quelques mots, Marc Patay, le directeur général de Nantes Métropole Habitat, résume ainsi les « visites réciproques » avec Aquitanis. Ce dernier voulait s'inspirer de la réhabilitation environnementale du premier, qui compte notamment des serres sur les toits. Quant à l'office nantais, il désirait apprendre des jardins d'hiver du quartier du Grand Parc à Bordeaux.

« Nous avons pu compléter les appréciations que nous avions sur l'agriculture urbaine, réaffirmer l'importance de construire désormais à échelle humaine », analyse Adrien Gros, directeur de l'aménagement urbain d'Aquitanis. « Alors que la culture HLM est autocentrée sur l'activité d'un office, nous avons une mission d'intérêt général, pointe Marc Patay. Des solutions liées à la transition existent pour les locataires ». Il résume de belle manière, ce que tous partagent : « C'est en fonctionnant en réseau que nous fabriquerons la ville de demain. »



Le codéveloppement : s'entraider pour avancer

Pour surmonter les obstacles du monde professionnel, certaines structures misent sur l'émulation entre pairs. C'est le codéveloppement, une méthode de travail nord-américaine qui propose d'en apprendre plus sur son métier et sur soi-même, grâce aux autres.

Et si nous réapprenions à apprendre ? Par sa démarche humble, le codéveloppement entend changer le paradigme de l'acquisition du savoir. Cette méthode de travail, théorisée par les sociologues québécois André Champagne et Claude Payette en 1970, s'inspire des valeurs nord-américaines. Si une entreprise ou un salarié fait face à des problèmes, cette approche suggère de travailler avec des groupes de personnes qui ont des enjeux et des inquiétudes similaires, au sein de la structure ou à l'extérieur de celle-ci. Par l'écoute et la communication bienveillante, il s'agit de cultiver une intelligence collective pour trouver des solutions. Une forme de « pairologie », résume Denise Cohen, dirigeante de Camelia Conseil et animatrice de groupes de codéveloppement. Le codéveloppement professionnel se distingue par son postulat : partir de l'expérience plutôt que du savoir. Les membres du groupe entrent en interaction, confrontent leurs avis et comparent leurs pratiques au fil de la séance obéissant à un déroulé très cadré. Un animateur est là pour guider les échanges selon le protocole du codéveloppement et assurer un cadre sain de dialogue. « Ce sont des ateliers où l'on est centré sur les autres », souligne Denise Cohen. Un exercice qui peut être une véritable bouffée d'oxygène. « Le premier bénéfice du codéveloppement, c'est que l'on se rend compte que l'on n'est pas seul ».

Des salariées se mettent au vert

Ils sont venus, ils sont presque tous là, les salariés d'Aquitanis et d'Axanis pour cette Écojournée du personnel en ce 28 juin 2022. Il faut dire que depuis fin janvier, ils sont tenus en haleine par les membres du collectif Culture d'entreprises ! Récit d'un événement fédérateur qui a fait sens.

Dès la cérémonie des vœux, les hommes et les femmes aux fonctions et aux métiers très différents qui forment le Collectif l'ont affirmé, cette journée du personnel devait être placée sous le signe de l'enthousiasme, de la convivialité, de la rencontre, de la surprise et de la participation. Le tout en « faisant vivre et grandir » la raison d'être d'Aquitanis comme les valeurs coopératives d'Axanis. Avant de donner corps à ces intentions posées, un questionnaire a même été passé en interne pour partir sur de bonnes bases en répondant aux attentes.

Des choix ambitieux

Suite à ces étapes, un parti-pris a été vite défini : proposer une parenthèse dans le quotidien professionnel en donnant à vivre à toutes et à tous une belle journée en conscience des enjeux environnementaux. De la feuille de route au programme concocté dans le plus grand des secrets, il y a eu plusieurs mois de travail avec l'accompagnement de la direction communication développement durable & accompagnement des transitions et l'appui opérationnel d'un prestataire extérieur engagé. Choisir un lieu écologique accessible et adapté pour recevoir 400 personnes dans de bonnes conditions d'espace sur la métropole, permettre la rencontre avec des partenaires de l'Économie Sociale et Solidaire engagés chacun sur un pan du développement durable, imaginer un contenu dosant subtilement la mise en valeur de projets des entreprises et des temps conviviaux gourmands et ludiques. Les défis étaient nombreux et ont été relevés. Sans oublier que pour être cohérent, il s'agissait d'écoconcevoir un événement à la moindre empreinte carbone en se concentrant sur l'essentiel.

Respirer pour s'inspirer

C'est ainsi qu'un mardi ensoleillé de début d'été, l'Écosite du Bourgaillh à Pessac a dévoilé quelques-uns des secrets de ses 110 hectares boisés aux équipes de l'OPH de Bordeaux Métropole et de la coopérative d'accès sociale. Bien identifiables par les bobs et les sacs bigarrés conçus avec des tissus de récupération, ils ont vécu leur matinée entre mini-conférence sur les arbres, village des associations proposant des activités participatives variées et ateliers animés par des salariés sur des sujets aussi divers que le réemploi de matériaux issus de la déconstruction, la gestion écologique des espaces verts, l'occupation temporaire de sites...



Un déjeuner zéro déchet plus tard, c'était parti pour une après-midi inédite consacrée à la chasse aux arbres. La feuille de route distribuée aux équipes, constituées par le hasard, proposait de multiples challenges collaboratifs adaptés à toutes les constitutions : balade nature commentée avec quiz à la clé, épreuves physiques, d'observation, d'agilité ou de logique. Pour tous, un seul but : collecter le plus de jetons possibles, ces derniers devant être convertis en nombre d'arbres plantés sur une parcelle, à Sainte-Eulalie (voir pages 24-25), en collaboration avec le Centre national de la propriété forestière (CNPF) Nouvelle-Aquitaine. En fin de compte, ce sont 1 250 arbres qui résulteront de l'effort collectif récompensé par un apéro guinguette musical.

Cette Écojournée, de par les retours enthousiastes de tous, a fait la preuve qu'il est possible, par la rencontre, l'exemple et l'expérimentation, d'ouvrir des portes désirables sur la transition environnementale.



© Alban Gilbert



© Alban Gilbert



© Alban Gilbert

ADERE adore...

ADERE, l'Auto-Diagnostic Environnemental pour les Responsables d'Évènements, est un outil développé par l'ADEME afin de connaître et évaluer l'impact d'une démarche événementielle sur l'environnement.

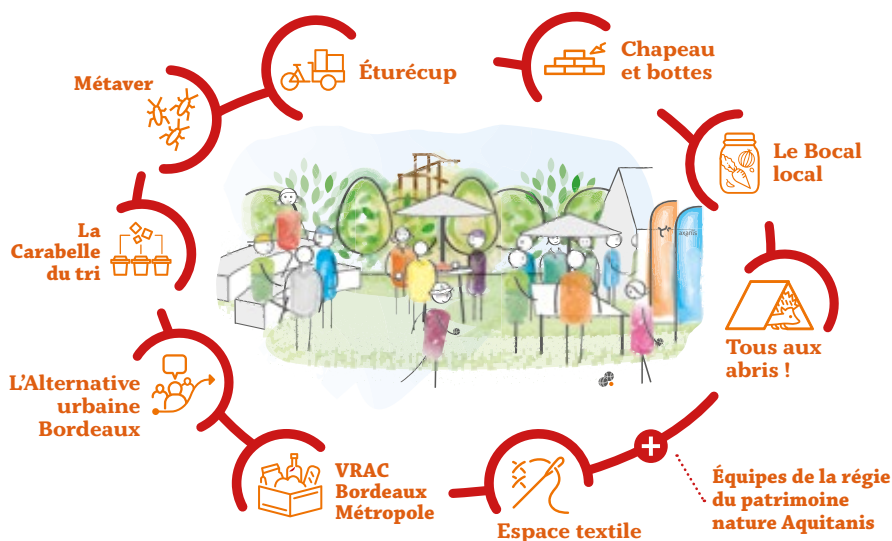
86% 😊 Moyenne des 6 critères

- 89%** Alimentation
- 90%** Communication imprimée
- 74%** Lieu, technique, scénographie
- 61%** Déplacement
- 86%** Mobilisation
- 80%** Solidarité

... les salariés aussi

😊 96 % de satisfaction
95 % des participants considèrent que l'évènement est en cohérence avec la raison d'être.

Le village des associations



À Tonneins, le passé rencontre l'avenir

L'imposante Manufacture des tabacs de Tonneins, fermée en 2000, est en passe de renaître. La municipalité, accompagnée par Aquitanis via une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, souhaite en faire un lieu ouvert et verdoyant. Entre richesse culturelle et vitalité économique, la transformation du site, qui fut longtemps le moteur de son territoire, devrait apporter un nouveau souffle à la ville de Tonneins. Un projet ambitieux et empreint de démocratie, tant il fut pensé par et pour les habitants.

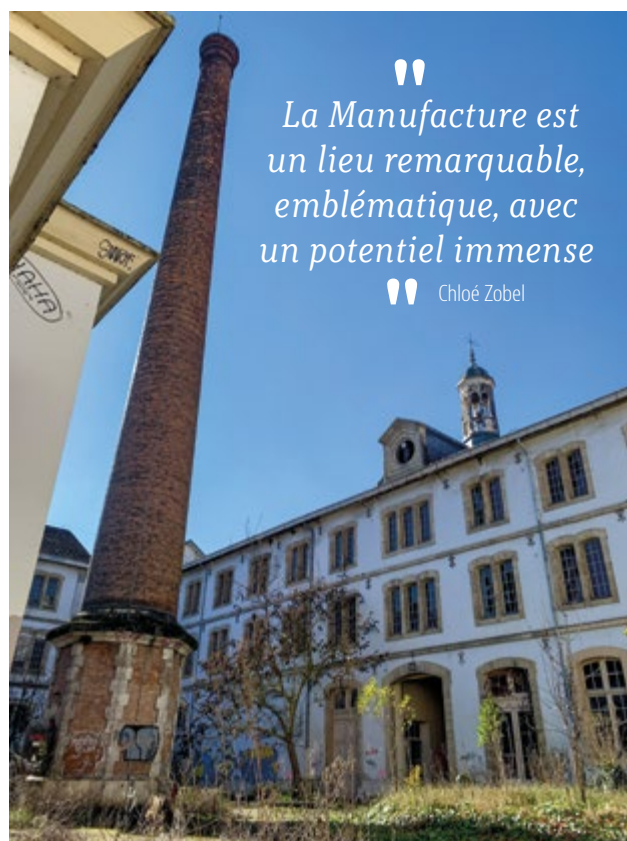
« **L**e jour où la Manufacture rouvrira ses portes, la ville se réveillera. » À Tonneins, petite ville du Lot-et-Garonne, c'est une évidence : la Manufacture des tabacs est destinée à renaître. Ce site industriel fabriquait des cigarettes brunes selon un système de monopole d'État qui a régi durant des siècles l'activité de production des cigarettes et des cigares en France. Pour la petite histoire, Clairac (à seulement six kilomètres de Tonneins), fut la première commune de France à pouvoir cultiver du tabac, en 1642.

Une longue histoire du tabac

La Manufacture de Tonneins a été, elle, construite en 1872. « Il y a eu une vraie spécialisation du territoire qui a suivi la révolution industrielle », explique Simon Tazi, chef de projets aménagement urbain chez Aquitanis. En plein cœur de cette ville de 10 000 habitants, aujourd'hui labellisé « Action Cœur de Ville », le site en était devenu le poumon économique. Selon Najète Khanouri, directrice générale adjointe à la mairie de Tonneins, environ « 3 000 emplois en dépendaient, soit 25 % des emplois directs et indirects du territoire ». Et pourtant, l'ouverture à la concurrence et la mondialisation ont eu progressivement raison de sa vitalité, malgré des extensions tout au long du XX^e siècle. Depuis le 31 décembre 2000, cet immense espace de 50 000 m² est laissé en friche. « Tout le monde le voit, tout le monde passe devant, mais aucun profane n'en a franchi le seuil depuis 20 ans », regrette Najète Khanouri. Et pourtant, « la plupart des Tonneinçais ont eu un parent, un grand-père qui y a travaillé ». En 2021, Aquitanis, en groupement avec les cabinets DS Avocats et Le Troisième Pôle, a été choisi par la collectivité pour l'aider à programmer la reconversion du site, fort de son expertise en réhabilitation de bâti et son approche sensible des lieux.

S'ouvrir à la Cité

Dans une démarche empreinte de démocratie participative, la commune ainsi qu'Aquitanis ont entrepris un



“
La Manufacture est
un lieu remarquable,
emblématique, avec
un potentiel immense

Chloé Zobel



long processus de concertation auprès des habitants : d'abord grâce à un questionnaire, distribué lors du marché hebdomadaire, puis lors de tables-rondes. Les Tonneinois ont pu donner leur avis sur le devenir de la Manufacture. « *Tout le monde voulait en faire un lieu qui rassemble, un lieu vivant* », assure Simon Tazi.

Du loisir, du sport, un espace de formation, un hôtel et des logements, de nouveaux commerces et d'autres activités économiques... Le site, ancré sur une parcelle de 2,5 hectares, devait pour tous redevenir le cœur battant de Tonneins. Pour cela, les deux bâtiments les plus anciens devraient être cédés à des opérateurs privés et transformés en un espace pluriel, lieu d'accueil d'une variété d'acteurs. « *C'était un site à l'aspect carcéral, renfermé sur lui-même, décrit Najète Khanouri. Nous voulons l'ouvrir sur la Cité.* » L'objectif est clair : « *rendre à taille humaine un mastodonte* ».

Une partie du site sera déminéralisée et démolie, une autre sera préservée pour sanctuariser un potentiel de développement du territoire pour les décennies à venir.



Un parc, « *poumon vert* » de 3 500 m², sortira de terre. Le futur opérateur des deux bâtiments les plus anciens devra aussi intégrer « *une importante dimension environnementale* » dans sa reconversion du site : privilégier le réemploi de matériaux, installer des îlots de fraîcheur, etc. À terme, l'immense espace de la Manufacture pourrait être aussi un lieu de circuit court agricole, où se retrouveraient les exploitants locaux.

Culture au cœur

Tonneins a également profité de l'expertise du Troisième Pôle, un bureau d'études spécialisé dans l'ingénierie culturelle, associée à Aquitanis dans la mission d'AMO. L'entité a accompagné la Ville dans le projet de transfert de son pôle culturel local vers la Manufacture. Il comprend notamment une médiathèque ainsi qu'une salle de spectacle. « *C'était une ambition depuis le début* », explique Simon Tazi.

Une « *dimension patrimoniale* », mémorielle, sera aussi donnée à cette partie du site. Des signalétiques et panneaux explicatifs, ainsi que des vidéos d'anciens ouvriers, raconteront l'histoire du tabac. Chloé Zobel, cheffe de projet pour Le Troisième Pôle, a aussi livré plusieurs principes pour la reconversion du lieu : « *améliorer l'accès aux équipements culturels, aménager les espaces publics et favoriser la circulation dedans - dehors.* » Car la Manufacture doit devenir un repère incontournable et intergénérationnel. L'expérience culturelle pourrait être prolongée dans l'espace public, en extérieur, grâce à un espace de jeux ou un autre dédié aux arts urbains (tels que le graph ou le skateboard), très en vogue à Tonneins. « *Les plus âgés y voient un lieu témoin de la condition ouvrière, les jeunes un site en devenir* », précise Simon Tazi. « *La Manufacture est un lieu remarquable, emblématique, avec un potentiel immense* », conclut Chloé Zobel.

La concrétisation pour 2023

Jour après jour, le projet prend forme. En cette année 2023, la Manufacture est entrée dans le début de sa phase opérationnelle avec un premier jalon : l'acquisition du site par l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine pour le compte de la Ville. Le groupement d'opérateurs, promoteurs et architectes ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé en septembre 2022 et devant réhabiliter une partie du site, sera sélectionné d'ici la fin d'année. « *Le premier coup de pioche* (NDLR : des travaux de démolition) *sera donné en fin d'année, ou en début 2024* », se projette Najète Khanouri.

Pour la mairie de Tonneins, le projet d'un mandat se concrétise. Pour Najète Khanouri, celui d'une vie professionnelle aboutit. Pour les habitants, l'espoir de générations se réalise. Après avoir recouverts de leurs visages les façades de la Manufacture dans le cadre de la démarche « *Inside Out Project* » portée par l'artiste JR, écrivant par la même occasion la première page d'une toute nouvelle histoire tonneinoise, ils seront bientôt invités à (re)découvrir le site de l'intérieur.



Faire vivre des espaces de partage

Lutter contre le chacun pour soi et le chacun chez soi en partageant des temps et des lieux, des usages et des ressources... pour mutualiser ce que l'on a et se « frotter » les uns aux autres pour mieux se comprendre.

La Maison Popote, du lien et du bien

À deux pas du Lidl de Floirac-Dravemont, fermé jusqu'en juin pour travaux, se trouvait une maison sur laquelle on pouvait lire en lettres rouges peintes à la main : « La Maison Popote, épicerie de qualité à prix accessibles. Animations, convivialité et ateliers de cuisine ». Au milieu d'un quartier en plein renouvellement urbain, la petite échoppe intriguait et a convaincu puisqu'aujourd'hui il s'agit de donner une suite à la Maison Popote.

Sur le tableau noir de l'entrée intitulé « Vos envies pour la semaine prochaine » figurait une longue liste de fruits et légumes variés, allant de la traditionnelle carotte à une plus mystérieuse chayotte. Des habitués avaient inscrit à la craie leurs souhaits de commande, prenant parfois la liberté d'ajouter leurs suggestions : pourpier, oranges, endives ou kakis, et même figues de Barbarie. C'est surtout pour la qualité des produits qu'Annie venait toutes les semaines : « Je suis passée devant, je croyais que c'était un petit restaurant avec ce nom, "Maison Popote". J'y ai trouvé des légumes locaux, des fruits que je n'achetais pas d'habitude à cause du prix. La santé c'est primordial pour moi maintenant et ça passe par l'alimentation ».

Portée par un ensemble de partenaires¹, dont l'association VRAC Bordeaux Métropole et Aquitanis, la Maison Popote a d'abord été une réponse à la fermeture

temporaire du Lidl. « Le supermarché a dû fermer pour se transformer. Comme on savait que les habitants s'y approvisionnaient, on a cherché des solutions alternatives avec le Centre social, la Mairie et Bordeaux Métropole », explique Céline Vincent, responsable de secteur à l'agence Aquitanis des Hauts de Garonne à Lormont. « Les autres supermarchés sont très loin, cela nécessitait des changements d'habitudes importants. On a envisagé de mettre en place du covoiturage pour aller sur celui du Bas-Floirac, mais ça avait ses limites. C'est ce que nous faisons déjà avec l'association VRAC Bordeaux Métropole qui nous a donné l'idée d'une épicerie éphémère, avec en plus la vente de produits frais », ajoute-t-elle. En effet, VRAC Bordeaux Métropole organise un groupement d'achats, depuis plusieurs années, dans ce quartier populaire de Dravemont permettant de vendre à prix bas lors de distributions régulières des produits d'épicerie de qualité, bio ou en circuit court.

Si l'excellent rapport qualité-prix faisait l'unanimité, la Maison Popote avait d'autres atouts dans son cabas. « Ça a été bien plus qu'une épicerie ! », s'enthousiasme Coralie Loirat, chargée de mission et coordinatrice du projet chez VRAC Bordeaux Métropole. « C'était un lieu de vie sociale avec beaucoup de convivialité. Par exemple de mai à juillet 2022, il y a eu des ateliers cuisine animés par les habitants. On a appris à faire le pain batbout, la tortilla ou encore la pizza. En juillet 2022, il y a aussi eu un concours de cuisine apprécié par trois chefs renommés. 100 personnes sont venues déguster les plats proposés par les candidates ». Justement, Sina, une des huit candidates du concours, raconte tout sourire. « J'ai fait un plat de patates douces et de poisson », se souvient-elle, « je suis même passée sur la radio RCF pour parler de mon projet de food truck », ajoute-t-elle, non sans fierté.

Jérôme bénévole de la première heure, s'était engagé dans le projet pour donner des coups de main pour tout : rangement des étagères, réapprovisionnement des légumes et des fruits. Son dada ? L'entraide et l'approvisionnement local. « On a travaillé avec une agricultrice du Blayais. Elle est venue, on a installé des tables et on a fait le tri des patates avec elle. Ça nous a pris 5 minutes par personne. On a pu en trier plus qu'on en avait besoin, pour l'aider vous voyez. Et bien sûr, on les a vendues moins cher, parce que c'est le coût de main d'œuvre qui pèse le plus cher. C'est ça l'entraide », se rappelle Jérôme, ému. « Et puis on pouvait se rendre des services », ajoute-t-il. « Je pense à une voisine de 86 ans l'été dernier. Elle était chargée. Alors je lui ai dit, attends je vais te porter le cageot jusqu'à chez toi ».

La Maison Popote a été un lieu de rencontres et de liens, mais aussi un lieu de vie au sens large car « bien s'alimenter c'est préserver sa santé, donc sa vie », comme le disait Annie. Comment imaginer alors que la Maison Popote puisse fermer ? Christine, dynamique retraitée, ne l'envisageait tout simplement pas ! « Avec d'autres, on travaille pour pérenniser le projet. Il faut trouver un nouveau local, des bénévoles et des fournisseurs pour avoir des produits frais en circuit court. On ouvrirait une demi-journée par semaine ». Un collectif de 6 à 10 habitants comme Christine s'engage pour reprendre l'activité, notamment de vente de fruits et légumes. « Nous, on les accompagne pour réfléchir avec eux, voir comment maintenir la caisse d'ajustement des prix² et les former à la gestion de l'activité. Après il y aura un test pendant six mois pour voir comment ça évolue », conclut Coralie Loirat. Longue vie à la Maison Popote !



© VRAC Bordeaux Métropole



© VRAC Bordeaux Métropole

Dernière minute !

L'épicerie de la Maison Popote a laissé place au point d'approvisionnement en fruits, légumes, œufs et pain tous les mardis après-midi depuis avril 2023 et toujours avec la caisse d'ajustement des prix. Là, comme lors des distributions mensuelles du groupement d'achats, les habitants-bénévoles s'activent pour leur quartier.

1- Partenaires de la Maison Popote : VRAC Bordeaux Métropole, Aquitanis, État, Département de la Gironde, Ville de Floirac, Bordeaux Métropole, GIP GPV Rive Droite (Quartier Fertile), Fonds d'Initiatives Lafite.

2- Caisse d'ajustement des prix : 3 niveaux de prix en fonction des ressources des adhérents (prix producteur -30%, prix producteur, et prix producteur +20%).

Faire vivre l'en commun

Sur différents sites néo-aquitains, des associations d'habitants se sont formées pour s'assurer qu'il y fasse toujours bon vivre. De Bongraine à la cité Claveau à Bordeaux, en passant par Locus Solus et le Parc des Sécheries, de l'énergie à la fois concrète et créative est insufflée pour donner un sens et une richesse à ce fait communautaire.

Habiter ce n'est pas seulement être sous un toit, c'est aussi vivre pleinement sur place en lien avec les voisins, le quartier, le déjà-là. Et si les opérateurs immobiliers peuvent imaginer des bâtiments, des logements, ce sont les habitants qui ont l'expertise de l'usage, qui vont faire battre le cœur des lieux dans la durée. Aquitanis est depuis longtemps pionnier sur cette dimension du pouvoir d'agir des habitants en mettant en œuvre des démarches participatives poussées. D'elles sont nées des associations d'habitants. Rencontres avec trois d'entre-elles.

Locus Solus, mises en commun

En 2018, Locus Solus est sortie de terre. Il s'agit d'une résidence de logements sociaux locatifs située dans le quartier du Grand Parc à Bordeaux co-construite avec



les habitants qui ont très tôt joué un rôle actif et prépondérant, comme l'explique Emma Danielewicz, habitante des lieux. « *Nous étions un petit groupe d'une vingtaine d'habitants. Plusieurs années avant d'emménager, nous participions déjà à la conception du lieu. Nous avons fait plusieurs réunions avec Aquitanis et les architectes* ». L'immeuble comporte 46 logements répartis sur sept étages distribués par des coursives ou-

vertes. « *On ne vit pas du tout de la même façon que dans les autres barres d'immeubles* », confie cette pionnière du projet. Et pour cause, Locus Solus a été pensé avec de nombreux espaces communs ou mutualisés : des jardins et une serre ouverts à tous, une salle commune et même une chambre relais dont l'occupation est gérée par les habitants.

Des éléments qui rendent l'atmosphère de ce « *lieu de vie* » plus « *conviviale* », selon celle qui est aussi à la tête de l'association d'habitants du quartier. « *Tout cela désamorce les tensions.* » Très tôt, des locataires se sont regroupés pour faire vivre les communs. Cela passe notamment par la mise à disposition de la grande salle dans laquelle il est possible d'organiser des événements gratuitement pour les adhérents de l'association. « *Nous songeons à l'aménager avec des livres et des jouets pour les enfants* », explique-t-elle. L'association gère également l'entretien des jardins et leur répartition. Pour 10 euros par an, les habitants peuvent occuper l'une des 52 parcelles cultivables. Des repas en extérieur sont aussi organisés au printemps. Bien sûr, la vie quotidienne de Locus Solus dépend de l'implication - variable - de chacun. Rolande Pinero, 83 ans, une autre pionnière, est toujours investie : « *c'est un projet extraordinaire. Nous sommes toujours accrochés à notre idéal.* »

Loin de l'entre-soi

La chance, d'autres l'attendent, la rêvent du côté du quartier de Bongraine à Aytré à quelques rues de La Rochelle. Cette ancienne friche ferroviaire est aménagée en écoquartier par Aquitanis, pour le compte de la Communauté d'agglomération de La Rochelle avec de fortes ambitions en termes écologiques et de participation des habitants. Ce projet très attendu localement prend peu à peu forme. Le terrain est en cours de dépollution, les réseaux doivent être implantés. Bientôt, 800 logements seront répartis sur 35 hectares, avec eux de nombreux communs au sein des résidences mais aussi au niveau du quartier. Les premières opérations sont lancées dont L'Azuré, résidence participative réunissant, sur un même îlot, locataires de logements sociaux et propriétaires (aidés ou non).

Christine et Fabien Dufreche-Simon, rochelais depuis 3 ans, attendent de pouvoir s'installer à Bongraine. Ensemble, ils vivront dans une résidence réalisée en autopromotion comptant 21 logements. Présents et investis dès les premiers temps du projet, ils ont été rejoints progressivement par une trentaine d'autres futurs occupants. Ils ont découvert le projet de Bongraine via la communication ou par le bouche-à-oreille. « À terme, une petite société à l'échelle du lieu se sera forgée » se projette Fabien. Elle tendra à la mixité sociale, générationnelle et culturelle. « Nous ne voulions pas d'un entre-soi », précise-t-il.

Enthousiastes mais pas encore installés, les premiers habitants ont monté l'association Les communs de Bongraine. Elle doit faire vivre les premiers espaces communs (le Jardin Dandelion ; le local de la permanence). En somme, faire « en petit » ce qui pourra être fait « en grand » plus tard, comme la Maison de Bongraine, futur tiers-lieu dont la mission reste à définir par les habitants eux-mêmes.

Agir pour les autres

En revanche, l'Association du Quartier des Sécheries de Bègles (AQSB), elle, est déjà bien ancrée. Cet ancien quartier où l'on dessalait des morues est devenu un lieu d'habitation verdoyant au beau milieu d'un grand parc où les résidences ne sont pas clôturées. Depuis 2019, l'association cherche à « améliorer la vie quotidienne des lieux », selon Mathieu Farges, l'un des membres. Des événements sont organisés à Noël, pour Halloween ou à l'occasion de la Fête des voisins. Une boîte à livres a été fabriquée en 2020 par l'une des adhérentes tandis qu'une bricothèque d'outils partagés pour les membres de l'AQSB a été installée. Une grande communauté de joueurs de jeux de société s'est formée parmi les habitants et profite aussi des tables du parc pour se retrouver. Un compte Discord (réseau social, NDLR) a même été créé pour faciliter les sorties et les échanges entre habitants. « Tout cela répond à leurs besoins et permet la bonne vie du quartier », assure Mathieu Farges. Mais parfois, il faut faire plus. Il faut aussi « défendre les intérêts des habitants », ajoute-t-il. Cela passe notamment par la gestion des vols dans les boîtes aux lettres collectives ou du rapport conflictuel avec le propriétaire du parking du quartier. Les membres de l'association - une cinquantaine - ont aussi participé aux brigades citoyennes contre le moustique tigre et lancé la conception de panneaux de signalisation pour faciliter l'accès de SOS Médecins aux logements. Des petits détails qui font toute la différence.



© Association du Quartier des Sécheries de Bègles



© Guillaume Argento

À Claveau, œuvrer ensemble

Celle qui s'appelle la « cité Claveau » existe depuis les années 1950. Si le temps n'y avait laissé que les vestiges de la vie ouvrière d'après-guerre, modeste mais vivante, la réhabilitation y a inspiré un nouvel élan nécessaire en impliquant les habitants. Au-delà des travaux sur les maisons, le quartier s'est mobilisé autour de nouveaux communs.

Dans le cadre du dispositif « Les Nouveaux Commanditaires », sollicité par le cabinet d'architecte Nicole Concordet, maître d'œuvre de la requalification des maisons, les artistes Massimo Furlan et Claire de Ribaupierre eurent l'idée de créer « le Tuyau de Claveau ». Une proposition artistique protéiforme composée de plusieurs éléments : une parade festive aux allures de procession implorant la réparation des réseaux souterrains ; une pâtisserie unique, le Tuyau, élaborée par un groupe d'habitantes, mélange des traditions culinaires et multiculturelles du quartier ; et un ouvrage coécrit par un historien et les habitants (voir page 47).

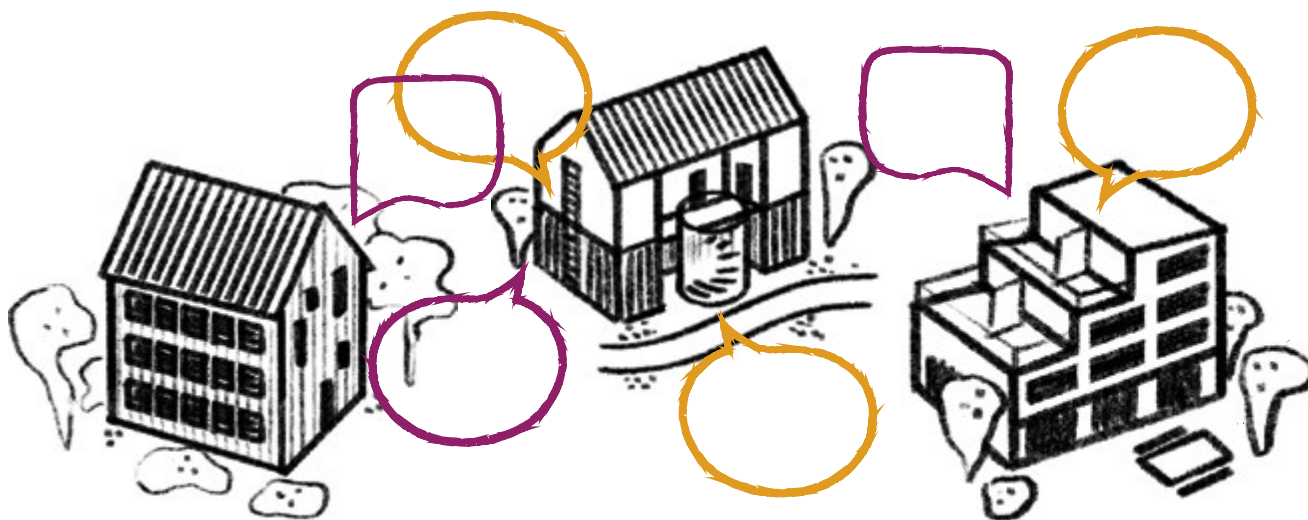
« Cette démarche citoyenne, souligne Marie-Anne Chambost de l'association Pointdefuite, médiatrice des Nouveaux Commanditaires, permet à des groupes de personnes de s'emparer d'une question de société et d'associer un artiste à leurs préoccupations pour créer ensemble du commun ».



© Amandine Lecante

Autre incarnation de cette vivacité de l'esprit de Claveau, la Base Vie, une construction initialement provisoire qui accueillait durant le chantier des ateliers de bricolage hebdomadaires ouverts aux habitants, un magasin de réemploi de matériaux de construction... Les habitants se sont appropriés ce « lieu ressource », comme le résume Louise Cortella, l'une des architectes du chantier. Du troc de plantes et même un bal y ont trouvé place. Des cours de français y sont toujours donnés aux familles. « C'est une demeure qui fait société », ajoute-t-elle. Pour préserver ce site, temporaire, et ces nouvelles pratiques, des habitants ont monté l'association Base 2 Vie. D'une certaine façon, « un chantier, c'est toujours quelque chose de collectif ».

Enquête d'usages entre voisins



© Myriam Ali-Oualla, Collectif Regard(s)

Comment vit-on dans des formes d'habitat atypiques proposées par Aquitanis au sein de trois résidences avec BEN à Pessac, VIM à Bordeaux et Sylvaé à Ambarès-et-Lagrave ? Comment les habitants se sont-ils appropriés leurs logements comme les espaces partagés ? Une étude approfondie a permis de mettre en mots et en images l'expérience habitante et notamment d'interroger l'influence de ces habitats sur les relations entre voisins.

À l'origine, il y a la volonté d'Aquitanis de proposer un habitat qui réponde aux fonctions essentielles recherchées – l'espace, la lumière, l'intimité..., qui privilégie des matériaux bio ou géosourcés et présente un bilan carbone le plus faible possible. Mais aussi de placer l'habitant au cœur du projet par une dimension participative favorisant l'appropriation du logement. Cette ligne a amené l'Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole à développer avec les architectes de l'Atelier Provisoire des logements évolutifs personnalisables aux finitions dites « brutes ».

Le collectif Innovation, qui rassemble des salariés de différents métiers d'Aquitanis et d'Axanis, a souhaité revenir vers les habitants de ces résidences pour connaître leur vécu et leur perception de ces logements pas comme les autres. C'est ainsi qu'un travail d'enquête a été confié au Collectif Regard(s) en 2022.

Pour mener à bien cette étude, Fabien Reix, sociologue et enseignant-chercheur à l'ENSAP Bordeaux¹, s'est en effet associé avec Zoé Vandenberg, également socio-

logue, et Myriame Ali-Oualla, à la fois architecte et sociologue. « Afin de mieux comprendre comment ces logements "atypiques" ont été accueillis, appropriés et aménagés par leurs habitants, notre équipe de sociologues et d'architectes a mobilisé une variété d'outils (observations, entretiens, plans, dessins, photos). Je suis convaincu de l'intérêt de la médiation par l'image². Les entretiens réalisés chez les habitants médiés par le dessin ont été l'occasion de comprendre non seulement les trajectoires et le vécu des habitants, mais aussi d'observer les variantes d'aménagement des espaces intérieurs et l'appropriation des espaces extérieurs et communs. »

Après une première phase d'entretiens exploratoires avec les équipes d'Aquitanis concernées et les architectes, ce sont 27 habitants qui ont été rencontrés lors d'entretiens approfondis durant lesquels ont été réalisés des relevés précis des aménagements des logements. Plusieurs thématiques ont été abordées : les finitions brutes, la modularité des espaces mais aussi le « collectif » d'habitants.

1- École nationale supérieure d'architecture et de paysage Bordeaux.

2- Fabien Reix est rédacteur en chef de la *Revue Française des Méthodes Visuelles*.

Une sociabilisation contrastée

On note une manière d'être différente des habitants selon les résidences.

Le projet de Sylvaé a souffert de la pandémie qui n'a pas permis de mettre en œuvre un accompagnement des premiers habitants. Cela est d'autant plus dommageable qu'ici la résidence s'adresse aux personnes les plus modestes, pour l'essentiel devenues locataires ici par défaut. De fait, la perception initiale de l'habitat a souvent suscité de l'incompréhension et du rejet, sur les finitions brutes notamment. Ce déficit d'appropriation a immanquablement impliqué peu de sociabilisation entre voisins, à l'exception des enfants qui utilisent les espaces communs extérieurs. Mais peu à peu les habitants trouvent leurs marques.

À BEN, il y a plus de mixité sociale et il y a eu un accompagnement des habitants dès le départ. Si le collectif ne fonctionne que peu en tant que tel, il y a une entente en bon voisinage. Ici, les résidents ont adopté le mode de vie de ce quartier paisible de Pessac où l'on préserve sa tranquillité.

Le groupe initial d'habitants de VIM, assez homogène dans les revenus et les modes de vie, s'est forgé autour d'une adhésion au projet. Il a aussi bénéficié d'une forte dimension participative. Comme le note une habitante : « On était voisin avant même d'y habiter ». Ainsi, au fur et à mesure de la conception du projet, il y a eu dans ce groupe affinitaire une forme de sociabilisation qui s'est faite, proche de l'habitat participatif. Fabien Reix relate qu'à VIM « les locataires ont presque le sentiment d'être propriétaires ». Mais s'il est parti soudé, le collectif a subi depuis la livraison en 2017 les assauts du temps et de la réalité.

Les clés d'un vivre ensemble

Cette comparaison entre les sites a amené les sociologues à poser les pré-requis d'un vivre ensemble harmonieux sur ces projets atypiques. Pour Fabien Reix, il s'agit de réunir les conditions d'un cercle vertueux : « un projet bien compris par les habitants et dans lequel ils se sentent bien leur permet de s'y inscrire vraiment, de s'y installer et donc de s'investir dans leur habitat, de créer des liens avec les voisins voire de faire vivre des communs en posant un cadre partagé ». Ce type de projet doit s'entendre dans une approche globale de la

démarche, de la conception jusqu'à la gestion en passant par la mise en location, avec la participation au cœur. Des temps de pédagogie en direction des habitants sont à intégrer, sur les matériaux, sur les qualités du programme... pour dépasser le jugement esthétique, la surprise et amener à regarder l'attention accordée à l'habitat (par exemple, les espaces paysagers soignés de Sylvaé).

Il est également intéressant de se dire que vivre dans ces habitats atypiques n'implique pas nécessairement une dimension d'action commune. Ce n'est pas parce qu'il y a eu un effet de groupe, dans le meilleur des cas au moment de la conception du projet, qu'il va perdurer sur des temps et espaces partagés. « Vivre bien ensemble, c'est aussi vivre à côté sans forcément être dans une vision collective de la vie habitante (apéro, barbecue...), cela peut être simplement de se respecter, voire de partager des espaces mutualisés pour des usages individuels. On le voit à BEN sur les paliers devant les logements avec l'installation de coffres de rangements et de linge qui sèche », souligne Fabien Reix.

Du temps au temps

« Mais attention rien n'est donné, ce n'est pas parce que ça marche à un moment que cela marchera toujours et vice-versa d'ailleurs ! » précise le sociologue. « En fait ces projets atypiques doivent s'inscrire dans le temps long, il faut y revenir régulièrement pour stimuler le collectif, pour créer des occasions de le revivifier ».

L'énergie de quelques-uns peut donner des signes de fatigue, des personnalités leaders peuvent déménager... C'est là où le rôle du bailleur est important pour redonner l'impulsion. Cela passe par l'organisation de temps collectifs (un atelier jardinage, un atelier bricolage...) par les gestionnaires du site, par l'accueil des nouveaux locataires à la rotation (présentation aux voisins, appropriation du projet).

Par ailleurs, le retour d'expérience fait partie du processus de ces projets. On doit l'organiser régulièrement pour ajuster, chemin faisant, l'accompagnement, mais aussi embarquer les habitants dans une démarche continue en s'appuyant sur leur expertise d'usage. « La présentation des résultats de l'étude a ainsi redonné l'envie à des habitants de réorganiser des temps conviviaux entre voisins » conclut Fabien Reix.



© Collectif Regard(s)

Présentation et échanges autour des résultats de l'enquête par les chercheurs avec les habitants de Sylvaé (à gauche) et ceux de VIM (à droite), les architectes et les équipes d'Aquitanis.

L'appel de la forêt

Face aux enjeux climatiques et environnementaux, les actions de végétalisation de plus ou moins grande envergure se multiplient, initiées par des collectivités locales, des collectifs citoyens ou des entreprises. C'est ainsi qu'Aquitanis en lien avec sa filiale Axanis s'est engagé à créer une forêt de 1,6 hectare sur sa propriété foncière du Bois Montet à Sainte-Eulalie. Sa plantation, en janvier 2023, a décliné le partage à tous les niveaux.

 Photographies d'Alban Gilbert (sauf mentions contraires)

En juin 2022, les salariés d'Aquitanis et d'Axanis ont remporté collectivement 1 250 jetons correspondant à de futurs arbres à planter, lors d'ateliers et de jeux. Un défi relevé avec brio ! C'est avec autant d'ardeur et de joie qu'une vingtaine d'entre eux, tous services confondus, se sont retrouvés pour participer à la plantation. Malgré le froid, plus de 500 jeunes plants ont été mis en terre en un court après-midi.



L'atelier avait été - bien - préparé par les équipes du service patrimoine nature d'Aquitanis et de l'entreprise Espace Paysage d'Aquitaine. Aux jardiniers en herbe, ces professionnels ont expliqué comment les essences d'arbres ont été choisies et réparties dans la parcelle, comment planter les jeunes pousses pour garantir leur bon enracinement... Ils ont partagé avec eux leurs savoirs et l'expérience de leurs conditions de travail.



Sensibiliser, transmettre, ce fut également les objectifs des professionnels lors de l'atelier plantation animé la veille auprès des enfants de l'ALSH (Accueil de loisirs sans hébergement) et du Centre social et culturel « Les Jardins d'Akazol » - deux établissements de la commune de Sainte-Eulalie -, accompagnés de bénévoles et d'élus. Et plus encore, il s'agissait d'enraciner l'histoire de ces arbres dans l'imaginaire de ces enfants qui les verront grandir.



La future forêt, nouveau poumon vert, résulte d'un partenariat d'Aquitanis avec le Centre national de la propriété forestière (CNPF) Nouvelle-Aquitaine et la commune de Sainte-Eulalie. Elle bénéficie du label Bas-carbone, puisque les 2 000 arbres plantés au total capteront 50 tonnes de CO₂ par an, pendant les trente prochaines années. Une ressource collectivement cultivée pour lutter contre les effets du changement climatique comme pour préserver et développer la biodiversité.

Occupation temporaire

XXXL



Un lieu destiné aux rencontres et à l'émergence de projets intéressants

Anne-Lise Salin

Les anciens bâtiments de la Caisse des Dépôts et Consignations à Bordeaux-Lac font l'objet d'une occupation temporaire d'envergure jamais vue sur la métropole. Avec elle, plusieurs structures, éloignées du marché de l'immobilier peuvent y déployer leur activité en bénéficiant de loyers modérés. Mais ce n'est pas tout, Plateau Urbain et Aquitanis cherchent à créer sur place une dynamique collective faite d'entraide et de créativité.

Ce projet est plus qu'un simple lieu transitoire supplémentaire, c'est un « pari » qui a tout d'une démonstration. Sur le quartier de La Jallère à Bordeaux-Lac se trouvait, jusqu'en décembre 2022, le siège de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) avant que celle-ci ne déménage près de la gare Saint-Jean dans un nouvel immeuble. Que faire de ces 28 000 m² inoccupés – quatre bâtiments au milieu d'un parc d'une dizaine d'hectares – jusqu'à l'arrivée d'un repreneur ? « Nous savions qu'il allait y avoir une vacance entre le départ et la vraie cession du site », explique Alain Diamantini, alors directeur de projets immobiliers de la CDC lors du montage du projet d'urbanisme transitoire. Pour que l'endroit ne devienne pas un vaisseau fantôme potentiellement squatté ou dégradé et trouve une utilité sociale, il a

sollicité Plateau Urbain, une coopérative d'immobilier solidaire, spécialisée depuis dix ans dans l'occupation temporaire de lieux désertés, avec laquelle Aquitanis est déjà intervenue localement depuis 2018 sur 8 sites urbains. « Nous redonnons un usage à des bâtiments qui sont vides », présente son responsable développement, Pierre Chicoisne, qui souligne ce paradoxe : « Des millions de mètres carrés sont vacants en France, alors que des structures n'ont pas les moyens de s'allouer un local pour exister, notamment à Bordeaux. Nous voulons rendre ces espaces accessibles aux plus modestes ». Avec l'OPH de Bordeaux Métropole, la coopérative assure la gestion de La Jallère. « Nous sommes convaincus qu'ils peuvent être occupés de façon vertueuse par des acteurs du territoire », appuie Anne-Lise Salin, responsable de sites en transition à Aquitanis.

Une centaine de structures hébergées

Pendant plusieurs mois, les trois entités ont travaillé main dans la main pour organiser l'occupation des lieux pour les futurs occupants. Sur l'ensemble des mètres carrés disponibles, 13 000 sont aménagés : des plateaux de bureaux cloisonnés (de 10 à 50 m²), des salles adaptées à la formation, des possibilités de stockage, etc. De grands espaces communs sont à la destination des nouveaux venus, comme l'ancienne salle du conseil ou une salle polyvalente de 300 m². Le tout, à prix modique avec une redevance mensuelle de seulement 11 euros par m² (charges comprises) pour la mise à disposition des bureaux, 6 euros pour le stockage. « *C'est beaucoup plus accessible que le marché classique de l'immobilier* », revendique Pierre Chicoisne. Il faut dire qu'aucun loyer ne leur est demandé par la CDC, qui reste propriétaire. Celle-ci prend même en charge la maintenance et la sécurité du site ! Un « effort » qui prouve l'élan solidaire autour d'un « projet qui correspond à notre ADN », confie Alain Diamantini qui en loue aussi la fibre sociale.

Restait à faire connaître l'offre. En janvier, puis en mars 2023, des dizaines de « petites structures » aux faibles moyens ont pu répondre aux appels à candidatures pour s'installer à La Jallère. Artistes, jeunes indépendants, structures de l'économie sociale et solidaire associatives comme coopératives, une grande ouverture était de mise sur les profils attendus. Au total, entre 100 et 150 structures devraient dès cette année se partager les lieux et pourront rester sur place jusqu'en 2026, date à laquelle l'ancien siège de la CDC devrait être investi par ses nouveaux propriétaires.

Naissance d'un écosystème

Le site n'est pas qu'un simple espace de coworking « *qui n'est pas toujours attractif et adapté à tous les projets* », pointe d'expérience Anne-Lise Salin. « *Nous souhaitons créer un véritable écosystème* », décrit Pierre Chicoisne. La mixité des acteurs et le mélange des activités sont plébiscités pour générer une synergie, un lieu de vie et de solidarité. « *Nous ne voulons pas d'une seule thématique pour l'occupation d'un lieu qui est destiné à permettre des rencontres et l'émergence de projets intéressants* », insiste Anne-Lise Salin. Les cuisines professionnelles – ancien self-service des employés de la CDC – devraient être mises à disposition d'acteurs de la solidarité. À terme, et c'est une première pour l'occupation temporaire locale, des hébergements d'urgence devraient aussi être installés sur place. Les lieux pourront accueillir également des événements ouverts au public pour découvrir les acteurs du site. Ces perspectives seront mises en œuvre avec la CDC et la communauté d'occupants, première ressource de ce projet d'occupation transitoire.

Dans ces vastes ensembles, encore inoccupés il y a peu, le silence laisse place aux échos de l'enthousiasme et du travail. « *Certains de nos collaborateurs ont vécu ici une bonne partie de leur vie professionnelle, voire personnelle. Tout le monde est très content de voir éclore une seconde vie* », se réjouit Alain Diamantini. Une première mission a été allouée aux nouveaux occupants : baptiser leur grande colocation unique en son genre. « *Lac C* » ! Tel est le nom collectivement retenu, pour souligner qu'elle est à la portée de tous, ainsi qu'à proximité du lac et de la ligne C du tram.



© La Planchette

Partager de nouveaux lieux de vie

Dans une société dans laquelle l'individualisme règne trop souvent, des projets hybrides émergent pour tisser de nouveaux liens utiles entre les gens et inventer une autre manière de vivre mieux. Baptisés « tiers-lieux », ces espaces collectifs existent en ville comme en milieu rural.

En rupture avec l'isolement, le chacun pour soi et le « à quoi bon », les tiers-lieux se développent partout en France. On en recense plus de 300 en Nouvelle-Aquitaine en ville comme à la campagne. Dans ces endroits uniques, des personnes peuvent travailler et profiter d'une forme de vie en collectivité : ateliers partagés, outils et espaces mutualisés, mais aussi lieux de convivialité (café, restauration...), espaces culturels. À chacun sa recette et sa forme d'hybridation. « *On y trouve de l'humain, du lien*, précise Élodie Truong, déléguée territoriale de la Coopérative Tiers-Lieux, réseau des tiers-lieux en

Nouvelle-Aquitaine. *On n'est plus seul chez soi. On a des interactions, des objectifs communs. Les tiers-lieux répondent à des besoins individuels au sein d'une expérience collective et tissent des coopérations avec le territoire dans lesquels ils s'inscrivent.* »

Un concept de proximité qui prospère sur les territoires ruraux. « *Cela permet de recréer les lieux de socialisation comme autrefois le café ou la place du village* ». Selon la Coopérative, plus de la moitié des tiers-lieux s'y développent et les dynamisent, voire les transforment. C'est le cas dans le Lot-et-Garonne de la Maison Forte, un tiers-lieu emblématique orienté sur les questions de transitions tous azimuts (environnement, alimentation, énergie, travail...) et qui rassemble un ensemble de projets et d'initiatives à haute valeur sociale et culturelle (résidences, formations, ateliers, programmation culturelle, séjours de courte ou de longue durée). Ces espaces sont également utiles en ville, en particulier dans les quartiers populaires. En plein cœur de Saint-Michel à Bordeaux, La Planchette a, par exemple, ouvert ses portes dans une ancienne carrosserie. Dédiée au matériau du bois, elle permet aux artisans, aux concepteurs et au grand public de mutualiser des outils et partager des savoir-faire. « *Le vivre-ensemble, l'ouverture à tous les publics, y compris les publics fragiles, y sont d'autant plus importants* », explique la déléguée. Tisser de nouveaux liens, apprendre, entreprendre : en somme, faire société, à son échelle.



© Magali Marrot

Paroles

Elles ont décidé de s'engager dans un projet d'habitat participatif. L'une est en couple, l'autre célibataire. L'une va bientôt emménager et l'autre devra encore attendre deux ans. Des histoires de vie différentes mais chacune parle de l'importance du lien, du partage et de la solidarité qui viennent récompenser l'investissement personnel et la patience exigés par ces projets.

À Aytré, la graine est semée

Madame B., 52 ans, vient tout juste de valider son dossier pour intégrer le projet d'habitat participatif de L'Azuré (îlot E) dans l'Écoquartier de Bongraine à Aytré, contigu à La Rochelle.

Célibataire et mère de grands enfants indépendants, Madame B. aspire à plus de lien social : « *J'ai besoin de partage, de connaître mes voisins, d'être ancrée dans un lieu de vie. Je travaille en Ehpad et je vois beaucoup de personnes esseulées, qui ont peu, voire pas, de visites. Je n'ai pas envie de terminer comme ça.* ». Elle connaissait le principe de l'habitat participatif et guettait depuis longtemps un projet qui lui convienne. La situation géographique de Bongraine et la dimension écologique du projet l'ont convaincue de se jeter à l'eau. « *C'est mon dernier achat immobilier. Avec ce projet j'ai la possibilité de bénéficier de l'accession sociale à la propriété avec Axanis* ».

Avec déjà une vingtaine de foyers, Madame B. a participé à cinq ateliers. Au fil des rencontres, les futurs résidents apprennent à se connaître, à se parler. « *On commence à voir les personnalités, on connaît les prénoms. On comprend les règles d'écoute, de non-jugement et de bienveillance transmises par ACAtryo¹. Et on est content maintenant de se retrouver tous les mois* ».

Madame B. se projette de plus en plus dans son futur lieu de vie, avec ses espaces communs : buanderie, local vélo, jardin collectif en permaculture, salle multi-fonctions pour animer des ateliers, faire du coworking

et accueillir des personnes extérieures et des services comme par exemple une Maison d'assistantes maternelles.

Pour autant Madame B. est lucide : « *Il faut vraiment être habité par ce projet. C'est long. Aujourd'hui on est super bien coachés mais une fois qu'on sera seuls, il va falloir faire don de soi, que certains prennent en charge les espaces communs, y consacrent du temps. Nous devons anticiper et apprendre à prendre la suite* ». Gageons qu'ACAtryo a déjà dans sa boîte à outils de quoi relever ce challenge pour préparer les futurs habitants à la gestion autonome de leur lieu de vie.



Atelier de co-conception de la résidence d'habitat participatif L'Azuré.



© Alban Gilbert

Visite du site de Bongraine où la résidence d'habitat participatif L'Azuré sera construite.

À Aytré en Charente-Maritime, une ancienne friche ferroviaire de 35 hectares va progressivement laisser place à un vaste projet composé de 800 logements, d'un grand parc urbain, de commerces et d'un tiers-lieu. L'écologie et la participation citoyenne sont au cœur de l'ambition de Bongraine, dont l'aménagement a été confié à Aquitanis par la Communauté d'agglomération de La Rochelle. C'est là, dans ce nouvel écoquartier, que la résidence en habitat participatif de L'Azuré (îlot E) verra le jour, avec - ce qui n'est pas habituel - à la fois des logements en accession sociale (Axanis), en accession libre (CISN) et locatifs sociaux (OPH de l'agglomération de La Rochelle). Les travaux devraient démarrer en 2024 pour une livraison prévue fin 2025.

d'habitan^{tes}, engagées



Petit à petit, ils ont fait leur « Nid »

De son côté, Prune, 36 ans, va très prochainement emménager avec son conjoint et leurs quatre chats dans son appartement T3, de la résidence Le Nid à Mérignac. Une nouvelle vie qu'elle aborde pleine d'enthousiasme à l'idée de partager un lieu de vie qu'elle a imaginé avec les autres habitants, sa deuxième famille.

Comment vous êtes-vous engagée sur la voie de l'habitat participatif ?

Au départ je voulais un habitat minimaliste, de type tiny house². En cherchant des informations sur Internet je suis tombée par hasard sur le site d'Axanis et le projet d'habitat participatif « Le Nid ». Ça a éveillé ma curiosité. Je suis allée à une réunion d'information et j'ai vite compris que ça correspondait bien à mes valeurs.

Quelles valeurs ?

Les gens avaient envie d'imaginer et de construire quelque chose ensemble, avec une forte dimension écologique. Ça a été un véritable coup de cœur ! Plus tard, nous avons écrit notre charte des valeurs autour du partage, de l'entraide, de la bienveillance et du bien commun. Tout ça m'a vraiment séduite. Je suis tombée amoureuse des futurs habitants ! (rires)

Comment s'est concrétisée cette envie d'entraide et de partage ?

Nous avons conçu ensemble plusieurs espaces communs. Par exemple, le jardin dont tout le monde peut profiter avec des tables et des chaises de pique-nique, un potager et un composteur. On a prévu un atelier de bricolage, une salle commune avec une buanderie, un espace cuisine et une bibliothèque. Un lieu de vie pour nous retrouver à l'apéro l'été ou pour une raclette l'hiver. On envisage aussi de faire venir des personnes extérieures, comme des associations ou une AMAP³.

Comment allez-vous vous organiser pour faire vivre ces espaces partagés ?

On est encore en train de définir les règles mais cela dépendra du temps et des compétences de chacun. Il y aura sûrement des déséquilibres mais c'est accepté, on en est conscient. On ne peut pas demander à un retraité de faire la même chose qu'un trentenaire qui travaille à mi-temps, ou à des parents d'enfants en bas âge d'être aussi disponibles que des parents d'ados. Nous tiendrons compte de la singularité de chacun.

Qu'est-ce que ça vous a apporté à vous, cette expérience de co-construction d'un projet participatif ?

Cela m'a apporté de la patience en plus : chacun va à son rythme. Il faut pouvoir accepter qu'on ne décide pas tous aussi vite et de la même manière, et l'habitat participatif est plus long qu'un projet classique. Ça m'a aussi appris à communiquer de manière non violente, à pouvoir trouver des consensus sans passer par un vote, en arrivant à des décisions unanimes.

À quelques semaines de votre emménagement, comment vous sentez-vous ?

Je suis quelqu'un de plutôt solitaire mais imaginer ces moments de partage et de convivialité m'apporte beaucoup de bonheur. Comme une deuxième famille jamais très loin. C'est chaleureux, rassurant, convivial. Je peux compter sur eux et ils peuvent compter sur moi.



Phase de construction de la résidence Le Nid, à Mérignac.

Située dans le quartier de Beutre à Mérignac sur un site arboré de 2 500 m², la résidence Le Nid compte 15 logements. Elle est le fruit d'une réflexion commune entre les habitants, avec l'agence d'architecture 2PM A et la coopérative Axanis. Les matériaux ont été choisis pour créer un habitat géoclimatique le plus passif possible. Des espaces partagés, complétés par des échanges de compétences et de matériel, permettent de faire vivre la solidarité entre voisins. Un cadre bienveillant où l'entraide est une valeur centrale.

1- ACAtryo est un groupement de deux professionnelles de l'accompagnement de démarches participatives (habitat participatif et démarches participatives urbaines) qui accompagne le projet de L'Azuré dans le cadre d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Usage.

2- Tiny house : micro-maison transportable.

3- Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (réseau AMAP). Chaque AMAP réunit un groupe de consommateurs et un agriculteur de proximité autour d'un contrat dans lequel chaque consommateur achète en début de saison une part de la production qui lui est livrée périodiquement à un coût constant.



Forger des valeurs partagées, donner des clés de compréhension en transmettant connaissances et expériences pour faire grandir. Cultiver l'esprit critique et amener à prendre de la hauteur. Encourager la transmission des savoirs et savoir-faire.

Le sport

école de la vie

Le sport a bien des vertus. Pratiqué régulièrement, il maintient en bonne santé, prolonge de trois ans l'espérance de vie, permet d'évacuer le stress et réduit l'absentéisme en entreprise de 30 à 40%¹. On parle moins souvent du sport comme formidable levier pour trouver sa place dans la société, en comprendre les règles et les enjeux relationnels, trouver sa voie et même un emploi. En bref, la jouer collectif. Les associations Drop de Béton, Académie Younus et Sport Emploi en expérimentent chaque jour l'intérêt dans leurs dispositifs pour accompagner les jeunes des quartiers de la métropole bordelaise.

Au ballon citoyens !

En 1997, Jean-Claude Lacassagne et Yves Appriou, deux anciens joueurs de rugby, créent l'association Drop de Béton pour faire découvrir le rugby et ses valeurs aux jeunes habitants des QPV². Ils innovent alors en allant jouer directement dans les quartiers, en pied d'immeuble. Leur ambition ? Développer le comportement citoyen des jeunes. C'est ce qu'explique, Julien Delalande, chef de département développement insertion professionnelle et communication chez Drop de Béton : « Quand on pratique une activité sportive, on accepte ses règles. Chacun occupe des positions et des postes différents. On peut être arbitre ou arrière par exemple. Si chacun remplit bien son rôle, ça permet à l'équipe de bien fonctionner et donc de bien réussir. C'est pareil pour la société. Il y a une transposition possible des règles du rugby dans la vie de tous les jours ». Le programme intitulé « Rugby citoyen » est ainsi composé de cycles pédagogiques, mêlant sport et ateliers adaptés, ponctués de tournois scolaires ou inter-quartiers. Il s'agit notam-

ment d'apprendre à respecter une règle et un rôle, à vivre ensemble, favoriser la mixité de genre, d'âge et de milieu pour ouvrir au dialogue et à la tolérance. En 2022, l'association a organisé pour la première fois un rallye citoyen à Mérignac qui consistait à faire découvrir différents lieux civiques comme la mairie et à parler à des élus.





© Académie Younus

Donnant-donnant

Dans le quartier du Grand Parc à Bordeaux, Académie Younus utilise le sport pour soutenir la scolarité et accompagner l'insertion professionnelle des jeunes. Pour les enfants de primaire et les collégiens, elle propose toute l'année un soutien scolaire en mode donnant-donnant. « Une heure d'étude ouvre à une heure de sport. Et pendant les vacances scolaires, il y a le "Younus Camp" avec de l'aide aux devoirs le matin et des sorties sportives l'après-midi comme le surf, le paddle ou la voile », indique Laurent Amani, directeur sportif, en charge de tous les programmes liés au sport à Académie Younus. On est là dans l'ADN de l'association créée en 2012 par Abdoulaye Ndiaye (ancien basketteur professionnel), après qu'il ait assisté à une altercation entre jeunes. Depuis Académie Younus a étoffé ses programmes, au fur et à mesure des besoins identifiés. Pour les plus de 16 ans, l'accès à l'emploi est le principal enjeu. Il faut créer du réseau, donner envie de se former, aider à trouver un boulot, et Laurent Amani mouille le maillot pour motiver son groupe de jeunes : « Au-dessus de la piscine du Grand Parc, tous les matins on fait du sport. Ça nous permet de tisser des liens de confiance avec eux pour comprendre leurs besoins, hors du cadre institutionnel. On organise aussi des journées avec des entrepreneurs qui viennent s'entraîner avec nous. C'est ce qu'on appelle les rencontres en short ». Sofiane est l'un des jeunes accompagnés. Après son CAP, il traînait sans but dans le quartier, la délinquance au bout des pieds. Heureusement, Sofiane a une passion : la boxe. En s'appuyant sur elle, Académie Younus a pu l'accompagner vers une formation, puis un emploi. Il travaille aujourd'hui en CDI dans les métiers de la vigne.

Un langage universel

Créée en 2005 par Jean Trillo, ancien international de rugby, l'association Sport Emploi a en commun avec Académie Younus d'utiliser le sport comme levier d'insertion professionnelle pour les jeunes « décrocheurs ». Comme Drop de Béton, elle se rend dans plusieurs quartiers, en pied d'immeubles pour proposer des activités sportives gratuites. Hugo Lanvers, directeur de l'association, y voit « un langage universel, un moyen par lequel on peut se retrouver, créer du lien avec les habitants, au-delà de la langue, du niveau d'étude ou d'une classe sociale. Je pense que la place du sport n'est pas assez présente dans notre société. Dans certains pays les jeunes ont sport tous les après-midis à l'école. C'est important parce que le sport véhicule des valeurs, il est source de bien-être et de santé. Quand on est bien, on est aussi bien avec les autres ».

L'association est attachée au développement des savoir-être comme en atteste son programme MobiSport qui accompagne environ quarante jeunes par an. « À travers neuf pratiques sportives différentes, on met en avant le respect des règles, l'adaptabilité, la persévérance, la communication, l'organisation, l'autonomie et l'opérationnalité », détaille Hugo Lanvers. Associés à l'acquisition de techniques de recherche d'emploi, ces savoir-être permettent de construire un projet professionnel et de prendre sa place dans la société. Mission accomplie pour Laurie. Intéressée par les métiers du bâtiment, elle a pu déconstruire les stéréotypes (« le bâtiment c'est pas pour les filles ! ») et solidifier son projet. Elle suit actuellement une formation de peintre en bâtiment.

Essai transformé pour ces trois associations et les jeunes qu'elles accompagnent.



© Sport Emploi

Convaincue de l'intérêt du sport comme vecteur pour mieux faire société, Aquitanis est partie prenante des actions menées par les associations Drop de Béton, Académie Younus et Sport Emploi en faveur des jeunes de 6 à 18 ans. Le soutien accordé concerne des actions en continu et des événements ponctuels sur les quartiers du Grand Parc, Les Aubiers et Carle Vernet à Bordeaux ainsi que les QPV de Lormont, Cenon, Floirac et Bassens.

1- Étude sur le sport en entreprise menée par Goodwill Management en 2016.

2- Quartiers prioritaires de la politique de la ville : dispositif rassemblant les zones urbaines les plus pauvres.

Quartiers sensibles... à l'environnement

La métropole bordelaise compte de nombreux acteurs dont l'ambition est d'éclairer les consciences environnementales et de faire évoluer les pratiques de tout un chacun. Leur mission quotidienne ? Aller à la rencontre des habitants des quartiers, y compris ceux dits de la politique de la ville, et semer des graines d'information et de pédagogie à travers de nouveaux services, des ateliers et d'autres projets cultivés en collectif.

Récolter et gérer ses déchets

En septembre 2020, ELISE Atlantique fait partie des lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt sur la collecte innovante et solidaire émis par Citeo¹. En remportant ce projet, elle s'entoure de cette dernière, de la Conciergerie Solidaire et de Bordeaux Métropole pour lancer en juin 2021 un système expérimental de collecte solidaire et collaborative des déchets : La Carabelle et La Petite Carabelle.

Adrien Boisseau, chargé de développement du projet, explique : « *La Carabelle et La Petite Carabelle ont été conçues et pensées afin d'accentuer la sensibilisation des publics bordelais à une meilleure gestion de leurs déchets. Présentées sous forme de dispositifs itinérants, il s'agit concrètement d'un camion et de deux vélos cargos qui rendent accessible la gestion des déchets et encouragent les citoyens à améliorer leur performance de tri. Elles sont encadrées par des Ambassadeurs de la Transition, dont les postes sont destinés à des personnes fortement éloignées du marché du travail* ».

Aquitanis a été le premier partenaire du dispositif : plus de 140 interventions ont été réalisées en pied d'immeubles dans 4 quartiers et plus de 2 700 personnes ont été sensibilisées. En 2022, d'autres partenariats ont été développés et Les Carabelles ont été lauréates de l'appel à projet Réduction des déchets de Bordeaux Métropole (2022-2024).



© Perrine Mercier

Avec des informations sur les éco-gestes et les dispositifs de tri présents sur la métropole bordelaise, Les Carabelles visent l'autonomie de la population dans la gestion de ses déchets.

Maîtriser sa consommation d'énergie

Créé il y a plus de 25 ans, le CREAQ² est une association dont l'objectif est d'offrir une information neutre et objective sur la maîtrise de l'énergie. Son équipe de 20 collaborateurs couvre 6 pôles d'activités : énergie, eau, précarité énergétique, santé environnementale, sensibilisation jeune public et formation.

Le partenariat entre le CREAQ et Aquitanis a été l'un des premiers entre l'association et un bailleur social. Nathalie Duviella, directrice du CREAQ, précise : « *Nous avons longtemps collaboré ensemble pour sensibiliser les habitants de quartiers ciblés ; nous les accompagnons sur la gestion de l'eau, de l'énergie, des déchets mais également en organisant des ateliers participatifs, des stands d'information, etc. Le Covid a malheureusement ralenti les actions de sensibilisation directes, même si elles commencent à reprendre* ».

En 2022, le CREAQ a été lauréat des Trophées Agenda 21 de la Gironde, pour la construction de chauffe-eau solaires à destination de personnes en situation de précarité énergétique. « *Le projet Solidaire et Solaire*

rassemble 10 bénévoles, de la fabrication à l'installation des dispositifs, dans une dynamique de faire-ensemble. Les équipements seront installés chez des personnes que l'on accompagne dans une démarche de rénovation énergétique » précise Julie Fabre, chargée des actions d'animation pédagogique.



© CREAQ

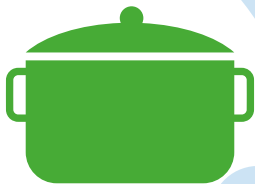
En 2022, le CREAQ a sensibilisé 7 000 personnes, tous publics confondus.

Adopter une alimentation responsable

E-graine est un mouvement associatif d'éducation populaire et d'éducation à la citoyenneté mondiale. « Nous sommes 8 antennes régionales qui portons le même projet associatif, et nous sommes présents depuis 6 ans en Nouvelle-Aquitaine » précise Aude Bourgeois, directrice de l'association en Nouvelle-Aquitaine. « Notre positionnement en tant qu'acteur éducatif, c'est d'accompagner la compréhension des enjeux liés aux transitions ». C'est pourquoi l'association a plusieurs fois mené des actions avec Aquitanis.

les acteurs professionnels de terrain et le comité de pilotage. L'offre du laboratoire est constituée autour de 3 activités : le développement d'espaces de production alimentaire à vocation nourricière, sociale et pédagogique, l'ancrage d'une offre alimentaire de qualité et de proximité, et le développement d'une offre locale et inclusive de restauration » explique Aude Bourgeois. Le Laboratoire d'Initiatives Alimentaires est en passe de devenir une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif).

Sur le quartier de la Benauges, le Laboratoire d'Initiatives Alimentaires constitue son projet emblématique. « Il vise à questionner notre système alimentaire, à prendre conscience de ses impacts et à participer à sa transformation plus durable et plus équitable. Les premières réflexions ont émergé dès notre implantation ici. Aujourd'hui, il s'écrit en coopération avec les habitants du quartier,



Le Laboratoire d'Initiatives Alimentaires permet notamment la mise en place d'une cantine de proximité et la visite d'exploitations agricoles.



Limiter ses déchets et adopter la seconde main



En septembre 2022, les habitants de la Benauges ont participé à de nombreuses activités grâce aux objets et aux compétences de la ressourcerie. Les mêmes seront déployées à Lormont !

Pépites est une ressourcerie associative, créée en janvier 2021 à l'initiative de 4 co-fondatrices. Cassandra Godichaud est l'une d'entre elles : « Le concept consiste à mettre à disposition un lieu où les habitants déposent les objets dont ils ne veulent plus pour qu'ils puissent retrouver une deuxième, troisième ou quatrième vie. Ce sont des objets en bon état revendus à petits prix. Le but, c'est d'offrir un lieu pour ces dépôts, de réduire les déchets et de créer de l'emploi ! ».

« Notre ressourcerie est basée à Artigues-près-Bordeaux. Au-delà de cet espace fixe, nous souhaitons créer un modèle hybride avec des surfaces plus petites, des animations dans les quartiers, plus de lien social. D'où la naissance du Pépites Tour ». Concrètement, l'association s'est implantée au cœur du quartier de la Benauges durant tout le mois de septembre 2022, par l'intermédiaire d'une ressourcerie éphémère. Le programme s'est structuré entre des ateliers de revalorisation (tapisserie d'ameublement, couture) et la vente d'objets de seconde main. Au total, près de 140 participants aux ateliers, plus de 500 personnes sensibilisées et une dizaine de partenaires mobilisés - dont Aquitanis.

Premier trimestre 2023 : le Pépites Tour vient de poser ses valises dans le quartier Bois Fleuri à Lormont. L'association a élu domicile dans un local mis à disposition par Aquitanis et accueille les habitants pour le ressourcer !

1- Entreprise à mission créée par les entreprises du secteur de la grande consommation et de la distribution pour réduire l'impact environnemental de leurs emballages.
2- Centre Régional d'Éco-énergétique d'Aquitaine.



L'éducation est un élément fondateur de toute société, un moyen pour promouvoir les libertés et les droits fondamentaux contre l'ignorance source de bien des maux. Elle est même « l'arme la plus puissante pour changer le monde », écrivait Nelson Mandela dans son récit autobiographique Un long chemin vers la liberté . C'est dire sa nécessité. Avec l'éducation populaire, elle sort des rangs de l'école, emprunte de nouvelles voies, investit de nouveaux lieux, avec pour objectif le partage des savoirs en vue d'une transformation individuelle et sociétale. Florilège d'initiatives locales.

Citoyens, citoyennes

C'est en 2015, à la suite de la tragédie de *Charlie Hebdo*, qu'est née la Fabrique du citoyen portée par les Bibliothèques de Bordeaux. En réponse à la barbarie, « *il s'agissait de proposer un espace de débat et de réflexion pour faire prendre conscience des enjeux de la citoyenneté au plus grand nombre et construire de manière collaborative une définition de la citoyenneté qui fasse sens commun* », explique Marie-Pierre Rassat, chargée de l'action culturelle des Bibliothèques de Bordeaux et coordinatrice de la Fabrique du citoyen.

Huit ans plus tard, la manifestation est toujours un rendez-vous annuel ouvert à tous, quels que soient l'âge, le niveau d'études et le milieu social. « *Tout le monde peut s'intéresser à des sujets qui nous concernent tous. Nous proposons différents formats, accessibles et originaux, dans les bibliothèques de quartier, afin de susciter la curiosité des habitants et qu'ils aient envie de creuser les sujets proposés* », poursuit Marie-Pierre Rassat. Bien entendu, puisqu'il s'agit de faire société, les thématiques abordées collent à l'actualité. En 2022, la Fabrique interrogeait deux ans de pandémie mondiale, tandis que l'édition 2023, après une année marquée par la multiplication d'événements climatiques extrêmes,

s'est demandé s'il n'était pas urgent de ralentir. Atelier retro-story-board pour dessiner collectivement les étapes vers un futur inspirant, arpentage autour du livre de Julia De Funes *Le développement (im)personnel*, rencontre avec Etienne Klein et Christophe Bouton sur le temps, et d'autres propositions encore, ont permis aux participants d'apprendre et de s'enrichir les uns les autres.

À travers ces propositions, on voit bien les principes de l'éducation populaire à l'œuvre, avec pour objectif, la transformation individuelle par le collectif. « *On est en relation avec l'autre dans tout ce qu'il a de singulier et de différent de nous. Cette Fabrique, c'est un reflet de l'humanité dans un échantillon. Ça permet une lecture du monde dans sa diversité* », conclut Marie-Pierre Rassat.

Partenaire de la Fabrique du citoyen, l'Université Populaire de Bordeaux (UPB) est une association d'éducation populaire qui trouve son origine dans le mouvement social contre la réforme de l'université en 2009 et les différents débats qui ont émaillé le combat mené par les étudiants. S'appuyant sur le constat de la crise multidimensionnelle actuelle (économique, sociale, écologique, institutionnelle et démocratique), la finalité de l'UPB consiste à redonner le pouvoir d'agir aux individus de manière à transformer en profon-



© Bibliothèques de Bordeaux

Actions menées dans le cadre de la Fabrique du citoyen.

deur notre modèle de société. Pour cela, les savoirs sont abordés de manière horizontale en confrontant expérience et connaissance grâce à des méthodes de partage participatives comme le débat mouvant,

l'arpentage (voir page suivante), les porteurs de parole ou encore le groupe d'interview mutuelle. Une manière de comprendre le monde tout en s'y situant.

Champs et contre-champs

Voilà plus de trois décennies que le cinéma d'art et d'essai Jean Eustache à Pessac fait le bonheur des cinéphiles qui, malheureusement, sont de moins en moins nombreux comme l'a regretté François Aymé, directeur du cinéma. « Dans les années 2000, on a constaté que le goût pour la cinéphilie diminuait. C'est comme ça que nous avons créé l'Université populaire du cinéma. Pour redonner envie et développer la fréquentation ».

En 2010, l'équipe s'ouvre à d'autres disciplines avec sa première Unipop Arts, Littérature et Cinéma. Un programme annuel d'environ trente soirées, chacune consacrée à un thème particulier. Le déroulé est toujours le même : projection d'un premier film en lien avec la thématique, puis un cours dispensé par des spécialistes passionnés et des professionnels qui souhaitent partager leurs connaissances, puis à nouveau un film. « L'idée c'est de rendre un savoir accessible, dans un cinéma géré par une association loi 1901. Pas une fac ou une école. La dimension conviviale est importante et la qualité de projection excellente. C'est un confort qui donne envie de participer.



© Alain Briochéau

Imaginez une projection des œuvres de Van Gogh sur un écran, c'est autre chose qu'avec un vidéoprojecteur ! Ça a un impact positif sur les publics », explique François Aymé. Et ça marche ! Dès la première Unipop, le succès est au rendez-vous avec 500 inscrits là où le cinéma en espérait cinquante. « En trente ans de ciné, c'est la

seule fois où j'ai reçu des courriers spontanés. Pourtant la programmation était assez pointue », se souvient François Aymé. « Il y a une dimension sociale, pas seulement culturelle. Les gens viennent rencontrer d'autres personnes autour de sujets communs », conclut-il.

En parallèle et sur le même format, vit aussi l'Unipop Histoire créée avec l'association du Festival international du film d'histoire, qui chaque mois de novembre habite les écrans du Jean Eustache. Les jeunes spectateurs peuvent quant à eux s'initier au 7^{ème} Art avec la P'tite Unipop du cinéma. Depuis 2022, la France compte de nouveaux Unipopiens et Unipopiennes, puisqu'une sélection de rendez-vous retransmis est proposée dans d'autres cinémas bien loin de Pessac.



© O tempora

Le chaud et le froid

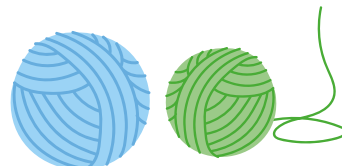
La météo est indécise en ce samedi 1^{er} avril et c'est sous une belle averse que j'arrive en début d'après-midi à la bibliothèque de Bordeaux Mériadeck pour participer à un arpentage sur le livre de Julia de Funès *Le développement (im)personnel*. Je n'ai pas lu ce livre et je n'ai jamais participé à un arpentage. Je me rends compte en entrant dans le hall que ça fait aussi très longtemps que je n'ai pas mis les pieds dans une bibliothèque !

À l'accueil, on m'indique que je dois me rendre dans la bien nommée salle jaune du rez-de-chaussée. J'ouvre la porte. Une douzaine de personnes sont déjà réunies autour d'une grande table. Marie-Pierre Rassat, que j'ai interviewée pour l'article précédent et qui m'a donné envie de faire l'expérience de cet atelier, m'accueille avec un grand sourire. Je prends place. Les participants sont d'âges variés, avec une légère surreprésentation de femmes. De notre statut social ou de nos métiers nous ne saurons rien. Sandra et David, membres de l'Université Populaire de Bordeaux, animent l'arpentage et nous proposent pour commencer de donner notre prénom et de partager une petite anecdote personnelle. L'ambiance est conviviale. Les petites histoires des uns font sourire les autres. À la fin du tour de table, nous formons déjà un groupe. Il est temps d'entrer dans le vif du sujet. Sandra et David nous donnent les règles du jeu. Le livre de Julia de Funès sera déchiré en autant de morceaux qu'il y a de participants afin que chacun fasse une lecture individuelle d'une partie de l'ouvrage. Nous sommes invi-

tés à prendre des notes directement sur les pages qui sont les nôtres. Je ris intérieurement de voir cet objet souvent sacralisé qu'est le livre aussi maltraité, dans une bibliothèque qui plus est ! Cette liberté me plaît bien. Le geste lui-même crée une ouverture critique, un nouveau possible. Nous nous dispersons dans la bibliothèque pour trente minutes de lecture et d'annotation.

Puis vient le moment du partage. Sandra nous invite à communiquer aux autres ce que nous avons appris à travers cette lecture, ce qu'elle appelle les « savoirs froids », en y mêlant nos propres connaissances issues de notre expérience de vie, les « savoirs chauds ». À tour de rôle, chacun prend la parole pendant cinq minutes sans jamais être interrompu. L'écoute et le respect sont la règle. Nous avons aussi le droit de ne pas prendre la parole. Pas d'obligation, pas d'évaluation. Nous ne sommes pas à l'école.

Ce temps de partage se termine par un débat qui nous permet de livrer une sorte de synthèse personnelle enrichie de la lecture, des idées et des expériences des autres arpenteurs. Je n'ai pas vu passer l'après-midi et d'ailleurs les échanges continuent après la fin officielle de l'atelier. En déchirant un livre, en en faisant une lecture à la fois individuelle et commune, en unissant nos points de vue, nous sortons plus riches et aussi plus heureux d'avoir pu débattre sans se battre. Nous nous quittons en ayant déjà envie de nous revoir pour un nouvel arpentage.





Cultiver le partage

Véritable poumon placé au cœur du quartier de la Benaugue à Bordeaux, le Centre d'animation Bastide Benaugue accompagne des personnes de toutes générations, aux origines plurielles. À l'instar des autres centres d'animation de la ville, il s'agit d'un lieu privilégié d'exercice de la citoyenneté, qui joue un rôle essentiel d'accueil, de services et d'animation auprès des habitants, tout en contribuant à dynamiser le quartier. Reportage sur place lors d'une journée comme les autres.

Les centres d'animation sont à Bordeaux au nombre de 11, gérés par une association commune soutenue par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département. Ils représentent autant de points de repère que d'ancrage dans les quartiers. À deux pas du parc Pinçon, celui de La Benaugue accueille les enfants, les adolescents et même les adultes. Ici, une trentaine d'encadrants les guident et les conseillent depuis les années 1980. Espaces de jeux pour les petits (6-11 ans) et de détente pour les jeunes (12-25 ans), accueil

périscolaire, activités culturelles et sportives, sorties, soutien de projets, aide aux départs en vacances, conseils administratifs, cours de français et accès au droit pour les adultes... « *Le Centre lutte contre l'isolement en soignant les détails qui font la différence* », souligne Aurélie Valin, sa directrice. En partenariat avec de nombreux acteurs locaux, dont les bailleurs sociaux, le site ouvre ses portes aux besoins et énergies des 2 800 habitants, et particulièrement ceux qui résident dans les ensembles de logements sociaux très présents ici.

📷 Photographies de Magali Maricot



Animation

Plus qu'un simple espace recevant le public, le Centre offre une épaulement aux adultes via l'aide au curriculum vitae ou encore informe sur les droits en facilitant les démarches administratives. Les animateurs comme David, Momo et Bouba, sont garants d'un cadre, d'un équilibre pour les adhérents, allant jusqu'à proposer un soutien parental et des conseils pour apaiser les familles en difficulté. « *Nous sommes hyper à l'écoute* », explique David. « *On instaure de la confiance. Le lieu est identifié dans le quartier, on se sent utiles* », ajoute Momo. Ils nourrissent aussi la responsabilité des jeunes pour révéler leur citoyenneté, en les encourageant dans leurs projets professionnels ou associatifs, « *pour casser les barrières sociales* », renchérit Bouba.



Émancipation

Trois fois par semaine, des cours de Français Langue Étrangère (FLE) sont proposés aux personnes immigrantes. Dans ce cursus gratuit, des petits groupes sont accompagnés pour apprendre les bases de la langue française. Par leur humour et leur patience, les bénévoles du Centre assurent ainsi « *une première étape de socialisation* », explique Aurélie Valin. « *C'est un premier pas pour l'accès à l'emploi et donc leur intégration à la société* ».

La ludothèque du Centre est une caverne d'Ali Baba remplie de jouets. Mais la pièce n'est pas là que pour occuper les enfants de 6 à 11 ans. « *L'espace a été pensé pour assurer l'éveil sensitif, cognitif des plus jeunes* », assure "Papy Marc", animateur qui guide les petits aussi bien sur le volet ludique que scolaire. Un espace pour la construction, un autre pour jouer sur la symbolique, un pour les jeux à règles et un coin bibliodessin... Les enfants sont encouragés à s'entraider, à jouer ensemble, pour développer leur sociabilité et éveiller leur potentiel.

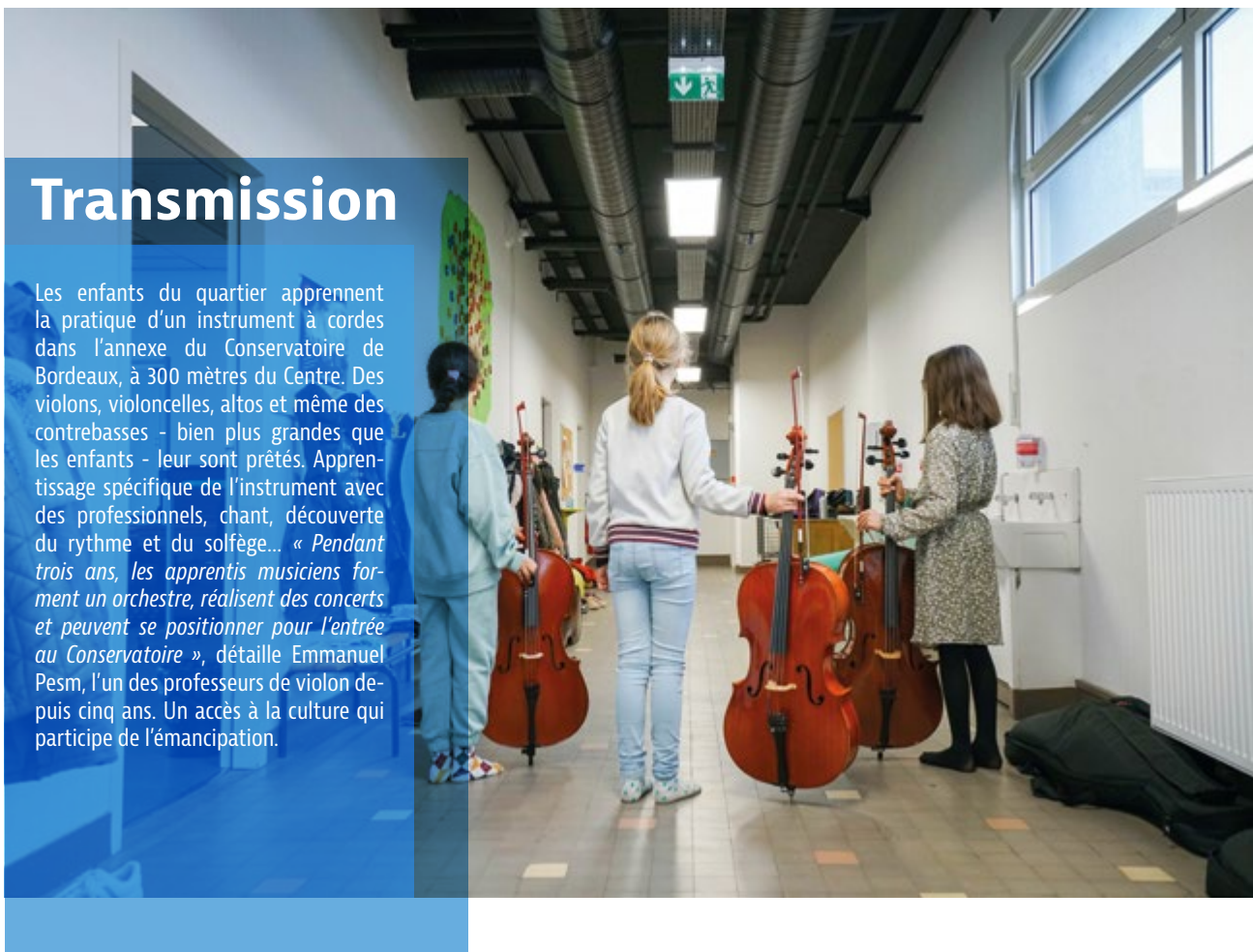


Apprentissage



Accompagnement

Les adolescents trouvent au sein du Centre une pluralité de réponses à leurs besoins. Le bâtiment devient une ancre, un lieu de rencontres mais aussi « *un lieu ressource où se retrouver* », souligne David, l'animateur. Qu'ils aient entre 12 et 17 ans ou qu'ils soient majeurs, les jeunes peuvent tout autant être accompagnés dans leur scolarité que faire du sport ou jouer aux jeux-vidéo. Les animateurs, bienveillants mais fermes, « *à la fois grands frères et gardiens du sanctuaire* » selon Momo, sont là pour les conseiller et les encourager. Dans ce lieu partagé, où l'humain prime sur les origines sociales ou culturelles, heure après heure, activité après activité, des fenêtres s'ouvrent sur l'autre et sur l'ailleurs pour mieux grandir et faire grandir ses projets de vie.



Transmission

Les enfants du quartier apprennent la pratique d'un instrument à cordes dans l'annexe du Conservatoire de Bordeaux, à 300 mètres du Centre. Des violons, violoncelles, altos et même des contrebasses - bien plus grandes que les enfants - leur sont prêtés. Apprentissage spécifique de l'instrument avec des professionnels, chant, découverte du rythme et du solfège... « *Pendant trois ans, les apprentis musiciens forment un orchestre, réalisent des concerts et peuvent se positionner pour l'entrée au Conservatoire* », détaille Emmanuel Pesm, l'un des professeurs de violon depuis cinq ans. Un accès à la culture qui participe de l'émancipation.

À travers les plafonds de verre

Devenir avocate, avoir sa carte de journaliste, intégrer la haute fonction publique, installer sa plaque de médecin, devenir entrepreneur, être cheffe d'orchestre... ces avenir professionnels sont bien souvent jugés inatteignables pour les jeunes des quartiers populaires. Ils luttent pour ouvrir les horizons et activer l'ascenseur social, de nombreuses structures s'activent. À travers leurs initiatives, contre l'autocensure, ils œuvrent pour l'égalité des chances.



© Bout à bout



© Article 1

Événement célébrant la première année d'action de l'antenne Nouvelle-Aquitaine de l'association Article 1 en présence de la communauté locale (mentors, mentorés, partenaires, etc.), juillet 2022.

Presque invisible et pernicious, le plafond de verre empêche nombre de jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de choisir leur orientation ou de réaliser leur plein potentiel. Les chiffres sont éloquent, selon une enquête du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications de 2020, à caractéristiques identiques, les jeunes qui résident en QPV ont 1,2 fois moins de chances d'occuper un poste de cadre ou de profession intermédiaire que ceux des autres quartiers. Pour lutter contre ce déterminisme, divers acteurs de la région s'emploient à accompagner ces jeunes dans leur ambition professionnelle.

Se trouver pour s'orienter

« Les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » Les premiers mots de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789), ont fait leur chemin. Jusqu'à la création d'une association : Article 1. Depuis 2004, elle œuvre pour une société où l'orientation et l'insertion professionnelle ne dépendraient pas des origines. C'est pourtant toujours le cas, selon Ségolène Bunel, de l'antenne bordelaise. « C'est un fait. Quand on se penche sur les chiffres du Bac+5, on voit que seulement 4% des étudiants viennent du milieu ouvrier. » Pour inverser la tendance, l'association a lancé DemaIn.org : une plateforme en ligne de mentorat. Avec cette mise en relation, un étudiant entre 18 et 25 ans est accompagné par un professionnel lié à son ambition de carrière. Conseils méthodologiques ou de CV, gestion du stress, ouverture de son carnet d'adresses... le professionnel aide le jeune à « prendre confiance en lui et à affiner son projet professionnel ou académique ». Un volet collectif est également en place, avec des visites d'entreprises, des ateliers de prise de parole en public, des soirées métiers... L'antenne Nouvelle-Aquitaine montée en 2021, a déjà accompagné 1000 jeunes dans la région.

Donner goût à l'école, c'est la mission que s'est donnée de son côté l'association Ikigai. Avec « Les Ateliers de l'Avenir », lancés en 2019, environ 300 jeunes de Cenon, Lormont et Bordeaux découvrent un nouveau métier chaque week-end au cours d'ateliers ludiques et pédagogiques tenus par des professionnels. Banquier, architecte, boulanger, chirurgien... Du CM2 à la termi-



© Association Ikigai

nale, les jeunes ont des exemples concrets de futurs empruntables. « *Nous voulons semer des graines pour l'avenir et élargir le champ des possibles* », explique Florian Machayekhi, son fondateur. Les jeunes ciblés sont issus de Réseaux d'éducation prioritaire dans les QPV. Les ateliers doivent entraîner un déclic scolaire chez les jeunes. « *En montrant l'intérêt concret de l'école pour l'accès à un métier, on suscite l'appétence pour l'apprentissage*. » Les adolescents les plus âgés reviennent parfois demander des conseils pour décrocher un stage ou améliorer leur CV. « *Ils peuvent se reposer sur nous. Nous pouvons les mettre en relation avec des professionnels pour du mentorat* », détaille l'initiateur d'Ikigai.

À l'image de Dema1n.org, l'association a compris que ces futurs citoyens avaient besoin d'un coup de pouce régulier pour se trouver et s'accomplir. « *Il est possible pour eux d'envisager l'avenir avec optimisme. S'il y a un désir, il y a un chemin* ». Florian Machayekhi en est convaincu. « *Notre accompagnement doit avoir un effet de levier contre l'autocensure, pour que les jeunes prennent confiance en eux* », assure de son côté Ségolène Bunel. Ainsi, les mentorés ont 37% de chances de plus d'accéder à un emploi après les études. Mais cet accompagnement n'est qu'un aiguillage. Article 1 veut que le jeune « *trouve l'emploi et la filière qui lui correspondent* », quand Ikigai affiche « *l'orientation choisie* », jusque dans son nom¹.

Créer et se réaliser

Que feriez-vous le temps d'un été ? Chaque année, une quinzaine de jeunes girondins décident... de créer une entreprise. Pour cela, ils sont intégrés à des Coopératives jeunesse de services (ou CJS) organisées par Coop'alpha. Organisation d'anniversaires, aide aux courses pour les personnes âgées, escape game... Ces filles et ces garçons de 16 à 18 ans inventent une vraie entreprise et se répartissent les bénéfices. Ils sont encadrés par deux animateurs qui les aident à appréhender tous les enjeux de l'entrepreneuriat : offre de service, tarification, communication, mode de gouvernance, etc. « *Ils sont mis en situation réelle. C'est de la pédagogie par l'action et de l'éducation populaire* », résume Karine Labat-Papin, directrice de Coop'alpha. Le dispositif insiste sur la mixité sociale, les jeunes

pouvant être issus de tous les quartiers. Guidés, ils découvrent leur environnement et se préparent à s'y intégrer. « *Pendant tout l'été, ils acquièrent une autre vision de leur territoire. Ils découvrent des métiers, approchent le monde de l'entreprise, vont au contact des habitants et observent les services qu'ils peuvent rendre. L'action amène un autre regard du jeune sur son quartier, et donne une autre vision des jeunes aux entreprises* », explique Karine Labat-Papin.

Les idées germent partout y compris dans les zones les moins favorisées. C'est en tout cas un des axes du Grand Projet des Villes Rive Droite (groupement d'intérêt public qui élabore un projet de territoire sur les communes de Bassens, Lormont, Cenon et Floirac) au travers du dispositif CitésLab, proposé par Bpifrance. Dans les quartiers prioritaires de la rive droite de Bordeaux, le but est « *de détecter les talents portant un projet d'entreprise* », selon sa cheffe de projet Florence Neau, dont le rôle est d'accueillir, d'écouter, d'encourager et d'orienter les aspirants créateurs, dont une partie de jeunes. Une première marche pour entreprendre. Lors de rendez-vous individuels réguliers, des réponses et conseils sont apportés au porteur de projet pour qu'elle ou qu'il puisse se lancer plus sereinement. Car les obstacles, autant que les envies, ne manquent pas. « *Le taux de pauvreté dans ce territoire est de 40%. Il y a un besoin énorme* », plaide Florence Neau. L'enjeu est de favoriser la pérennité de ces entreprises. « *Créer une entreprise est un long processus qui demande beaucoup d'énergie. Sans être soutenu, cela peut être compliqué. Nous mettons l'accent sur l'accompagnement pour la création et la post-crétation.* »

C'est ainsi que chaque année, des centaines d'adolescents et jeunes adultes découvrent leurs rêves et leur potentiel, grâce à des acteurs qui donnent des coups de mains, pour faire un pied de nez à la fatalité.



© Coop'alpha

Coop'jeunes, Le Bouscat Eysines, promotion été 2020.

¹- Mot japonais qui signifie « trouver sa voie, sa raison d'être ».

La chasse à la désinformation



« La terre est plate », « aucun Américain n'a jamais mis le pied sur la Lune ». Début 2023, un sondage IFOP révélait que 69% des 18-24 ans croyaient à l'une des douze assertions qui leur étaient présentées, toutes de cet acabit. Dans ce contexte, la lutte contre les fake news et la désinformation devient une urgence : des acteurs régionaux s'engagent pour la mener.

J amais, dans toute l'Histoire de l'humanité, nous n'avions été confrontés à la masse d'informations que nous recevons quotidiennement aujourd'hui. Réseaux sociaux, mails, textos, podcasts... Les moyens de communication et d'information évoluent sans cesse. Ils soumettent chacun d'entre nous à une forme « d'infobésité » ; terme dont il est intéressant de noter qu'il est né dans les années 1960, bien avant l'arrivée d'Internet ! Une tentation passéiste consisterait à considérer que cette surabondance n'a que des effets négatifs et pourtant... Des « pure players »

— ces médias uniquement disponibles en ligne — ont fait leur apparition, proposant pour certains des contenus exigeants, fouillés et indépendants, voire lanceurs d'alerte, à l'image des *Mediapart*, *Médiacités* ou *Les Jours*. Les formes plus classiques de journalisme ont aussi été réinventées, avec des formats comme les livres-magazines - mooks - tels que *XXI*, *Schnock*, *Usbek&Rica*. Mais, cet enrichissement de l'offre médiatique ne doit pas occulter d'inquiétantes dérives : radicalisation de certains propos sur fond de simplification de l'analyse et multiplication des fake news,

ces fausses nouvelles sciemment délivrées pour induire en erreur. Ce qui ne saurait être sans conséquence sur notre capacité collective à vivre en société. Le complotisme, l'exacerbation des antagonismes renforcés par les effets d'entre-soi des algorithmes fragilisent le corps social ; on l'a vu en particulier pendant la pandémie avec des répercussions très concrètes.

« Réduire la fracture entre journalistes et grand public »

Face à cette nouvelle donne, beaucoup d'acteurs tentent de lutter contre l'infobésité et d'apprendre au grand public à bien s'informer, à décoder l'information. En lui faisant comprendre comment on fabrique le journalisme, on le rend moins perméable aux fake news. C'est le sens de la démarche de *Podcastine*, le premier podcast quotidien d'actualités, lancé à Bordeaux en septembre 2020 par Jean Berthelot de La Glétais. « Notre podcast a pour but de faire découvrir d'autres médias de qualité, indépendants, qui se trouvent dans le Sud-Ouest », commence-t-il. « Chaque jour ou presque, un journaliste de l'un de nos partenaires vient expliquer comment il a conçu son travail, quelles personnes il a rencontrées, pourquoi il a choisi de traiter ce thème, quelles pressions il a éventuellement subies... Notre ambition est de réduire un peu la fracture entre les journalistes et une partie du grand public. »

Dans le droit fil de cette démarche et en partenariat avec la Communauté de communes du Grand Cubzaguais, *Podcastine* a lancé des ateliers permanents d'éducation aux médias sur ce territoire. S'appuyant notamment sur l'aide de l'association nationale Fake Off, engagée dans la lutte contre les fake news, le média va dans les collèges, les lycées, les associations, les EHPAD pour apprendre à s'informer et à fabriquer un contenu journalistique. Partenaire de *Podcastine*, la *Revue Far Ouest* est elle aussi partie prenante de cette lutte pour une meilleure information. Ce pure player à l'origine, devenu à la fois un site et un mook au fil du temps, anime également des ateliers d'éducation aux médias. « Nous nous demandions comment renouer le contact avec le grand public, et l'idée est née », explique Amandine Sanial, en charge de la thématique pour ce média. « Nous proposons des temps durant lesquels nous montrons de vraies et de fausses informations, des tweets, des posts Facebook dont les jeunes doivent vérifier la véracité. Nous menons également des projets longs, comme la rédaction d'un magazine dont se sont chargées six classes de collèges du Lot-et-Garonne lors de la dernière année scolaire. » L'occasion pour les participants de redéfinir le travail exact d'un journaliste et de mesurer combien il est difficile de déjouer les pièges. « Ils doutent beaucoup, et ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Mais cela les amène à une perte de confiance globale en les médias, qui elle est préjudiciable. Nous devons alors leur faire comprendre ce qu'est vraiment le travail journalistique, et en quoi il est différent du rôle des influenceurs par exemple », résume Amandine Sanial.

Au cœur de l'éducation populaire

« Il serait trop facile de dire que ce sont les réseaux sociaux qui sont seuls responsables du discrédit dont souffrent les médias. Beaucoup de journalistes, et en particulier ceux qui passent leur temps à donner leur avis sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas sur des chaînes d'info en continu, contribuent aussi à creuser ce fossé », regrette Jean Berthelot de La Glétais.

Les journalistes ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'emparer de la lutte contre l'infobésité. C'est précisément le rôle du Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI), qui au sein de l'Éducation nationale référence les acteurs (dont *Podcastine* et *Revue Far Ouest*) et organise divers temps forts et événements comme la Semaine de la presse à l'école. C'est aussi le cheval de bataille de l'association D'Asques et d'Ailleurs (D'AD'A), implantée à Saint-André-de-Cubzac qui assure depuis toujours en parallèle de la production audiovisuelle que connaît bien Aquitanis, des activités d'éducation à l'image. « Durant le temps qui est imparti dans les séquences en milieu scolaire, nous créons un petit film, parfois en quelques heures quand un long métrage prend des années », détaille Olivier Desagnat, directeur. « Mais nous donnons aux jeunes les bases des outils de fabrication, ce qui les aide à comprendre les rouages donc le fonctionnement, et ainsi à être plus critiques envers les images qu'ils reçoivent. Au-delà, ces ateliers représentent des moments d'échange et de dialogue avec eux, une porte ouverte de la part de quelqu'un qui vient les écouter, qui n'est pas un sachant venu répandre son savoir. On est au cœur du développement de l'esprit critique, donc de l'éducation populaire », explique le cinéaste. « On a parfois un peu l'impression de vider l'océan à la petite cuillère », soupire Amandine Sanial. Un sentiment légitime car la lutte contre la désinformation est loin d'être gagnée.

Un festival en préparation

Podcastine et la Communauté de communes du Grand Cubzaguais proposeront un festival gratuit dédié à la lutte contre la désinformation et les fake news, ainsi qu'à la fabrique de l'information. Au programme, une semaine de restitution des ateliers de l'année écoulée, des quizz, conférences et spectacles pour apprendre à mieux appréhender les médias de manière ludique.

Toutes les informations seront à retrouver le site www.podcastine.fr.





Laisser la place à l'imaginaire

Embarquer par la création qui emprunte des chemins buissonniers pour donner à imaginer, à ressentir plus loin que soi, permettant l'accès à d'autres vies, d'autres temps, d'autres réalités. Forger de nouveaux récits qui donne du sens, pour mieux se penser et espérer. Les territoires doivent redevenir des lieux d'invention.

L'art

et la manière

Pour repenser l'approche méthodologique de projets urbains, de plus en plus de collectivités et d'aménageurs misent sur l'urbanisme culturel pour y inclure une dimension artistique et collaborative. Cette approche permet d'ériger des lieux de vie pertinents et riches d'histoires.

Loin de la froideur d'une grue ou d'un tas de gravats, « l'urbanisme culturel » insuffle de la vie dans des projets facilement désincarnés. Deux mots qui désignent une pratique, une manière d'agir : utiliser l'art pour déployer un projet d'aménagement urbain. « Par son approche sensible, sensorielle et décadrente, l'art permet d'avoir un autre regard sur la ville », explique Fabienne Quéméneur.

Depuis plusieurs années, celle-ci copilote l'ANPU, l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine. Elle est composée d'ingénieurs-artistes, d'architectes-metteurs en scène, qui ont pour but de « coucher les villes sur le divan ». L'agence peut être sollicitée par le secteur culturel d'une agglomération comme par des collectivités ou des acteurs de l'urbanisme. Sur le terrain, les équipes recueillent aussi bien des données topographiques, historiques et architecturales auprès d'élus et d'experts, que des sensations, des émotions auprès d'habitants.



La 4L de l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine (ANPU).

La poésie sur le terrain

Fabienne Quéménéur fait également partie de l'association Au bout du plongeur, une fabrique d'art et de rencontres où elle coordonne un projet dédié à la recherche en architecture et urbanisme. Des artistes sont ainsi convoqués en amont de projets urbains, pour leur insuffler du sens. C'est aussi l'idée des Rencontres inter-mondes (RIM), rendez-vous biennal durant lequel différents mondes – l'urbanisme, les arts dans l'espace public, le paysage, la recherche, l'architecture, le design... – se réunissent pour « *penser la fabrique urbaine* » autrement. Les dernières ont eu lieu les 6 et 7 avril 2023 à Brest, avec pour thème : « *la trame* » (du récit, urbaine, en architecture) : qu'est ce qui se trame et comment tramer autrement ? Pourtant, loin de surplomber froidement les divers projets comme on le ferait pour une simple carte, les participants « *se sont mis à hauteur du sol* », à échelle humaine.

Un foisonnement d'idées et une « *approche transversale* » qui façonnent un autre imaginaire que celui, purement technique, du bâti : recherches historiques, spécificités culturelles et sociales... C'est la thèse de « *l'urbanisme culturaliste* », défendue par l'historienne Françoise Choay : envisager la ville par ses interactions sociales. « *On parle d'attachement à nos territoires, plutôt que d'attractivité*, détaille Fabienne Quéménéur.



La pratique de l'art dans l'espace public par ANPU, point zéro entre Tours et Saint-Pierre-des-Corps, 2008.

Nous faisons une science poétique. Nous adoucissons la technique par l'artistique. Cela suscite très tôt du lien et du sens dans les projets en question. »

La pratique de l'art dans l'espace public permet ainsi de déceler des récits communs, d'incorporer les humains dans les projets, de la conception à la construction. « *Le culturel, c'est faire culture ensemble, et donc faire société.* » L'ANPU se sert de « *symboles et créations artistiques forts* » aussi pour réconcilier les populations. Ce fut le cas lors de l'installation d'un « *point zéro* » entre les communes riveraines de Tours et Saint-Pierre-des-Corps, alors que la seconde serait sacrifiée au profit de la première en cas de débordement de la Loire. « *Une balise de réconciliation a été peinte sous un pont d'autoroute, suivie d'une cérémonie en présence d'élus et d'habitants. C'était fort* », raconte Fabienne Quéménéur. Le point zéro existe toujours, les habitants y sont attachés. « *Traiter cette problématique, ça a suscité du dialogue. Des années plus tard, l'urbaniste Nicolas Michelin a dit que nous lui avions fait gagner 5 ans de concertation avec les élus* », plaisante-t-elle.

L'humain au cœur du projet

Car chacun « *a le droit à la ville* », selon la formule du philosophe Henri Lefebvre, que la responsable de l'ANPU appuie. « *La ville fonctionnaliste ne laisse pas assez de place à l'imaginaire*, affirme-t-elle avant d'ajouter : *nous repartons des humains qui vivent dans la Cité. Ils ont le droit de penser leur ville.* »

L'art doit servir de passeur, de catalyseur entre les collectivités et les habitants vivant sur un lieu en transformation. Et cela se fait par le dialogue. « *Tous les organismes qui se revendiquent de l'urbanisme culturel ont cette approche* », sonne Fabienne Quéménéur. Elle cite l'exemple du POLAU, laboratoire d'urbanisme culturel à destination des artistes, chercheurs, opérateurs et collectivités, qui organise des résidences pour accompagner la création de la ville et de l'urbain. La collecte de récits, de paroles d'habitants, y est également incontournable. « *Chaque ville a sa singularité, son histoire. Et qui la raconte le mieux ?* » conclut-elle.

Le détour d'une Conversation

En ce mois de février à Aytré, près de La Rochelle, une cinquantaine de personnes – professionnels, riverains ou futurs habitants de l'écoquartier de Bongraine – sont rassemblées, dans une salle de spectacle. Face à elles, Olivier Damas, agronome du bureau d'études Fleur de sol est venu conférer sur la fertilité des sols, sujet important pour ce site, ancienne friche ferroviaire. Dans ce cadre classique, une anomalie, un cliquetis dans le silence, une couleur sur une page blanche : Martine Tarot, voyante des territoires. Celle qui lit l'avenir du lieu dans lequel elle se trouve ! Avant le début de la conférence, qui doit expliquer ce qu'il reste sous terre après une phase de dépollution sur site, elle harangue l'auditoire : « *Il va falloir remettre du vivant dans du mort.* »

Dos courbé, la voix aigüe, des cheveux bruns grisonnants... Martine Tarot est sur scène, aux côtés de l'expert. C'est une demande de la comédienne Émilie Olivier, qui incarne ce personnage loufoque, sorte de « *bouffon sacré* » au service des questions du territoire. Cette artiste de la compagnie Midi à l'Ouest, vient du théâtre de rue mais pas seulement. Concernée par les enjeux écologiques de demain, elle s'est spécialisée dans la cartomancie philosophique et environnementale. Depuis le début du projet à Bongraine, elle façonne le récit du futur écoquartier. « *Un territoire peut être vu comme une personne avec son nom, sa généalogie, son histoire. Donc, on peut lui tirer les cartes.* ». Elle est ainsi partie prenante de toutes les Conversations de Bongraine, cycle de 5 conférences organisées entre janvier et juin 2023.



Échange entre Martine Tarot et les professionnels engagés dans le projet d'écoquartier de Bongraine lors de la Bonne Semaine 2022.

“
L'intérêt de l'art, c'est de déjargoniser. Le public doit être en capacité de tout comprendre.
”

“
Émilie Olivier
”



Croiser les sources et les chemins

Le concept, original, a été pensé en collaboration avec la maîtrise d'œuvre urbaine et l'aménageur, Aquitanis, qui porte le projet d'écoquartier pour le compte de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle et en association avec la Ville d'Aytré. « *C'était une proposition de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine dès le départ. Nous y avons très vite vu un grand intérêt pour le projet. Cela nous aide à faire communauté sur place, grâce à une expérience sensorielle collective unique* », explique Aurélie de Domingo, cheffe de projets aménagement urbain chez Aquitanis. « *Martine, c'est un peu la concierge magique du quartier, qui fait le lien avec les gens. Ceux-là mêmes qui vont devoir se saisir, chez eux, de questions écologiques.* » L'artiste était déjà intervenue à Bongraine. Notamment lors de la « Bonne semaine » et du « Bon samedi », des moments de résidence et de rencontres autour de l'écologie avec la population à venir du quartier, ceux qui habitent à proximité, des associations et des professionnels. « *Martine noue le lien avec les futurs résidents de Bongraine, bien avant la construction du quartier* », souligne Aurélie de Domingo. En véritable enquêtrice, Martine Tarot va toujours sur le terrain pour déterminer les principales problématiques passées, présentes et à venir du site. Elle échange avec les habitants et les experts scientifiques impliqués dans le projet. Une approche à la fois artistique et rigoureuse. « *Je suis à la croisée de l'anthropologie, de la sociologie et de l'économie au sens étymologique du terme* », confie Émilie Olivier, dans un moment de déconnexion avec son personnage.

Des mots contre les maux

« *Attendez Monsieur l'expert ! Une petite explication s'impose.* » Si elle ne perd pas une miette de la présentation savante, Martine Tarot n'hésite pas non plus à interrompre le chercheur quand la technique prend le pas sur l'accessibilité. Avec son grand bâton de pluie, elle joue « *l'entremetteuse de propos* ». Comme lorsque Julie, future habitante déjà très attachée à ce lieu, manifeste ses doutes concernant un îlot à reverdir. Le sujet est en effet mal compris par l'auditoire, ses répercussions craintes. En bonne sentinelle, Martine vient au contact du public, reformule les propos pour que tout le

monde s'y retrouve. « *L'intérêt de l'art, c'est de déjargoniser. Le public doit être en capacité de tout comprendre* », insiste Émilie Olivier. « *Avoir un ambassadeur, qui lève son bâton quand on perd les gens, ça permet de ne pas toujours avoir la tête dans le guidon* » approuve Olivier Damas, à ses côtés. La soirée est drôle, singulière, elle marque les esprits. « *Les gens adorent apprendre, surtout en souriant. L'ironie, les jeux de mots ou la poésie d'un champ lexical parlent d'eux-mêmes. Je crois beaucoup à la puissance du récit*, insiste Émilie Olivier. *Lire l'avenir, c'est lire le déjà-là, et donc travailler ensemble* ».

C'est ainsi que l'art devient une manière de transmettre le savoir, et d'encourager le participatif. « *La dimension culturelle est une zone de concernement*, soutient Aurélie de Domingo. *Martine Tarot est un garde-fou de la bonne compréhension.* » Après plus d'une heure de conférence scientifique sur la fertilité d'un sol, les concernés se disent plutôt satisfaits. « *Je suis venu par curiosité et j'ai appris des choses. Je trouve ça bien, sur un sujet technique, de faire des conversations grand public* », apprécie Philippe, riverain de Bongraine. À n'en pas douter, la loufoque voyante offre les clés de compréhension des enjeux aux futurs habitants, afin qu'ils « *soient maîtres de leur réflexion, et donc de leur territoire* ».

Les Conversations de Bongraine sont des rendez-vous apprenants, décalés et joyeux destinés à :

- Diffuser une connaissance experte liée au territoire de Bongraine, utile pour faire avancer le projet de l'écoquartier.
- Faciliter le dialogue entre l'expertise et la parole citoyenne dans un espace où toutes les questions sont légitimes et prises en compte.
- Maintenir dans la continuité une dynamique de groupe et la décaler pour susciter la curiosité et l'échange.

(Re)découvrez les
[Conversations de Bongraine](#)
sur Soundcloud

Marque- pages



Cuisine, littérature, histoire, conte, dessin, photographie, performance... constituent autant de supports qui permettent des rencontres sensibles donnant la part belle à l'intime comme à ce qui fait lien. À travers ces ouvrages, écho de démarches artistiques uniques, ce sont d'autres visages des quartiers populaires et des habitants que l'on découvre. Et l'on ne peut qu'être touchés par ces récits de vie qui font écho à des émotions universelles.

Le temps du chantier

Texte : Sophie Poirier
Aquitanis – 2016
Disponible en ligne sur Calaméo/Aquitanis

Entre novembre 2015 et février 2016, Sophie Poirier a rencontré les habitants vivant au Grand Parc à Bordeaux dans 530 logements répartis sur 3 barres entre 10 et 15 étages, le GHI. Ceux-ci voient leur quotidien impacté par un chantier en site habité qui va à terme leur offrir des logements agrandis d'un vaste jardin d'hiver, mieux isolés et aux parties communes réaménagées. 24 mois de travaux hors norme pour un projet des architectes Lacaton & Vassal / Druot / Hutin qui sera par la suite récompensé par des prix prestigieux.

L'auteure est venue et même restée une semaine en résidence sur place pour saisir comment la vie a continué, entre nécessaires désagréments et impatience de découvrir le GHI nouveau redevenu désirable.

Sophie Poirier a publié plusieurs romans dont un très beau texte en 2022 entre réalité et fiction salué par la critique, *Le Signal*, consacré à cet immeuble d'habitation face à la mer à Soulac-sur-mer (33) déserté pour cause d'érosion du littoral.

Le travail mené en toute liberté au GHI témoigne déjà du goût pour l'intime et la sensibilité aux lieux, à cette architecture de grand ensemble où « *les gens ensemble, les gens dans un ensemble, c'est quand même chacun un monde.* ». La langue y est belle, parfois malicieuse et toujours au plus près des habitants.

Et « *comme dans tous les livres, il y a des ressemblances et des jeux avec la réalité* » rappelle l'auteure.

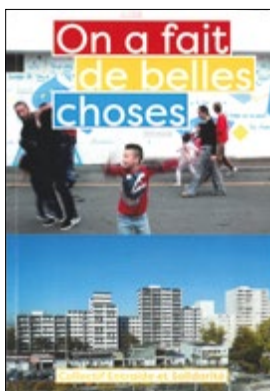


La longue histoire du Tuyau de Claveau

Texte : collectif
Co-édition Pleine Page & Point de Fuite – 2022
Disponible en librairie

L'action Nouveaux commanditaires soutenue par la Fondation de France permet à des citoyens confrontés à des enjeux de société ou de développement d'un territoire d'associer à leur préoccupation des artistes contemporains, de toutes disciplines, en passant commande d'une œuvre. À Claveau (Bordeaux), cette action a pris corps en 2019 avec les artistes suisses Massimo Furlan, metteur en scène et performeur et Claire de Ribaupierre, dramaturge, avec la facilitation de deux médiateurs culturels. Au fil des mois autour de temps festifs, les artistes multiplient leurs venues dans le quartier, dessinent leur proposition autour d'un problème que ne peut résoudre le projet participatif de réhabilitation du quartier porté par Aquitanis, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux : la détérioration des tuyaux de canalisation. Au final, pas d'œuvre implantée dans le quartier mais la création d'un nouveau rituel : la fête du Tuyau (voir page 27). Dans le même temps, s'élabore la future recette pâtissière du Tuyau de Claveau, et un groupe sous la conduite de l'historien Quentin Deluermoz tisse le fil avec le passé pour retracer le récit de ces fameux tuyaux. Un ouvrage soigneusement mis en page et illustré, fruit de ce travail collectif de recherche et d'écriture, raconte à plusieurs voix cette aventure humaine et sociale. Une véritable « œuvre commune ».





On a fait de belles choses

Texte : Sophie Poirier
Collectif Entraide et Solidarités – 2021
Disponible en ligne sur Calaméo/Aquitanis

Sophie Poirier a écrit ce récit à partir de témoignages des membres du Collectif Entraide et Solidarité créé en 2015. Un récit à la première personne pour cette auteure qui avait déjà travaillé sur le projet GHI à Bordeaux (voir page précédente). Une découverte du quartier de Dravemont dans le Haut-Floirac, au terminus de la ligne A du tramway et longtemps délaissé. La rencontre avec des femmes et des hommes habitant la résidence Blaise Pascal Corneille ou intervenant au cœur du quartier (l'équipe de gestion du bailleur social Aquitanis, des salariées de structures sociales et associatives) réunis dans un même collectif au sein duquel « *chaque voix compte et vaut pareil* ». Une démarche singulière de « *bulle citoyenne* » passionnante, vibrante et émouvante qui valait bien que l'on en retrace l'aventure.

Au fil des pages, la barre de 14 étages s'anime des mots de Solé, Céline, Elodie, Anne, Marie-France, Monsieur Jabor, Mohammed, Florian, Monique, Christine, Mélanie, Michel... Dans un quotidien où « *tous les voyants sont au noir* », les membres du Collectif vont apprendre à se parler, s'écouter et chercher des solutions pour améliorer le quotidien en mettant la main à la pâte. Embellissement artistique des halls d'entrée, ateliers de toutes sortes, ouverture d'un lieu partagé, tournage d'un court-métrage récompensé par un prix national... Les actions se succèdent et amènent à accélérer le projet de réhabilitation de la résidence. « *Partager le pessimisme de la réalité et l'optimisme de la volonté* », une devise qui va si bien à ce concentré d'humanité.

La Bonne Semaine à Bon(ne)graine et Le Bon Samedi s'ensuit

Julie Murat d'Antioche
Aquitanis - 2023

Disponible en ligne en fin d'année 2023 sur le site ecoquartierdebongraine.fr

La Bonne Semaine puis le Bon Samedi représentent 6 jours de rencontres et de fête pour faire avancer le projet d'écoquartier de Bongraine à Aytré. Toutes les personnes impliquées dans le projet – professionnels, actuels et futurs habitants, écoliers, associations – rejointes par celles qui sont simplement curieuses ou intéressées se retrouvent pour des ateliers citoyens et des moments de convivialité dans le jardin du projet et aux abords de la friche.

Ce livret, en forme d'un carnet de bord sensible de l'édition 2022, résulte de la contribution spontanée d'une riveraine, l'une des premières impliquées dans le projet.

Cette femme généreuse et engagée a mis sa plume au service de l'émotion guidée par un regard aiguisé et poétique sur ces journées pas comme les autres, qui ancrent l'utopie dans le réel. « *Mais dans le petit jardin demain sera un autre jour, on y rêve ensemble, on fait circuler nos idées même un peu folles... Et poussent les graines d'un monde meilleur que l'on se promet* ».

Et de faire se saisir les lecteurs de ce que la musique, le dessin, la cuisine, la peinture, le jeu... peuvent contribuer à donner le goût des autres, à se sentir partie du vivant.



L'île radieuse Le Corbusier

Bruno Hubert et Benoit Lacou
Éditions Pilitak - 2018
Disponible via la Fondation Le Corbusier

Ce livre jeunesse apparaît comme un conte fantastique avec au cœur de l'histoire la figure de Le Corbusier. Il emprunte de la vie de l'architecte comme de celle de la Cité Frugès (Pessac) avec une part de fiction qui n'est pas toujours où l'on pense. Ainsi, il y a bien eu un habitant qui a construit un bateau dans son jardin ! On découvre ici Charles-Edouard Jeanneret rêveur, créatif qui voit le bassin d'Arcachon comme un refuge pour se ressourcer chaque été, on le voit se muant en un corbeau – Le Corbusier... Il s'interroge sur le monde moderne et le rapport à la nature, la place de l'architecte, il aspire à des choses simples. Une forme d'habitat essentiel. Des dessins à la gouache accompagnent le récit de belle manière ; l'illustrateur est un familier de la Cité Frugès qu'il a fréquenté depuis l'enfance rêvant d'un jour accéder au toit terrasse d'une maison « gratte-ciel ».

Cette « île radieuse » onirique rend hommage à ces Quartiers Modernes inscrits avec 16 autres sites au patrimoine mondial de l'Unesco et au sein duquel Aquitanis possède quatre habitations.



Le monde de demain - Archéologie contemporaine

Textes : Caroline Melon
 Regard : Bénédicte Chevallereau, photographies : Corina Airinei, graphisme : Karl Nawrot
 Édité par Chahuts – 2017
 Disponible en librairie

Objet d'édition inclassable, « *le livre s'amuse à brouiller par petites touches discrètes les codes du livre de poche, du document d'archives* ». On ne sait pas trop bien comment y rentrer, avec ses deux parties assemblées en opposition, l'une mystérieusement perforée de trous. Il propose un récit

fictionnel qui emporte le lecteur dans la mémoire oubliée de l'ancien Lycée des Menuts à Bordeaux nourri de réminiscences personnelles de l'auteure. Avant la transformation du bâtiment destiné à devenir un foyer de jeunes travailleurs et lieu de résidence d'anciens combattants migrants – résidence Mohamed Mechti, Aquitanis a souhaité que soit mené « *un travail autour de l'histoire sensible des lieux* ». C'est ainsi que Caroline Melon et l'association Chahuts se sont immergées durant quatre années dans les replis du lycée désaffecté, un temps transformé en squat. De cette plongée, elles ont ramené des objets, des photographies enrichis de paroles et d'archives. Le lecteur est ainsi invité par une écriture finie et juste à la restitution d'une enquête archéologique subjective à travers l'expérience, contée à la 3^{ème} personne, d'une femme qui « *prend seule possession de ce bâtiment, immense, abandonné, délabré, un royaume qui la happe pendant des mois* ».



Pépites, recettes engagées de nos quartiers

10 portraits & 10 recettes illustrées
 Édité par VRAC Bordeaux Métropole – 2021
 Disponible en librairie

Ils ou elles s'appellent Binta, Philomène, Michel, Noria, Julie... Derrière chacune de ces recettes végétariennes, on découvre les portraits de 10 femmes et hommes de quartiers populaires de la métropole bordelaise. Plus qu'un repas, ces habitants partagent leurs récits de vie et leurs complexités, l'héritage de leur savoir culinaire et le plaisir de le transmettre au quotidien.

Au-delà d'un livre de recettes, *Pépites* donne la parole à des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'association VRAC Bordeaux Métropole s'est entourée d'un écrivain, d'une équipe de cinq illustrateurs et de diététiciennes pour retranscrire en mots et en images l'univers, la culture, la cuisine et le quotidien de ces dix personnes attachantes et uniques.

Ces rencontres sont aussi l'occasion d'échanger autour des pratiques alimentaires et d'encourager le faire autrement pour une alimentation de meilleure qualité et dans le respect de l'environnement. Chaque recette est accompagnée de conseils nutritionnels et de constats écologiques liés à nos choix alimentaires.



Empreintes - Récits d'anciens combattants

Texte de Rachid Akbal et dessins de Laetitia Vassal avec des habitants de la résidence Mohamed Mechti
 Éditions Images Plurielles – 2021
 Disponible en librairie

À l'invitation de Chahuts, association des arts de la parole et d'Aquitanis, bailleur social, Rachid Akbal, le raconteur d'histoires et Laetitia Vassal, la dessinatrice sont allés à la rencontre des anciens combattants de la résidence Mohamed Mechti au cœur du quartier Saint-Michel à Bordeaux. Originaires du Maroc, de l'Algérie ou du Sénégal, ils ont combattu en Indochine pour la France et depuis, se sont installés dans cette ville six mois par an pour percevoir leur pension de guerre. Leur situation sociale et leur histoire méritaient de tendre l'oreille et de se saisir du crayon pour témoigner largement mais aussi « *fabriquer un objet de transmission qu'ils ont pu partager fièrement avec leurs proches et familles* ».

Empreintes mérite bien son nom tant l'ouvrage illustré permet une trace des voix singulières et souvent tues de ces oubliés de l'Histoire de France. Il se nourrit des récits des uns et des autres pour former un conte écrit à la première personne, une « *fiction du réel* » qui s'incarne dans les scènes de vie croquées avec délicatesse. Un devoir de mémoire collective et individuelle.

L'envers est l'endroit

À l'occasion des 50 ans du quartier des Aubiers à Bordeaux, en 2021, l'association iDi et la compagnie Paul Les Oiseaux ont investi l'espace public de la cité avec de grandes photographies collées sur place à même les murs. Intitulée « L'Envers est l'Endroit », l'exposition met en perspective des portraits d'habitants et leurs points de vue depuis leurs balcons. Rencontre avec Delphine Tambourineguy, artiste plasticienne, membre de l'association iDi et l'une des deux photographes du projet.

📷 Enki Djipal (portraits) et Delphine Tambourineguy (vues/paysages)





Comment ce projet d'exposition photos est-il né ?

Le projet est né de ma rencontre avec Valérie Rivière, chorégraphe de la compagnie Paul Les Oiseaux. Nous avons envie d'unir nos sensibilités pour valoriser les habitants et l'architecture du quartier des Aubiers qui nous est cher. Valérie et son photographe, Enki Djipal, ont travaillé sur l'image de soi à travers des portraits d'habitants dans leur lieu de vie et j'ai proposé de faire découvrir leur point de vue sur le quartier depuis leurs fenêtres ou leurs balcons.

Pourquoi avoir intitulé l'exposition « L'Envers est l'Endroit ? »

L'idée de l'exposition c'est une double lecture du quartier. Un envers et un endroit, un peu comme un dedans - dehors. D'un côté, un travail plutôt intime avec les portraits, et de l'autre une ouverture inédite vers l'extérieur avec ce qu'ils voient depuis chez eux. C'est l'ensemble qui fait la richesse et la singularité du quartier.

Comment ce sont passées les prises de vue ?

D'abord, nous nous sommes appuyés sur les associations de quartier pour organiser des rencontres collectives et présenter le projet. Quinze habitants ont accepté de participer, c'était génial ! Une fois chez eux, c'était très intime. Certains étaient un peu expéditifs, d'autres plus expansifs. Ils nous ont raconté leur vie, leur quartier. On a pris le thé, les petits gâteaux. Pour ma part je les invitais à poser un nouveau regard sur le paysage depuis le balcon. C'est une vue racontée, un choix en fonction de la lumière, de leurs préférences. Je sentais beaucoup de fierté.

Une exposition réalisée avec le soutien de la Préfecture de Région, de la Région Nouvelle-Aquitaine, du Département de la Gironde, de Bordeaux Métropole, de la Ville de Bordeaux, d'Aquitanis et de Domofrance.



Un quartier populaire



Le quartier des Aubiers est un grand ensemble composé d'immeubles de 6 à 17 étages reliées par des dalles et des passerelles construit dans les années 70. 4 000 habitants y vivent, répartis dans les 1 800 logements sociaux gérés par Aquitanis et Domofrance. Quartier le plus pauvre de Bordeaux, il connaît des difficultés récurrentes en dépit d'un dynamisme associatif important. En 2008, l'arrivée du tram a permis de désenclaver les habitants et le quartier fait actuellement l'objet d'un projet de renouvellement urbain.



Ainsi son son



Créatrice de liens sociaux par la musique, l'association Ricochet Sonore favorise la rencontre et l'épanouissement, la diversité et l'ouverture culturelle en co-construisant des actions musicales de proximité avec des structures partenaires : centres sociaux, associations de quartier, bailleurs sociaux, collectivités... Rencontre avec Pierre Lafaille, chargé de développement et de coordination de Ricochet Sonore, pour faire connaissance avec l'association et ses projets.

Fondée en 2014, l'association Ricochet Sonore est le fruit des expériences professionnelles et personnelles de ses fondateurs Arnaud Pecastaing et Pierre Lafaille, deux passionnés de musique évoluant respectivement dans les domaines socioculturels et de la communication.

Ce dernier : « La création de Ricochet Sonore part d'un constat général, voire universel, qui est de dire que la musique est un des meilleurs moyens que l'on connaisse pour favoriser la rencontre et le bien-être de toutes les personnes ».

De la petite enfance aux seniors, l'association s'adresse à tous types de public et répond à des besoins et envies spécifiques selon les projets. Concrètement, elle organise et coordonne : des animations musicales (quiz musicaux, DJ set participatifs, séances d'écoutes, roue de la musique) ; des concerts (dans des lieux d'accueil, dans l'espace public ou directement chez l'habitant) ; des ateliers de découverte et de pratique instrumentale, d'éveil musical ; de la création sonore et de l'accompagnement à la création de contenu (podcasts, émissions de radio). L'association compte quatre salariés à temps plein et deux volontaires en service civique. Cette équipe est entourée d'un grand nombre d'artistes et d'intervenants, dont les compétences, envies et énergies viennent nourrir les actions de l'association.

Historiquement implantée sur la rive droite bordelaise, Ricochet Sonore est basée au cœur du quartier Bois Fleuri à Lormont depuis 2019. Pierre Lafaille, toujours au sein de l'association en tant que chargé de coordination précise : « De par notre implantation sur le quartier Bois Fleuri et grâce aux partenariats que nous développons

avec la Ville de Lormont, Aquitanis (bailleur social très présent sur le quartier) et d'autres structures, des actions spécifiques sont nées et développées ici. Parfois, il s'agit même d'un lieu d'expérimentation sur certaines activités ou sujets que l'on souhaite approfondir ».

Mais la mobilité est incontournable du projet de l'association et celle-ci intervient sur l'ensemble de la Gironde. « Notre notion de la proximité réside dans notre volonté d'aller à la rencontre directe du public et non pas de le faire venir dans un lieu commun » explique Pierre Lafaille. « Pour cela, nous travaillons sur l'espace public, dans des structures de proximité identifiées sur les territoires ».

Deux exemples parmi tant d'autres illustrent ce travail.

Et n'oublions pas, comme Pierre Lafaille le rappelle : « Chaque projet est un prétexte. Notre objectif, c'est de faire des ricochets. Dans les quartiers prioritaires, on est convaincu qu'il y a une grande richesse existante, qui ne demande qu'à être mieux valorisée. "Faire société", c'est aussi favoriser le dialogue ».



De la musique partout, pour tous

Pierre Lafaille

© Lucille Vias



© Ricochet Sonore

© Ricochet Sonore

Les ateliers d'écriture et MAO (Musique Assistée par Ordinateur) beatmaking

Ricochet Sonore a lancé ce cycle de stages à l'été 2022 sur Bois Fleuri à Lormont, à destination des jeunes de 14 à 17 ans avec une volonté de mixité. L'objectif ? Fédérer et accompagner un groupe d'adolescents autour des pratiques musicales dites urbaines.

Dans les faits, les ateliers ont rencontré une cible légèrement différente comme le retrace le chargé de coordination : « Nous avons mobilisé un groupe d'une dizaine de jeunes filles, plutôt entre 10 et 12 ans. La constitution de ce groupe soulève des questions sur la place des jeunes filles dans les quartiers prioritaires, en particulier dans l'espace public, sur les propositions culturelles qui existent. Avec lui, c'est un travail très intéressant qui se met en place depuis ». Après avoir écrit, enregistré et maqueté des chansons, les apprenties musiciennes étaient libres de composer ensemble le programme des prochains ateliers : tourner un clip, organiser un concert... L'association adopte un rôle d'accompagnateur dans l'évolution du collectif. Affaire à suivre lors des prochaines vacances scolaires !

Aquitanis co-finance le projet, met à disposition un espace commun pour le déroulement des ateliers (dans la résidence Ikebana) et assure la communication du dispositif auprès des habitants.

i Ateliers animés en partenariat avec Simon Vergoz (Le sens du son), la Ville de Lormont et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

La fête de quartier En Place

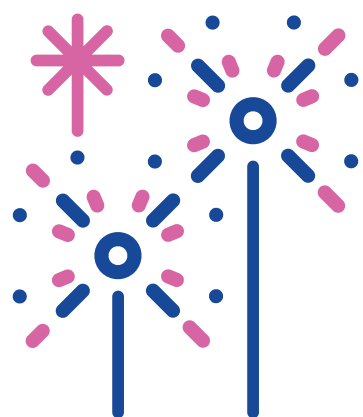
Pour la deuxième année consécutive, le quartier Bois Fleuri a accueilli en juillet 2023 la fête de quartier En Place. L'événement a rassemblé une programmation artistique complète (concerts, DJset, fanfare,...), de nombreux stands et ateliers d'acteurs locaux, et un repas partagé sur la place du Vercors et la rue des Arts.

Pierre Lafaille précise : « La vraie particularité et pertinence de ce projet, c'est son processus d'organisation, complètement participatif ». En effet, un groupe bénévole de 15 à 20 personnes s'est réuni régulièrement tout au long de l'année pour aboutir progressivement à l'organisation intégrale de l'événement. Piloté par Ricochet Sonore, le projet a encore une fois permis de multiplier les bénéficiaires. « C'est un vrai exercice de démocratie participative, une démarche politique au sens noble du terme. Ça permet à chacun de s'intéresser à la vie de la cité, d'y œuvrer activement et collectivement ».

L'organisation de l'édition 2024 est déjà lancée, avec l'objectif d'inviter des professionnels à chaque étape du projet, pour intégrer une dimension de découverte des métiers auprès des bénévoles encore plus nombreux !

i Événement organisé en partenariat avec Aquitanis, la Ville de Lormont, la DRAC Nouvelle-Aquitaine, l'ANCT et le dispositif Été Culturel 2023 mis en place par le Ministère de la Culture.





Comment s'exerce votre créativité ?



Majda Aboufath

Gestionnaire d'attributions de logements - Aquitanis

Le processus d'attribution d'un logement social est très réglementé, l'exercice de notre créativité semble a priori limité. Toutefois, nous cherchons à innover autant que possible notamment dans le dialogue avec les demandeurs. Par exemple, en proposant des visites virtuelles immersives. Ou bien, en meublant un logement témoin pour aider les futurs locataires à se projeter dans des logements « atypiques » conçus comme des lofts à cloisonner, ou en les accompagnant dans leur choix de plan parmi plusieurs options.



Stéphane Jousse

Responsable du service travaux - Axanis

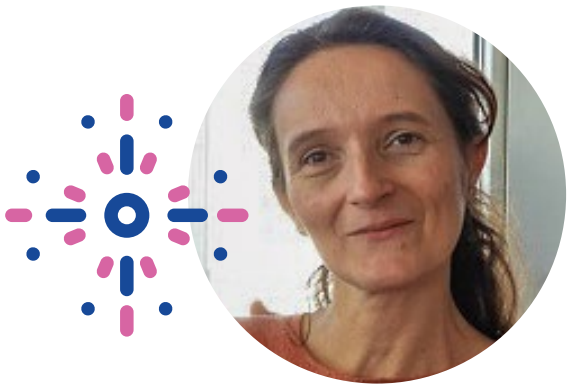
Redéfinir en collaboration avec les architectes les plans des logements en fonction des retours d'expériences et des signalements au service après-vente. Transmettre et expliquer aux acquéreurs le choix et la vision des architectes dans les volumes, les implantations ou les matériaux des bâtiments. Un de nos projets est d'introduire dans le montage d'opération des œuvres d'artiste en bénéficiant du 1% culturel. Au quotidien, travailler avec de la musique et un bureau décoré.



Céline Léone

Chargée de communication interne et locataires - Aquitanis

Dans mon métier, la créativité est essentielle notamment lorsque je dois imaginer et organiser des événements internes pour les salariés en lien avec notre engagement RSE : visites de projets, éco-journée du personnel, ou bien des actions menées avec notre collectif Culture d'entreprises interne. La créativité doit toujours être au rendez-vous. Je m'attache à trouver des idées innovantes et responsables, des visuels accrocheurs, des mots justes, des lieux porteurs de sens ou des prestataires engagés.



Karine Bellanger

Assistante du service promotion et développement - Axanis

Dans mon métier, j'ai la possibilité de proposer la mise en place d'outils de suivi de financement des opérations, de proposer des noms de programme, de mettre en place des documents d'aide et de formation pour l'ensemble des collaborateurs et de réaliser les références d'opérations réalisées. Ma créativité s'exprime aussi dans les activités annexes entre collègues telle que la décoration, la préparation d'un départ à la retraite, l'aménagement du bureau avec l'installation de plantes.



Claire Verdier

Gestionnaire formation & ressources humaines - Aquitanis

Le marché de l'emploi a fortement évolué ces dernières années. Nous avons dû repenser notre manière d'intéresser et d'attirer les candidat(e)s afin de susciter l'envie de rejoindre Aquitanis. Pour cela, nous avons créé plusieurs actions : vidéos de salariés pour présenter leurs métiers, page LinkedIn dédiée au recrutement, supports de communication comme un abécédaire afin de rendre accessible l'univers du logement social et une charte de mise en valeur de nos engagements en faveur des salariés.



Maxime Marie

Chargé d'opérations aménagement urbain - Aquitanis

La créativité joue un rôle crucial dans mon métier. Je peux proposer des solutions novatrices pour répondre aux besoins de la communauté. Travailler sur des idées créatives pour promouvoir la résilience urbaine. En résumé, je recherche des solutions alternatives, en collaborant avec différentes parties prenantes et en adoptant des approches durables. Cela me permet de contribuer à la création d'espaces urbains pour les générations présentes et futures.



Mathieu Bachir

Gestionnaire de sites agence Grand Parc - Aquitanis

Mon métier demande des compétences techniques mais aussi de l'ingéniosité pour cibler et associer les bonnes entreprises pour résoudre les différents dysfonctionnements, trouver les partenaires sociaux adéquats pour accompagner nos locataires en difficultés ou résoudre les conflits de voisinage. Dans une époque où les demandes et les attentes sont nombreuses, nous devons faire preuve d'ingéniosité et de créativité pour apporter des réponses précises et rapides à nos locataires.

Beutre

prend le Parti
de la fête

En résidence pendant deux ans, le Parti Collectif, qui rassemble des artistes aux multiples talents, s'est installé à la Cité en transition de Beutre à Mérignac. Pour des temps festifs qui contribuent à définir l'identité du quartier.

En ce samedi soir d'octobre, c'est encore l'été indien, qui semble ne jamais finir pour le bonheur des habitants de la Cité en transition de Beutre, ce quartier de Mérignac où l'on vit ensemble comme on respire. Construit il y a un demi-siècle dans l'urgence, pour accueillir des immigrés venus principalement d'Espagne ou d'Algérie ayant fui la guerre, la dictature ou les deux, Beutre a vu l'urgence se prolonger. À la fin de la dernière décennie, les équipes d'Aquitanis, propriétaire de la Cité, avec celles de l'agence Christophe Hutin Architecture ont engagé un vaste projet de réhabilitation du quartier.

Ici, on ne démolit pas, on n'enfouit pas sous les pelleteuses la mémoire d'un lieu si singulier comme de celles et ceux qui le peuplent. Les 93 maisons vont être peu à peu transformées, rénovées, isolées et une résidence de 15 logements d'habitat participatif est construite par Axanis. L'agriculture urbaine et la culture y sont les invitées permanentes.

Ce soir-là, donc, un grand chapiteau s'est installé sur la place centrale ; ses rondeurs vermillon amènent la couleur dans un jour qui s'enfuit. Les odeurs de barbecue jouent coudé à coudé avec les douceurs sucrées autour de quelques tables en plein air qu'occuperont un peu plus tard la soixantaine d'habitants venus en voisins. Pour l'heure, c'est dans le chapiteau qu'il faut être ; là les numéros s'enchaînent, entre tours de chant, comédie burlesque et poésie, toujours avec la complicité du public. Jusqu'au saut de l'ange d'une mariée suivi d'une déambulation festive et partagée avec les spectateurs, dont de nombreux enfants hilares.



© Jean-Benoît de la Gélais

Un bel anniversaire pour le Parti Collectif, qui fêtait à cette occasion une année de présence continue à Beutre. Cette « capitale » est aussi avec ce spectacle imaginé avec les habitants le clap de fin des Escalles 2022, ces rendez-vous de culture et de création de la Ville de Mérignac. « Le Parti Collectif est un ensemble d'individus qui s'organise pour fabriquer des concerts, des spectacles, des bals ; dans des salles, sur des places, dans un quartier... Le chapiteau de cirque permet toujours plus de possibles : un lieu mouvant pour accueillir et prendre le temps avec les gens », explique Jaime Chao, l'un des piliers de l'association.



© Jean Berthelot de la Citérais

« Un quartier rare »

Laquelle est installée encore quelques mois jusqu'à l'automne 2023. Un « projet de longue implantation » ou PLI. « Un PLI, c'est du temps quelque part. C'est être changé par ce quelque part (beaucoup, on l'espère) et changer ce quelque part (un peu, on l'espère). Pour cela, on a notre désir de comprendre, d'enquêter et surtout de rencontrer des lieux, des endroits denses des gens qui les habitent. Un PLI c'est du temps pour faire, et nous ce que l'on sait faire c'est fabriquer des spectacles, de toute forme, durée, vitesse, des petits, des longs, des amusants, des incompréhensibles, des joyeux plutôt quand même », poursuit Jaime Chao.

Les festivités ont bien commencé avec la sortie de résidence du Parti Collectif. Puis, place au spectacle-concert du chanteur et percussionniste Kristof Hiriart et à sa compagnie, Lagunarte, avant une « boum du Macumbeutre », sautillante et joyeuse.

Le lendemain, dimanche, les mêmes acteurs se sont succédés en journée, accompagnés de la compagnie Apostrophe, pour son spectacle « Le Gros crépuscule ».

Un lieu du commun

La co-construction culturelle s'est structurée au fil des quatre trimestres de résidence du Parti Collectif et des artistes qui s'y sont associés. La Mémoire avec Baptiste Amann, puis La Communauté avec Kristof Hiriart, Les Habitudes avec Maguy Marin, avant que le thème du Territoire ne soit abordé fin 2023. Autant d'enjeux essentiels dans bien des quartiers, mais plus encore dans celui-ci, si unique. « Beutre est un quartier rare, où la densité de relation entre les gens et les lieux est plus qu'épaisse », reprend Jaime Chao. « Il y a là des histoires derrière chaque porte. Les habitants sont presque tous arrivés en même temps. Une communauté comme celle de Beutre produit inmanquablement des singularités — personnelles, relationnelles — qui sont une source formidable pour un spectacle. En même temps, Beutre peut apparaître comme une communauté sans commun puisqu'il n'y a plus de lieux que les gens peuvent occuper ensemble. Le chapiteau peut être un lieu du commun. Tous ces éléments nous ont amenés à don-



Une communauté comme celle de Beutre produit inmanquablement des singularités — personnelles, relationnelles — qui sont une source formidable pour un spectacle

Jaime Chao

ner comme objectif à notre présence la fabrication d'un spectacle à partir de Beutre en mettant les habitants qui le veulent bien sur scène, avec nous. Le fantasme étant de partir ensuite en tournée avec les gens de Beutre, le Parti Collectif et le chapiteau à travers le pays à la rencontre d'autres communautés ! » En attendant, cette soirée d'automne ravit les habitants, artistes d'un soir et qui trouvent l'expression unique d'une culture commune et patiemment construite. « C'est une démarche que l'on fait en famille », sourit Fayza¹, venue avec son mari et ses trois enfants. « Du carnaval à ce spectacle, on a suivi la plupart des temps forts du Parti Collectif. Ça nous ouvre à la culture, à l'art, et on construit quelque chose de très original avec les artistes, les enfants et nos voisins. Ici, on a la chance de quand même bien se connaître, mais on se découvre aussi autrement comme ça. Pour moi, c'est une autre manière de construire le quartier, de le reconstruire. Réhabiliter, ce n'est pas seulement mettre des pierres les unes sur les autres », résume joliment la quadragénaire.

Entre les effluves du food truck, les graves se fraient un chemin, annonçant la boum lancée par le chœur des enfants. La joyeuse compagnie reprend *La Kiffance* avec gourmandise, avant que d'autres airs percent la nuit de cette « petite frange », où subsistent heureusement bien des bulles dans lesquelles il fait bon, vivre ensemble.

Parti Collectif, culture pour tous

Composé d'artistes, notamment de musiciens et de comédiens, le Parti Collectif est en résidence depuis 2021 à Beutre. Une action qui s'inscrit en coordination avec la réhabilitation du quartier. Dans le cadre du projet de longue implantation (PLI), ses membres proposent des ateliers de co-création de spectacles, de festivals, de concerts, avec les habitants. Le Parti Collectif est subventionné par le Département de la Gironde et bénéficie du soutien de l'agence Christophe Hutin Architecture et d'Aquitanis.

¹ À sa demande, le prénom a été changé.

Grand entretien

Construire une société du “prendre soin”

La philosophe Fabienne Brugère est notamment l’auteurice de L’Éthique du « care »¹ et Le Peuple des femmes² enquête menée avec Guillaume Le Blanc. Elle estime que pour mieux faire société, une appréhension plus progressiste du « care » et du « prendre soin » est indispensable.



© DR - Fabienne Brugère

1- Paru aux éditions des Presses Universitaires de France dans la collection Que sais-je ? en 2011 (4^e édition revue en 2021).

2- Paru chez Flammarion en 2022.



Que veut dire, pour vous, l'expression « faire société » ?

Fabienne Brugère : Dans cette expression il y a l'idée d'une activité, d'une construction, d'un processus. La société n'est pas donnée, il faut l'aborder avec des valeurs, avec des individus qui pourront adhérer à ces valeurs. Faire société, ce n'est pas la même chose qu'être en société. Être en société, c'est simplement se mouvoir dans un élément social, un milieu, un contexte. Presque se débrouiller.

Dans « faire société » il y a la perspective d'une construction, d'un processus, donc d'une temporalité et sans doute aussi d'une difficulté. Car dans le fait de construire, on rencontre des épreuves. Il y a donc l'ambition d'une volonté commune, collective, de se réunir autour de valeurs, d'un projet politique. En général l'individu, surtout dans nos sociétés très individualistes, est souvent pensé à travers sa propre responsabilité. On fait référence, dans l'expression « faire société », à sa responsabilité collective.

On est toutes et tous responsables de ce que l'on va construire collectivement. Les plus puissants et les plus riches doivent aussi faire avec les moins favorisés. C'est presque comme faire tenir un organisme avec toutes les parties qui le composent.

Se poser la question de « Faire encore société », c'est s'interroger sur savoir si c'est encore possible. Est-ce le cas pour vous ?

Je dirais que nous arrivons à un moment où nous sommes confrontés à de nouveaux problèmes, des découvertes scientifiques qui peuvent mener à une société qui se défait. Si l'on prend le numérique, par exemple, les réseaux sociaux, ils construisent des affinités et des formes d'identification qui peuvent être excluantes et nous écartent de la nécessité de faire société au sens de la responsabilité collective.

Il y a aujourd'hui ce type de défi qui a été renforcé par la pandémie, durant laquelle des phénomènes d'isolement et de repli sur soi se sont nécessairement accentués. Je crois d'ailleurs que l'on n'en mesure pas encore toutes les conséquences. On aurait besoin d'un nouveau contrat social pour réapprendre à faire société face à des formes de nouvelles technologies qui ne nous aident pas à vivre ensemble. Il y a donc des formes spécifiques de la difficulté à faire société aujourd'hui.

Pour autant, est-ce que l'on faisait mieux société hier ? Je n'en suis pas certaine. Même si, en prenant l'histoire récente sur une période très courte, nous sommes indéniablement dans un contexte géopolitique plus instable qu'il y

a quinze ou vingt ans. Cela crée forcément des difficultés, des tensions, des replis sur soi, là encore, à la fois des États et des individus. Et par ailleurs, il y a les difficultés pour les individus de ce qu'introduisent les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle, les drones ; les nouvelles formes d'une société de contrôle ou de surveillance. Confrontés au fait qu'on les surveille ainsi, que l'on tente de penser à leur place, aussi, les individus peuvent se dire qu'il faut là encore se replier sur eux-mêmes. L'historien et politologue Achille Mbembe parle de politiques de l'inimitié, et face à cela on se réfugie en nous-mêmes ou dans de petites communautés.

Dans l'expression « faire société », on a le sentiment que le « care », soit le « prendre soin », la solidarité sont primordiaux. Mais sont-ils indispensables ?

Une société ne peut se construire sans prendre soin. Tout simplement parce qu'on ne peut vivre, commencer, perdurer, que par des formes de soins. Donc de toute façon, le fait même de vivre et le soin sont indubitablement liés. Il n'y a pas de société sans que l'on prenne soin des individus. Sinon il n'y a plus d'humains, plus de force de vie, plus personne pour produire et travailler, etc. Toutes les sociétés déploient des formes de soins. Elles ne dépendent d'ailleurs pas forcément que de l'État, mais

Fabienne Brugère est philosophe, spécialiste de la philosophie moderne (XVIII^e siècle), de la philosophie morale et politique, et de la philosophie anglo-américaine. Elle fut professeur à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 et par ailleurs à partir de 2008 présidente du Conseil de développement durable de la Communauté urbaine de Bordeaux durant cinq ans. En 2014, elle a rejoint l'Université Paris VIII pour une chaire de « philosophie des arts modernes et contemporains ». Elle est actuellement Présidente de l'Université Paris Lumières.

Les nombreux ouvrages dont elle est l'auteur, en lien avec ses engagements et ses thèmes de recherche, ont trouvé un écho en France et à l'étranger. Elle co-dirige également les collections « Lignes d'art » et « Care studies » aux Presses Universitaires de France et « Diagnostics » chez l'éditeur bordelais du Bord de l'eau.

Je pense que, globalement, la perspective du « prendre soin » ne concerne pas seulement les relations entre humains mais plus globalement celles avec les autres vivants d'une planète qui va mal.

peuvent venir d'individus, de structures informelles, de relations interpersonnelles, d'autres institutions... Aucune société n'y échappe, même s'il est évident qu'il y a plus de « prendre soin » en démocratie qu'en dictature.

Sur la solidarité, c'est un peu différent. Déjà, cela dépend de ce que l'on entend par solidarité. Je pense qu'il s'agit du fait de reconnaître l'appartenance à un tout qui fait que l'autre est mon semblable et qu'à ce titre je suis avec lui comme lui est avec moi. La solidarité, c'est une cohérence organique. Il y a des formes de solidarité dans toutes les sociétés mais pas au même niveau. Ça peut être au niveau du clan, de la famille, tout dépend de la manière dont elle peut s'élargir dans des cercles concentriques. La solidarité suppose la possibilité d'un tout qui régit des relations. Le soin est davantage inscrit dans une immédiateté avec la vie.

Vous évoquiez la nécessité d'une solidarité des plus riches envers les moins favorisés. Cette solidarité n'est-elle pas, aujourd'hui, plus difficile qu'hier à mettre en œuvre ?

Aujourd'hui, il y aurait une nécessité à repenser les rapports entre le patrimoine et le travail. Ce qui nous fait constater des inégalités de plus en plus grandes, et observer une perspective d'isolement et de détachement des très riches à l'égard de la possibilité de faire société, c'est le fait que le travail serve de moins en moins à gagner de l'argent. À l'inverse de ce qu'il se passait durant les Trente Glorieuses, par exemple. On a, dans beaucoup de sociétés, un travail qui est particulièrement imposé. Et des rentes et des patrimoines qui le sont beaucoup moins, une quantité d'argent qui circule qui n'est pas contrôlée autant que le sont les revenus du travail. On a

donc fait un pas en arrière net, en revenant à une société de rentiers, où le travail est de moins en moins reconnu, et permet de moins en moins de vivre bien ou très bien. C'est un problème majeur, qui concerne de nombreux pays, où les conditions de vie se sont dégradées.

Prendre soin, cela doit aussi concerner l'environnement, la nature dans laquelle on vit ? On ne peut pas faire société sans la préserver, voire s'en inspirer ?

C'est une question difficile, qui est souvent considérée d'un point de vue culturel ou idéologique. On peut voir chez les animaux autant de situations de soins que de situations d'hostilité, ou de guerre. Ce qui est certain, c'est que le respect des autres vivants que les humains est essentiel. Donc la question de la souffrance animale, par exemple, doit être prise au sérieux. De la même manière, on doit prendre soin des paysages, des milieux naturels. Je pense que, globalement, la perspective du « prendre soin » ne concerne pas seulement les relations entre humains mais plus globalement celles avec les autres vivants d'une planète qui va mal.

En quoi la manière dont on considère le soin, ses manques et ses failles, est-elle un élément qui défavorise les femmes ?

Comme je l'ai dit, le « prendre soin » est quelque chose de fondamental pour toutes les espèces et pour la planète. Le problème, c'est que dans les sociétés humaines, cette activité a été largement associée aux femmes, assignées à elles. Par exemple, les métiers du soin sont très largement féminins, et moins bien rémunérés que d'autres. Et les espaces publics et de travail ont amené les femmes à prendre

soin des familles. On les a mises dans une case, celle du prendre soin, au nom d'une prétendue nature. Or il nous faut penser le soin non pas comme une affaire de femme mais de genre humain. On peut avancer sur la question, par exemple en ouvrant les métiers masculins aux femmes et, tout autant, ceux dits féminins aux hommes. Ce second point est d'ailleurs essentiel, on se soucie peu que chez les sages-femmes, les infirmiers, les enseignants, dans le travail social en général il y ait une énorme majorité de femmes. Il y a beaucoup à faire là-dessus. On devrait suivre ce qui est mené dans d'autres pays dont l'Allemagne où ces professions sont largement ouvertes aux hommes.

Ici, il faut changer les représentations, rappeler que ces métiers ne sont pas seulement l'affaire des femmes, et mieux les rémunérer. Car la manière d'appréhender une nature aimante pour le soin fait oublier les compétences nécessaires et pose un destin selon le sexe. De manière presque inconsciente, les femmes vont vers ces professions en se disant que c'est ce qu'elles peuvent et doivent faire.

Le féminisme peut-il aider à avancer sur ce point, et beaucoup plus globalement, à imaginer une société meilleure ?

Bien sûr, tout simplement parce qu'il peut aider à construire une société plus démocratique, plus agile, où les individus seraient libérés des stéréotypes de genre. Je pense que plus d'égalité, de démocratie, cela veut dire plus de possibilités de s'épanouir. C'est vraiment une question importante que celle de l'épanouissement de soi. Nous sommes dans des sociétés qui cherchent de plus en plus le bien-être, l'épanouissement. Et le féminisme y participe. Le féminisme peut

aider à construire une société meilleure en ce que les femmes seraient donc plus épanouies. Et les hommes aussi. Cela donnerait une société moins frustrée.

Quel rôle les femmes peuvent-elles jouer pour améliorer l'éthique sociale ?

Dans l'histoire, on a toujours placé les femmes du côté des sentiments, du soin des enfants quand elles sont mères, voire du soin des conjoints. Il y a une histoire des femmes contre laquelle elles doivent lutter, qui fait qu'elles incarnent le souci des autres. Ce souci peut certes aider à construire une éthique sociale, mais à condition qu'il ne devienne pas exclusif. Il n'y a pas de souci des autres possible sans souci de soi. Sinon c'est un sacrifice.

Donc comment améliorer l'éthique sociale ? En construisant chez les hommes et les femmes un équilibre entre le souci des autres et de soi. On voit d'ailleurs, lors des séparations et des divorces, combien l'oubli de soi a pu peser pour beaucoup de femmes entre le travail, le conjoint, les enfants... Dans les années qui viennent, l'un des enjeux majeurs sera de construire une société du prendre soin. Qui serait d'ailleurs beaucoup plus satisfaisante qu'une société de contrôle et d'autorité. Il y a aujourd'hui clairement une montée de l'autoritarisme, et pas seulement en France. Il y a des modes de surveillance des individus et de leurs revendications qui se multiplient, à des degrés divers, un peu partout. C'est une tentation facile et classique, que de se diriger vers l'autoritarisme plutôt que vers le prendre soin. Pourtant je le redis, on ne peut construire un monde en paix sans prendre soin. On ne peut pas non plus réduire le soin à des îlots de privilégiés, à des procédures informelles et excluantes des plus vulnérables.

Il faut des modes d'organisation cohérents et étendus du prendre soin. C'est comme ça que l'humanité pourra continuer à vivre. L'Homme s'est toujours posé la question : comment peut-on bien vivre ? Le prendre soin est vraiment devenu ce qui va aider à mieux vivre.



[...] On ne peut construire un monde en paix sans prendre soin. On ne peut pas non plus réduire le soin à des îlots de privilégiés, à des procédures informelles et excluantes des plus vulnérables. Il faut des modes d'organisation cohérents et étendus du prendre soin. C'est comme ça que l'humanité pourra continuer à vivre.

Comment faire encore société ?

« Comment faire encore société » est l'un des enjeux principaux dans la conception des espaces publics, et plus largement de nos territoires. La réponse à apporter se trouve, il me semble, dans l'écoute des singularités de chacun, dans le lien qui nous unit à notre socle vivant et dans notre capacité à oser faire différemment.

Prendre du recul, se laisser guider là où habituellement nous sommes en contrôle, donner la parole et écouter la multiplicité des identités qui composent un territoire, les accepter dans leurs différences, est un ensemble d'attitudes qui permet de révéler les liens, les possibilités d'échanges et de mise en commun. Ces liens cristallisent autour d'un socle commun et vivant, en évolution contrainte et accélérée par la force des mouvements de production humains. Pour L'atelier des possibles, ce socle est la pièce maîtresse de nos réflexions, les liens aux autres passent aussi par la reconnexion au territoire et à sa biodiversité. Ce socle vivant et sa façon de réagir à nos aménagements nous enseignent des comportements différents : et si nous cessions de faire de grands projets pensés hors sol, contre le sol, immédiatement dépassés par les changements climatiques et d'usages ? Et si nous faisons collectivement de multiples actions plus souples, simples et légères... moins léchées mais faisant la part belle au déjà-là et au vivant non humain ?

Finalement faire différemment c'est accepter que la durabilité puisse, paradoxalement, passer par des aménagements co-construits plus adaptables, modulables, expérimentaux et évolutifs et en respect d'un socle vivant et durable.



L'atelier des possibles

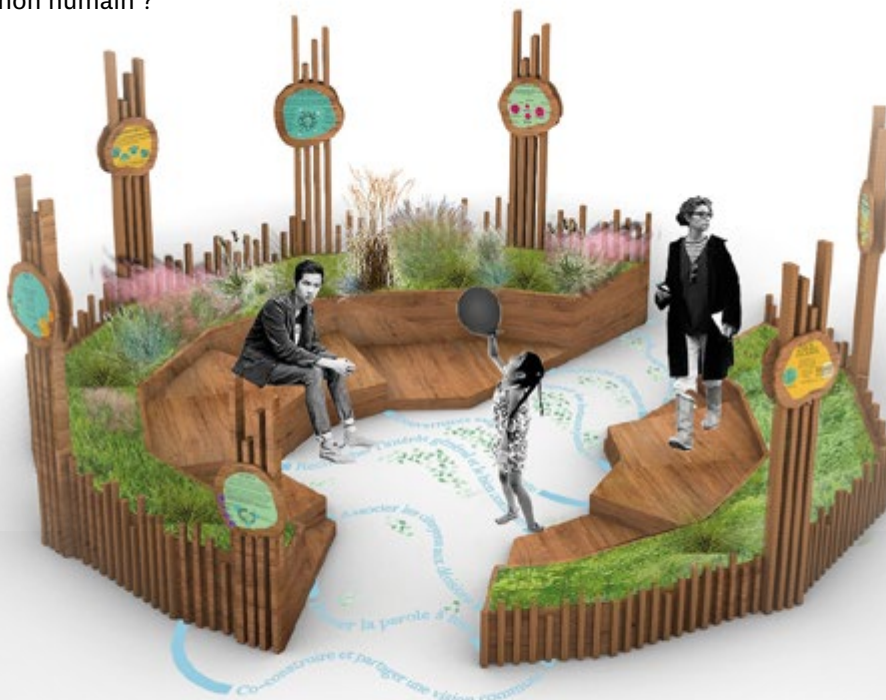
Jeanne Faure

Architecte DPLG et designer urbain ADUQ, fondatrice de l'atelier

Léa Legluais

Designer urbain ADUQ et ingénieure en génie urbain

Le cercle du Guâ est la première expérimentation d'aménagement co-fabriquée du projet de cœur de ville d'Ambarès-et-Lagrave. Il porte la charte de gouvernance du projet co-écrite par les différentes parties-prenantes et révèle les séquences d'un paysage sauvage, parfois méconnu, pourtant accessible à deux pas. C'est une amorce de transition : d'un centre-ville minéral, tout voiture, vers un cœur de ville co-construit autour de ses richesses naturelles et vivantes.



© l'atelier des possibles

Écoute et dialogue

« En cette année 2023, les sujets de tension, de crispation, voire de conflit sont nombreux et particulièrement vifs dans le débat public, dans les enceintes politiques comme dans les territoires et à l'occasion des mobilisations sociales. Depuis plusieurs années, le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de Nouvelle-Aquitaine, dans son rôle d'assemblée consultative régionale, alerte sur une période marquée par une conjonction de crises multiples et entremêlées : des enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques de première importance, des bouleversements géopolitiques, démographiques et technologiques majeurs, nécessitent de réinterroger collectivement nos choix de société et nos modes de mise en discussion de ces différentes problématiques. Des choix lourds, complexes, structurants nous semblent devoir être opérés pour l'avenir, alors même que la société actuelle est traversée de nombreuses lignes de fracture et de tensions contradictoires...

Dans ce contexte, continuer à « faire société » ensemble appelle sans doute avant tout un attachement profond à maintenir, en tout temps et en toutes circonstances, une volonté partagée d'écoute et de dialogue constructif. La prise en compte de la pluralité des attentes et des expressions, la confrontation saine et constructive des idées et des visions sont indispensables à la vitalité démocratique. Plus que jamais notre société a besoin que soient refondés les cadres d'un débat démocratique constructif et serein, exigeant et apaisé.

Et je mesure chaque jour, en tant que Présidente, la chance que nous avons au CESER de participer à un espace collectif de discussions, de débats, de propositions, riche de sa tradition de dialogue respectueux et de sa grande diversité interne. Nous veillons aussi à nous extraire de l'urgence permanente et de l'immédiateté pour nous inscrire comme une « assemblée du temps long » – temps de l'écoute, de l'analyse et de la réflexion, temps aussi nécessaire à appréhender les enjeux dans leur globalité, parce que plus que jamais nous avons besoin de nous ré-interroger pour comprendre le monde tel qu'il est, dans sa réalité, sa pluralité, sa complexité. Faire société ensemble, c'est, enfin, chercher inlassablement à ouvrir de nouvelles perspectives pour toutes et tous, à combler les fractures grandissantes et proposer de nouvelles lignes d'horizon, plus positives, plus sereines, au service d'une société plus juste, plus solidaire et plus respectueuse des personnes et de leur environnement. Au CESER, nous sommes attachés à la force de l'intelligence collective et du débat démocratique, qui restent, j'en suis convaincue, le chemin d'avenir pour dépasser les difficultés, trouver sereinement les voies acceptables du changement et ainsi continuer à faire réellement société ensemble.

Emmanuelle Fourneyron
Présidente du CESER Nouvelle-Aquitaine



Repères

- **Les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER)** ont été créés au moment de la régionalisation. Chacun consiste en une Assemblée réunissant des acteurs économiques et sociaux qui représentent la société civile régionale. Cette « autre Assemblée de la Région » est consultée par l'exécutif – Président et Vice-Présidents - et assume un rôle consultatif auprès du Conseil régional afin d'améliorer l'action publique par des propositions qui éclairent la décision politique.
- **Le CESER Nouvelle-Aquitaine** compte pour le mandat 2018-2023 180 membres qui sont issus de tous les territoires de la Région et représentant plus de 110 organisations du monde économique, syndical, associatif...

Chahuts : pour un agir interculturel en commun



© Pierre Planchenault

Nous sommes de plus en plus nombreux à vivre dans un autre pays, une autre région, un autre territoire que celui où nous sommes nés, dont nous sommes « issus », voire où nous avons grandi. Ces mobilités prennent des formes bien différentes : ici nous sommes des « migrants » qui devons quitter notre pays pour des raisons génocidaires, bellicistes, climatiques, économiques ; là nous sommes à la recherche d'un emploi et d'une situation sociale et financière plus stable ou plus prospère ; là encore, nous aspirons à un cadre de vie dit de qualité ou une relation sociale plus épanouie. Ces mobilités confèrent, dans tous les cas, une grande diversité culturelle à nos territoires.

Cette dernière est « *pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant* »¹. Certes, elle peut parfois générer des incompréhensions et des conflits d'usages. Mais elle ouvre aussi de nouvelles voies d'échanges et de dialogues ; elle n'est pas un frein à la cohésion sociale mais une richesse. Pour se faire, chacun d'entre nous doit être reconnu dans toute sa singularité. Mais il s'agit aussi de faciliter la rencontre ; l'interculturalité, c'est cette mise en dialogue, non entre les cultures (les cultures ne dialoguent pas), mais entre les personnes, de leurs cultures. Elle favorise compréhension des différences et ouverture à l'altérité, celle des autres comme la sienne propre. L'interculturalité n'est donc pas de la fausse fraternité ou une vague manipulation de détournement. C'est un mode opératoire qui décale la focale du sujet sur la relation ; le singulier et le collectif ne s'y opposent pas : la personne est au centre en toute dignité, mais sa figure se construit mutuellement dans la relation à l'autre dans un mouvement constant d'ajustements. C'est cet espace tiers que l'association Chahuts cherche à proposer, en toute humilité, dans les quartiers Saint-Michel et La Benauge avec une double ambition : celle de mettre en lumière nos vies intimes et celle de partager notre capacité à les penser collectivement. Chahuts est un « *opérateur de reliance* »² : il propose à des personnes disposant d'intérêts divers de s'impliquer collégalement dans un processus et de se donner les capacités d'agir en commun.

L'enjeu n'est pas pour autant de déboucher sur un mélange uniformisant. Chahuts ne réduit pas les distances en cherchant à imposer culturellement une hiérarchie, rêver d'un amalgame ou se dissoudre dans une folklorisation. Au contraire, les cultures de chacun mutent d'entités statiques à un processus dynamique d'hybridation, soit « *une façon de se transformer en continu sans se perdre* »³. Les personnes s'emparent d'un pouvoir d'agir en souplesse qui oblige à questionner voire revoir leurs références culturelles. Cet agir interculturel des chahuteuses et chahuteurs est situé et contextualisé. Il demande l'apport conjoint de biens publics et de biens privés ne serait-ce que par l'implication humaine qu'il demande. Mais il engendre des biens communs afin que chacun puisse sortir de « sa » culture propre, s'émanciper et se construire non dans un modèle unique mais au contraire dans sa diversité. Plus qu'un équipement à bâtir ou un lieu à occuper, Chahuts cherche ainsi à construire des territoires dont les périmètres, les lieux, les actions et leur nature restent (presque) toujours à inventer.



François Pouthier
Professeur associé Université
Bordeaux Montaigne,
Passages UMR 5319 CNRS,
Président de Chahuts

1- Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle du 2 novembre 2001, Article 1.

2- Edgar Morin (2011), *La voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Paris : Fayard.

3- Edouard Glissant (2001), *Le discours antillais*, Paris : Gallimard.

pour aller plus loin...



S'ouvrir à l'ailleurs et à l'autrement

P.6-17

Ces logements où l'on devient citoyen

La Ciguë - Genève, Suisse
cigue@unige.ch
cigue.ch

Voyage en ESS

CRESS Nouvelle-Aquitaine
Bordeaux
05 47 74 52 10
cress-na.org

Coop'HLM - Paris
federation@hlm.coop
01 40 75 79 48
hlm.coop

3AR - Achats publics responsables en Nouvelle-Aquitaine - Bordeaux
3ar-na.fr

GSEF, Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire
Bordeaux
gsef@gsef-net.org
gsef-net.org

Quand échanger va de pair

Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie
sic.nc

Est Métropole Habitat (EMH)
est-metropole-habitat.fr

La Ville autrement (GIE)
contact@gie-lavilleautrement.fr

Nantes Métropole Habitat
nmh.fr

Camelia Conseil - Le Bouscat
06 28 57 51 68
cameliaconseil.com

Des salariés se mettent au vert

Écosite du Bourgaillh - Pessac
05 56 15 32 11
bourgaillh-pessac.fr

Métaver - Floirac
contact@metaver.fr
metaver.fr

Éturécup - Pessac
hello@eturecup.org
eturecup.org

Chapeau & Bottes - Saint-Sève
contact@chapeau-et-bottes.fr
chapeau-et-bottes.fr

Le Bocal Local - Latresne
lebocallocal@free.fr
lebocallocal.fr

Tous aux abris ! - Bordeaux
contact@tousauxabris.org
tousauxabris.org

Espace Textile - Lormont
06 49 19 21 63
[Espace Textile](http://espace-textile.fr)

L'Alternative Urbaine - Bordeaux
07 67 79 17 13
bordeaux.alternative-urbaine.com

La Carabelle - Bordeaux
lescarabellesdebordeaux@elise.com.fr
[Les Carabelles de Bordeaux](http://les-carabelles-de-bordeaux.com)

Marie Curry - Bordeaux
contact@mariecurry.fr
mariecurry.fr

Table de Cana - Gradignan
contact@latabledecanabordeaux.fr
latabledecanabordeaux.fr

VRAC, Vers un réseau d'achat en commun - Bordeaux
coordination-bm@vrac-asso.org
bordeaux.vrac-asso.org

ADEME
Direction régionale - Bordeaux
05 49 50 12 12
ademe.fr

ADERE
evenementresponsable.ademe.fr

À Tonneins, le passé rencontre l'avenir

Ville de Tonneins
mairie-tonneins.fr

Le Troisième Pôle
info@letroisiemepole.com
letroisiemepole.com

DS Avocats
dsavocats.com



Faire vivre des espaces de partage

P.18-29

La Maison Popote, du lien et du bien

Point d'approvisionnement fruits et légumes, œufs et pain (ex Maison Popote)
1 rue Racine, Floirac
Ouvert les mardis après-midis

VRAC, Vers un réseau d'achat en commun - Bordeaux
(cf. chapitre 1)

Faire vivre l'en-commun

Écoquartier de Bongraine
Aytré
permanence@ecoquartierdebongraine.fr
[Écoquartier de Bongraine](http://ecoquartierdebongraine.fr)

Le Parc des Sécheries - Bègles
secheriesbegles.asso@gmail.com
secheries-begles.fr

Association Point de fuite
Bordeaux
contact@pointdefuite.eu
pointdefuite.eu

Association Base 2 Vie
Bordeaux
base2vie@gmail.com
[base2vie](http://base2vie.fr)

Enquête d'usages entre voisins

Fabien Reix [in](https://www.linkedin.com/company/freix-wordpress-com)
freix.wordpress.com

Zoé Vandenberg [in](https://www.linkedin.com/company/zoeev)

Myriame Ali-Oualla [in](https://www.linkedin.com/company/myriame-ali-oualla)

L'appel de la forêt

Centre national de la propriété forestière (CNPF) Nouvelle-Aquitaine - Bordeaux
nouvelle-aquitaine@cnpf.fr
nouvelle-aquitaine.cnpf.fr

Centre social et culturel Les jardins d'Akazoul
Sainte-Eulalie
cseulalie@wanadoo.fr

Espace Paysage d'Aquitaine
Eysines
espacepaysageaquitaine.com

Occupation temporaire XXL

Plateau Urbain - Paris
contact@plateau-urbain.com
plateau-urbain.com

Caisse des Dépôts et des Consignations
caissedesdepots.fr

Lac C - Bordeaux
lacc.bordeaux@gmail.com
[f](https://www.facebook.com/lac.c) [ig](https://www.instagram.com/lac.c) [in](https://www.linkedin.com/company/lac-c) Lac C

Coopérative Tiers-Lieux, réseau des tiers-lieux en Nouvelle-Aquitaine - Libourne
contact@tierslieux.net
coop.tierslieux.net

Maison Forte - Monbalen
info@la-maison-forte.com
la-maison-forte.com

La Planche - Bordeaux
contact@laplanche-bois.fr
09 50 62 06 24
laplanche-bois.fr

Paroles d'habitantes engagées

Écoquartier de Bongraine
(cf. ci-contre)

ACAtryo - Bordeaux / La Rochelle
acatryo@gmail.com
acatryo.fr



Tisser des repères et des références communes P.30-43

Le sport école de la vie

Drop de Béton - Mérignac
contact@dropdebeton.fr
drop-de-beton.fr

Académie Younus - Bordeaux
contact@academyounus.com
academie-younus.com

Sport Emploi - Floirac
coordinationsportemploi@gmail.com
asso-sportemploi.com

Quartiers sensibles à l'environnement

ELISE Atlantique - Bordeaux
elise.atlantique@elise.com.fr
elise.com.fr

Citeo - Paris
contact@citeo.com
citeo.com



CREAQ, Centre Régional d'Éco-énergétique d'Aquitaine
Bègles
asso@creaq.org
creaq.org

E-Graine - Laboratoires d'initiatives alimentaires
Bordeaux
contact@e-grainena.org
e-graine.org

Pépites - Artigues-près-Bordeaux
collectif.pepites@gmail.com
ressourceriepepites.com

Des savoirs co-construits

La Fabrique du Citoyen
Événement des Bibliothèques de Bordeaux
bibliotheque.bordeaux.fr

Université Populaire de Bordeaux - Talence
universitepopulairebordeaux@gmail.com
upbordeaux.fr

Unipop - Cinéma d'art et d'essai Jean Eustache - Pessac
05 56 46 00 96
unipop.fr

Cultiver le partage

Centre d'animation Bastide Benaige - Bordeaux
05 56 86 16 21
centresanimationbordeaux.fr

À travers les plafonds de verre

Association Article 1 - Paris
info@article-1.eu
article-1.eu

Association Ikigai - Gironde
contact@lecoledusamedi.fr
association-ikigai.org

CitésLab Grand Projet des Villes Rive Droite - Cenon
contact@surlarivedroite.fr
surlarivedroite.fr

Coop'alpha, Coopérative d'activité et d'emploi
Lormont
accueil@coopalpha.coop
coopalpha.coop

La chasse à la désinformation

Podcastine
jbgpresse@gmail.com
podcastine.fr

Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI)
Délégation Bordeaux
clemi@ac-bordeaux.fr
clemi.fr

Association D'Asques et d'Ailleurs
Saint-André-de-Cubzac
info@dasquesetdailleurs.fr
dasquesetdailleurs.fr

Revue Far Ouest - Mérignac
contact@revue-farouest.fr
revue-farouest.fr

Laisser la place à l'imaginaire

P.44-57

L'art et la manière

ANPU (Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine) - Rennes
info@anpu.fr
anpu.fr

Au bout du plongeur
Métropole de Rennes
plateforme@auboutduplongeur.fr
auboutduplongeur.fr

RIM, Rencontres Inter-Mondes des nouvelles manières de faire en architecture(s) et en urbanisme(s)
sea@auboutduplongeur.fr
lesrim.com

POLAU - Saint-Pierre-des-Corps
contact@polau.org
polau.org

Cie Midi à l'Ouest
ciemidialouest.jimdo.free.com

Marque-pages

Sophie Poirier
lexperiencedudesordre.com

Les Nouveaux Commanditaires
nouveauxcommanditaires.eu

Cité Fruges - Le Corbusier
Pessac
kiosque@mairie-pessac.fr

VRAC, Vers un réseau d'achat en commun (cf. chapitre 1)

Chahuts, arts de la parole et espace public (cf. Tribunes libres)

L'envers est l'endroit

Paul Les Oiseaux - Bordeaux
contact.paullesoiseaux@gmail.com
paullesoiseaux.com

iDi - Interactions d'idées
Bordeaux
admin@idi-asso.org
idi-asso.org

Enki Djipal
photochromies.fr

Ainsi son, son, son

Ricochet Sonore - Lormont
pierre@ricochetsonore.fr
ricochetsonore.fr

Beutre prend le Parti de la fête

Parti Collectif - Bordeaux
contact@particollectif.fr
particollectif.fr

Beutre Cité en Transition
Mérignac
beutre.citedetransition@gmail.com
beutre.citedetransition.fr

Tribunes libres

p.62-64

L'atelier des possibles
La Rochelle
contact.latelierdespossibles@gmail.com
l-atelierdespossibles.com

CESER de Nouvelle-Aquitaine
Conseil économique, social et environnemental régional
ceser-nouvelle-aquitaine.fr

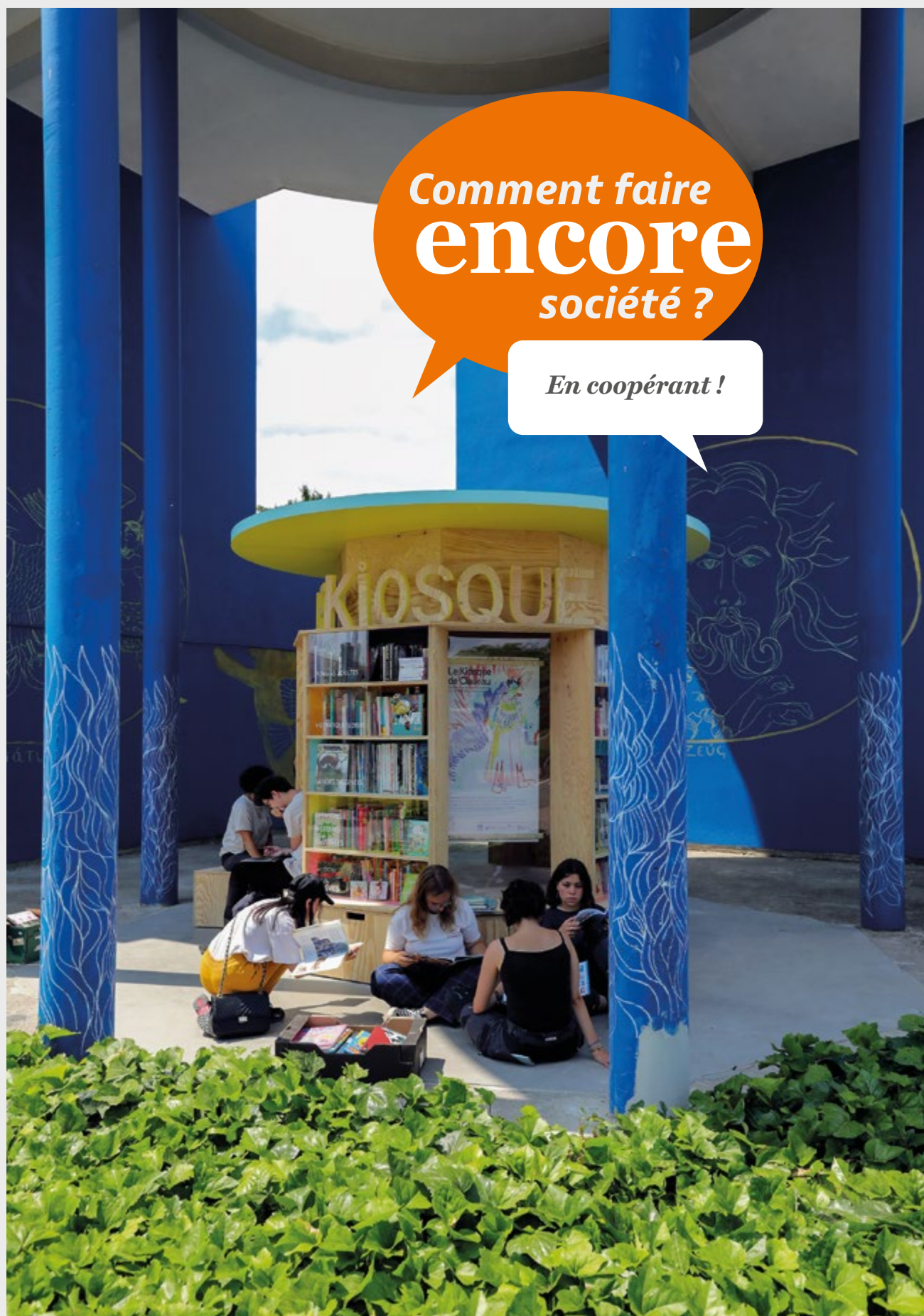
Chahuts, arts de la parole et espace public
Bordeaux
contact@chahuts.net
chahuts.net

Questions de transition(s)

Magazine sociétal pour agir en territoires - Aquitanis & Axanis // numéro 4 - septembre 2023



Questions de transition(s) est une publication d'Aquitanis, Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole - 1 avenue André Reinson CS 30239 - 33028 Bordeaux cedex et d'Axanis - 17 rue du Commerce - CS 11986 - 33088 Bordeaux cedex // Directeur de la publication : Jean-Luc Gorce, directeur général d'Aquitanis - Rédacteur en chef : Pierre Bambou, directeur communication, développement durable & accompagnement des transitions // Coordinatrice de la publication : Sophie Humbert avec l'appui de Sophie Bouniot // Rédacteurs : Agence Les Mots de mai : Alex Camino et Jean Berthelot de la Glétais / O tempora : Sophie Humbert, Caroline Latcher, Elise Pied, Sophie Perez, Maud Fryda / Direction communication, développement durable & accompagnement des transitions d'Aquitanis // Photographies : Aquitanis sauf mentions contraires précisées dans la publication // Illustration de couverture et ouvertures de chapitres : Pierre-Paul Pariseau // Design graphique et illustrations des articles : O tempora - Yves Gâté et Edouard Fusciardi // Imprimeur : Laplante imprimerie labellisée Imprim'vert* - 3 impasse Jules Hetzel 33700 Mérignac // Numéro ISSN 2741-5996 - dépôt légal à parution septembre 2023.



*Comment faire
encore
société ?*

En coopérant !

Kiosque à livres, inauguré en juin 2023 à la Cité Claveau (Bordeaux) et en accès libre. Ce projet a été imaginé et porté par Marion Garandeau, architecte urbaniste. Il est le résultat d'un travail coopératif associant les habitants et de nombreux partenaires. Il a été construit avec les jeunes du collège Blanqui et les Compagnons Bâisseurs.

Lettre

aux lectrices et aux lecteurs

Questions de transition(s) est le magazine annuel sociétal d'Aquitanis et Axanis, qui fait écho avec la raison d'être de l'office public de l'habitat de Bordeaux Métropole et les valeurs de la coopérative immobilière. Cette publication atypique, qui s'apparente à une revue-livre, est conçue avec soin et engagement et dans la perspective d'un temps long, celui qui s'accommode mal d'une lecture digitale. Elle se feuillette, se lit, se pose, se reprend, se partage. Elle reste sur un coin de table ou prend place dans une étagère, prête à s'ouvrir à la lecture.

Nous sommes heureux et fiers de la donner comme un cadeau précieux, à nos salariés, à nos partenaires et nos locataires qui en font la demande. Chaque numéro s'organise autour d'un questionnement majeur résonnant avec les enjeux d'aujourd'hui et de demain. Coopérer ou survivre ? Et si on trouvait le temps ? S'émanciper pour agir ? Et en 2023 : Comment faire encore société ?

Questions de transition(s) est voulu comme un espace de découverte, de rencontres avec des acteurs d'ici ou d'ailleurs qui proposent des réponses, ouvrent des voies en lien avec l'interrogation posée. Mais aussi comme un espace de réflexion, alimenté par différentes voix dont celle de notre grand entretien, cette année réalisé avec la philosophe Fabienne Brugère. Nous espérons que vous trouverez de l'intérêt comme du plaisir à recevoir et lire notre revue. Et par avance, nous remercions celles et ceux qui nous feront part de leurs retours à travers le questionnaire accessible par le QR code ci-contre.

[Cliquez ici](#)

pour accéder au questionnaire

À savoir

La revue est imprimée de manière responsable : choix des papiers, limitation des aplats, encres végétales, et sans gaspillage de nombre d'exemplaires. Il s'agit de notre seule revue papier, que ce soit en direction de l'interne comme de l'externe.



Il s'est illustré !

Pour traduire en image la thématique de cette nouvelle édition de *Questions de transition(s)*, Aquitanis a lancé, comme les années passées, un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner un jeune talent. Cette initiative permettait d'offrir une tribune à sa créativité, rémunérée en bonne et due forme et de faire découvrir aux lecteurs une sensibilité et une patte artistique. 61 candidatures ont été reçues et finalement c'est cette année à Pierre-Paul Pariseau qu'ont été confiées la couverture et les têtes de chapitre du magazine.

Basé à Montréal, **Pierre-Paul Pariseau** est un illustrateur autodidacte qui travaille pour un large éventail de clients et expose régulièrement ses créations colorées à l'international. Que ce soit pour la presse ou l'édition cet artiste allie le collage et la transformation numérique comme médium.

✉ pierrepaulariseau@videotron.ca

📷 @ppariseau

Illustrer le prochain numéro de cette revue vous intéresse ?

Gardez un œil sur nos réseaux sociaux pour être informés du lancement de l'appel à manifestation d'intérêt pour l'illustration du N°5 !

Merci à tous les autres candidates et candidats !
Et à l'année prochaine.